

Les syndicalistes C.F.D.T.  
de Longwy « empruntent »  
la coupe de France  
de football

LIRE PAGE 20

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Abonnement 1,20 F par semaine, 1,80 F par mois, 5,40 F par trimestre, 18,00 F par semestre, 36,00 F par an. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements étrangers sont en plus soumis à des taxes de distribution. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion.

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### L'après-Watergate

Le 9 août 1974, après des mois d'embrouille et de procès dilatoires, M. Richard Nixon, vaincu par l'affaire du Watergate et par les scandales annexes découverts dans son sillage, était contraint de donner sa démission. Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, un président en exercice quittait la Maison Blanche avant l'expiration de son mandat.

Sur le moment, tout d'abord, l'opinion internationale ne comprit pas la sévérité du sort infligé à M. Nixon pour ce qu'elle regardait comme de simples lésions. L'opinion américaine, elle, n'a pas révisé son jugement. Selon un récent sondage, 80 % des Américains de M. Nixon le tiennent pour coupable d'avoir gravement failli au devoir et à l'honneur de sa charge. Comment pourrait-il s'agir d'un homme dont les conseillers, sans parler des « plumitifs », purger des peines de prison ferme pour leur rôle dans le Watergate ? C'est, par exemple, M. Nixon qui, grâce au « pardon » régulier accordé par son successeur, M. Gerald Ford, paraît s'en être tiré à bon compte. Watergate restera dans la mémoire américaine synonyme d'infamie.

C'est, aujourd'hui encore, plus qu'un mauvais souvenir. La fonction présidentielle en reste atteinte. Après le vertige victorieux de M. Johnson et les abus de pouvoir de M. Nixon, c'est le pouvoir lui-même qui semble malade. On a fait grand usage à leur propos du terme de « présidence impériale ». Rétrospectivement, rien d'impérial n'apparaît dans les présidences de MM. Johnson et Nixon, dans l'histoire américaine et l'histoire des démocraties qu'elles ont entraînées. Il semble que désormais la Maison Blanche porte malheur. Après l'intermède sans lustre de Gerald Ford, on assiste à la lente dérive de M. Carter. De semaine en semaine, il s'enfonce dans une sorte d'impopularité indifférente qui, s'il y a une logique dans cette situation, devrait lui interdire d'opérer un second mandat. Tout se passe comme si les États-Unis étaient incapables de se donner un président à la mesure de leurs prodigieuses virtualités. Est-ce là un accident historique, une faiblesse passagère, ou la révélation d'un défaut de structure révélé par les événements ?

On est frappé, quand on songe au Watergate, de la manière dont les Américains ont interprété le dénouement d'un « scandale ». Pour eux, la chute de M. Nixon n'est pas un système américain : non sans douleur, il avait expulsé de son sein un président indigne. La vertu des institutions triomphait des vices du plus haut personnage de l'État. Aucune autre démocratie n'aurait su accomplir avec autant de rigueur et de sérénité cette œuvre d'épuration interne.

Sans doute les Américains n'ont-ils pas tort de se glorifier du rôle qu'ils jouent, au mépris des conséquences comme des contingences, à traquer leur ancien président dans les derniers recoins de sa vie. Mais il est évident qu'ils ne peuvent pas se vanter de leur système politique. M. Carter ne se sentait malheureux, et pourtant comment voir en eux l'incarnation de la « magistrature suprême » d'un grand peuple, au-dessus de tout parti, au-dessus de toute ambition, au-dessus de toute passion ? Et si c'était la présidence elle-même, et donc tout le système politique, qui n'était plus adapté aux exigences d'une société moderne ? Telle est la question que les Américains déploient des trésors d'énergie à ne pas poser.

Ce qui leur manque, à la Maison Blanche, c'est la confiance. On ne se sent ni l'État justicier ni l'esprit critique, mais l'imagination institutionnelle nécessaire à rendre leur vitalité aux règles d'un jeu politique figé dans l'archaïsme.

## Le conflit de l'Ulster

La tension s'accroît à l'approche du dixième anniversaire de l'intervention britannique

L'approche du dixième anniversaire de l'intervention des troupes britanniques en Irlande du Nord — le 14 août 1969 — est marquée par un regain de tension et de violence : six civils ont été blessés mercredi soir, 8 août, à Belfast, et les barricades ont refait leur apparition dans les quartiers catholiques de cette ville et de Londonderry.

Toutes les permissions des forces de police de l'Ulster ont été supprimées pour une semaine à la suite de ces incidents.

De notre correspondant

Londres. — Toutes les permissions des forces de police de l'Ulster ont été supprimées jeudi 9 août pour une semaine, au premier jour d'une série de manifestations commémorant les dix ans de l'intervention britannique en Irlande du Nord. Au cours de la journée, des affrontements ont eu lieu entre les communautés catholiques et protestantes. Six civils ont été blessés dans la nuit du mercredi au jeudi à Belfast. Lors d'un rassemblement catholique marquant le dixième anniversaire de l'introduction des mesures d'intervention administrative, une dizaine de véhicules ont été incendiés, et l'armée britannique a répliqué à des jets de projectiles par des tirs de balles en caoutchouc.

D'autres manifestations sont prévues ces jours prochains pour commémorer les dix ans de présence des troupes britanniques à l'occasion de la traditionnelle « marche des apprentis » protestants à Londonderry, le 15 août ; la police a demandé à toutes les familles de se retirer de la ville, leurs enfants adolescents. En outre, plusieurs quartiers de Belfast et Londonderry, ainsi que certaines routes de province ont été interdits à la circulation.

Ces célébrations surviennent alors qu'une solution n'est en vue, pas plus sur le plan militaire que sur le plan politique, et qu'un regain de tension oppose les deux communautés. Depuis le sabotage, par les loyalistes, de l'accord de Sunningdale, conclu en décembre 1973 entre Londres, Dublin et Belfast qui prévoyait la création d'un conseil de l'Irlande réunie, aucune nouvelle initiative politique n'a été engagée. Cinq mois plus tard, la province protestante a été soumise à un contrôle direct du Parlement de Westminster. Le problème de l'Irlande du Nord n'a plus été, depuis lors, pour les travaillistes comme pour les conservateurs, celui du maintien de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. A Londres, ces mois derniers, a fait la sourde

oreille au plan prudent de confédération, pris par le parti d'opposition de la République d'Irlande, le Fine Gael, et analysé par le Flannery, la formation du premier ministre, M. Jack Lynch.

Le nouveau secrétaire d'État britannique à l'Ulster, M. Humphrey Atkins, prépare une nouvelle initiative, mais il ne compte rien proposer avant un an. D'ici là, il poursuivra ses entretiens bilatéraux avec les deux parties. Mais entre ces dernières, il n'y a toujours rien de commun : les catholiques, bien qu'ils soient au nombre de cinq cent mille, contre un million de protestants, n'ont toujours que deux députés à Westminster, sur un total de douze sièges. Dans le camp adverse, les attitudes se sont radicalement modifiées sous l'influence croissante du pasteur Ian Paisley, le plus extrémiste des leaders protestants : le parti qu'il a créé, et dont il était le seul député, a ravi deux sièges aux unionistes « officiels », aux élections du 3 mai dernier. Dès l'annonce de la visite du pape en Irlande, le Révérend Paisley est parti en campagne contre sa venue en Ulster, qualifiant Jean-Paul II de « traître » et d'« homme de paille ». De telles outrances n'ont évidemment rien fait pour apaiser l'atmosphère entre républicains et loyalistes.

(Interim)

(Lire la suite page 5.)

## La crise saharienne

Le premier ministre mauritanien s'explique à Rabat sur les raisons de l'accord avec le Polisario

Le premier ministre mauritanien, le lieutenant-colonel Haydalla, est arrivé, ce vendredi 10 août, à Rabat, où il devait être reçu dans la soirée par le roi Hassan II.

Le chef du gouvernement de Nouakchott, dont c'est la première visite au Maroc depuis sa nomination il y a deux mois, va exposer au souverain les raisons du retrait de son pays du conflit. Il est accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Ahmadou Abdallah, des ministres de l'équipement, de l'enseignement et de l'industrie, ainsi que de l'inspecteur de la garde nationale, le commandant Yell.

Cette visite intervient quelques heures seulement après l'annonce de la décision de Rabat de rapatrier son contingent stationné en Mauritanie (nos dernières éditions du 10 août). Cette mesure n'avait encore suscité, ce vendredi, en fin de matinée, de réaction officielle ni à Nouakchott, ni de la part du Front Polisario à Alger.

Le contingent marocain stationné en Mauritanie, en vertu d'un pacte de défense mutuelle signé entre Rabat et Nouakchott en mai 1977, est fort de six mille hommes. Les troupes marocaines qui doivent être évacuées dans les plus brefs délais sont stationnées dans la région minière de Zouerate, la plus importante pour l'économie mauritanienne.

Il semble, toutefois, que ce retrait des troupes marocaines ne concerne pas les garnisons basées au Tiris-et-Gharbia, partie du Sahara anciennement espagnol qu'administrait la Mauritanie et, en particulier, celle de Rabat (elle compte cinq cents hommes) où sont stationnés des blindés et des avions marocains. Plusieurs indices concordants prouvent, au contraire, que Rabat y procède à un renforcement des mesures de sécurité.

En décidant de retirer ses troupes de Mauritanie, le roi Hassan II veut sans doute démontrer que le gouvernement marocain respecte l'engagement qu'il avait pris d'évacuer ses forces à la première demande de Nouakchott. Il peut espérer ainsi se concilier l'opinion internationale tout en tirant parti de ce repli pour renforcer son dispositif militaire afin de

## Washington aide Chrysler en garantissant ses emprunts

Le secrétaire américain au Trésor, M. Miller, a annoncé, jeudi 9 août, que le gouvernement fédéral avait décidé de garantir les emprunts de Chrysler, numéro trois de l'automobile aux États-Unis, qui connaît actuellement de graves difficultés.

Cette aide, dont le montant n'est pas encore arrêté, prendra la forme de garantie d'emprunts. Elle devra être approuvée par le Congrès. Chrysler devra, de son côté, présenter un plan « acceptable » de redressement.

Washington. — Comme on s'y attendait généralement, le gouvernement fédéral a décidé de venir au secours de Chrysler, dont les quatre-vingt mille véhicules inventurés et les 500 millions de dollars de déficits des dix-huit derniers mois ont fait perdre l'appel à l'aide de la semaine précédente. Toutefois, la contribution fédérale ne se montera pas à 1 milliard de dollars, et elle ne prendra pas la forme de « crédit d'impôt anticipé » (en fait, une avance en espèces de « prêt », remboursable en impôt sur les bénéfices futurs), comme l'avait demandé la direction de la firme.

M. Miller, nouveau secrétaire au Trésor, a annoncé, jeudi 9 août, que ses services « exploreront les conditions dans lesquelles le gouvernement pourrait, sous réserve de l'approbation du Congrès, une assistance financière à Chrysler sous la forme d'équivalent de garantie d'emprunts ». Cette aide, a-t-il ajouté, devra être « limitée dans le temps, dans son volume et quant au risque assumé par le contribuable ».

Autrement dit, l'on appliquera la loi relative à la construction automobile des États-Unis la formule qui avait été employée avec succès en faveur de Lockheed en 1971. Une garantie d'emprunt permet au montant de 250 millions de dollars avant alors permis à la firme de faire face à ses échéances. Le chiffre retenu pour Chrysler serait plus élevé, sans aller pour autant jusqu'au niveau demandé par la compagnie. En outre, il reviendra à Chrysler de proposer un plan « acceptable » de remise en ordre de ses finances et de sa gestion.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 17.)

Ceux qui font vos vacances

DES CAMPEURS  
DE PLUS EN PLUS NOMBREUX  
ET EXIGEANTS

Lire page 9  
dans le Monde des Loisirs  
et du Tourisme.

## LES POURSUITES CONTRE LE P.S.

### Un monopole obsédant

M. Daniel Bedos, adjoint au maire de Pétzenas, membre du bureau de la fédération socialiste de l'Hérault, poursuit dans le cadre de l'une des deux poursuites judiciaires ouvertes à la suite des émissions de radio privées Radio-Riposte, organisées par son parti le 28 juin à Paris et le 30 juillet à Montpellier, a annoncé l'intention de ses amis de

récidiver. Radio-Riposte 24 diffusera une autre émission entre le 10 et le 13 septembre, a-t-il précisé. En attendant, M. Bedos met le souhait que le gouvernement mette la même énergie à combattre le chômage qu'à s'en prendre au P.S. Nous sommes, a-t-il ajouté, attachés aux libertés de chaque homme de s'exprimer par écrit ou oralement.

por ANDRÉ LAURENS

d'arrêter à une expérience qui, sinon, menacerait de s'étendre : les giscardiens avaient déjà tenté le terrain avec une tentative de radio libre à Montpellier.

Le gouvernement a pensé, sans raison, qu'il pouvait mettre les socialistes en contradiction entre leur attachement au principe du monopole de la radio et de la télévision et leur initiative de Radio-Riposte, entre leur légalisme et une pratique contraire à la loi. La position du P.S. sur la préservation du monopole et l'institution de radio locales n'est pas, il est vrai, très claire. Sans doute n'y a-t-il pas toujours unanimité à ce sujet, et le principe même des émissions de Radio-Riposte a été contesté au sein de ce parti. Une proposition de loi concernant les radios locales est en préparation et si elle est déposée, elle pourrait donner lieu à un débat parlementaire, comme a paru le suggérer le conseil des ministres du 8 août, et ainsi qu'il a souligné M. Paul Quilès, au nom du P.S.

Fallait-il, pour en venir à une issue aussi banale qu'un mandat parlementaire braver la loi d'un côté, l'appliquer aussi rigoureusement de l'autre ? En réalité, c'est moins le monopole qui est en cause — encore que structurellement ses effets sont toujours aliés dans le même sens — que la politique de l'information à la radio et à la télévision. Le gouvernement se retranche derrière l'autonomie des secrets de gauche, appauvrit souvent souvent par le R.P.R. se plaint de la « mainmise giscardienne » sur les moyens d'information audiovisuels. Le débat, qui n'est pas neutre, ravit les partisans de la suppression du monopole et de

la création chaînes privées. La disparition de la radio et de la télévision en 1974 n'a pas réglé ce problème de la politique française et qu'il prenne plus ou moins artificiellement, l'importance d'une affaire nationale en ce mois d'août 1979, n'en est que plus stupéfiante, en regard aux autres questions qui posent le chômage, l'inflation, l'appauvrissement en énergie, bref la gestion du pays.

(Lire nos informations page 6.)

## PROTECTION DU PATRIMOINE

### Châteaux à vendre

On pouvait voir à Angers pendant l'été de 1976 une exposition consacrée à un très curieux architecte du XVI<sup>e</sup> siècle, René Rodé, qui construisait force châteaux de style « troubadour » entre Mayenne et Vendée au milieu du siècle dernier.

Les clients de Rodé étaient des gentilshommes légitimistes (faillit en particulier), des bourgeois enrichis et pensant bien, qui refusant de servir l'usurpation orléaniste ou impériale, quittaient après 1830 Paris et la politique active pour se retirer dans leurs terres, les mettre en valeur, les agrandir, y vivre à l'anglaise, y répandre la bonne parole, y préparer surtout la reconquête sociale de la paysannerie.

On pouvait voir à Angers pendant l'été de 1976 une exposition consacrée à un très curieux architecte du XVI<sup>e</sup> siècle, René Rodé, qui construisait force châteaux de style « troubadour » entre Mayenne et Vendée au milieu du siècle dernier. Les clients de Rodé étaient des gentilshommes légitimistes (faillit en particulier), des bourgeois enrichis et pensant bien, qui refusant de servir l'usurpation orléaniste ou impériale, quittaient après 1830 Paris et la politique active pour se retirer dans leurs terres, les mettre en valeur, les agrandir, y vivre à l'anglaise, y répandre la bonne parole, y préparer surtout la reconquête sociale de la paysannerie. Comme l'écrivait l'un d'entre eux, le baron de Wismes, en 1855 : « Un des meilleurs moyens de restauration sociale, de nos jours, c'est de vivre au milieu du peuple de nos campagnes, d'éprouver ses intérêts et ses goûts, de lui frayer la route des vrais progrès, en conservant toujours sur lui la supériorité des lumières et

ANDRÉ FERMIER.

(Lire la suite page 13.)

## AU JOUR LE JOUR

### Panem et circenses

Dans le « rapt » de la Coupe de France par les travailleurs de Longwy, ce sont en somme les jeux du cirque qui viennent au secours du pain.

Le sport-spectacle, et singulièrement le football, a souvent servi dans le monde à détourner l'attention des réalités, mais il vient un moment où la réalité dépasse la fiction sportive.

Les ravisateurs peuvent bien rendre la coupe. Liberté des règles du jeu, le pain, qui s'apprête à battre le record du saut en hauteur détenu ces derniers années par le pétrole, n'a plus besoin des jeux du cirque pour donner les sensations fortes des grandes finales.

ROBERT ESCARPIT.

## Un voyage vers l'Asie

TEHÉRAN : Pharaon envolé...

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

(Lire page 2.)

OUVERT  
TOUS LES JOURS  
EN AOUT

PRIMIFLEUR

FLIEURS POUR OBSEQUES  
DELAIS TRES RAPIDES







# Le Monde

# étranger

## Injustice et inégalité

### ÉTATS-UNIS

#### Les réserves indiennes abritent une partie importante des ressources énergétiques du pays

De notre correspondante

New-York. — Le programme énergétique du président Carter soulève un intérêt tout particulier dans les réserves indiennes, dont le sous-sol contient quelques-uns des dépôts les plus importants de charbon, d'uranium et de schistes bitumineux du pays. Il y a trois ans, vingt-cinq tribus ont constitué un Conseil pour les sources d'énergie (CESRE), le président M. Carter a demandé, est aussi celui de la tribu la plus importante, celle des Navajos, qui compte cent cinquante mille personnes.

Lorsque M. Carter a lancé son appel du 15 juillet pour inviter les Américains à gagner « la guerre de l'énergie », M. Macdonald a répondu : « L'histoire de l'exploitation des réserves indiennes est une histoire de l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Le CESRE a déjà demandé à M. Carter de ne pas appliquer aux réserves indiennes les lois fédérales qui frappent les nouveaux bénéficiaires des compagnies pétrolières. Il suggère la mise au point d'une aide financière fédérale aux petits producteurs de charbon classiques. A la suggestion de M. Macdonald, le CESRE vient d'engager comme consultant M. Ahmed Kooros, ancien secrétaire d'Etat indien aux finances et à l'industrie pétrolière.

Le premier conseil de M. Kooros aux tribus a été de faire actualiser les contrats qui les lient aux sociétés d'exploitation des réserves. Selon les plus récentes estimations, les réserves indiennes contiennent 25 à 50 % de l'uranium du pays, les tiers du pétrole et du gaz naturel. Mais la plupart de ces ressources sont soit inexploitées, soit exploitées dans des conditions de sécurité et de santé déplorables.

Le charbon « indien », 23 millions de tonnes en 1977, a été exporté aux tribus pour un montant de 7 millions de dollars. En 1978, l'exploitation du pétrole et du gaz naturel leur a rapporté 50 millions de dollars.

L'année dernière, l'ensemble des sources d'énergie « indiennes » produisait l'équivalent de 640 000 barils de pétrole par jour. Le CESRE assure que les pourcentages en production de ces quatre millions en 1990. A condition d'investir 300 millions de dollars.

L'année dernière, le département de l'énergie a versé 2 millions de dollars au CESRE qui a pu se doter d'un service de conseils techniques aux tribus. Mais, cette année, le Congrès a réduit de moitié la subvention de 1 million de dollars que le gouvernement fédéral voulait attribuer aux projets indiens.

L'exploitation des ressources indiennes est compliquée par l'existence des trois cent cinquante tribus qui ont été créées à la fin du siècle dernier entre le gouvernement fédéral et les tribus — des traités dont personne ne s'occupe beaucoup jusqu'au moment où l'exploitation des ressources économiques des tribus a commencé. Ces textes reconnaissent les terres tribales comme souveraines vis-à-vis des Etats sur lesquels elles se trouvent. Avec la prise de conscience indienne des années 60, les termes de beaucoup de ces traités ont été contestés, au nom de la souveraineté des tribus. Les tribus qui s'en sont suivies ont profondément marqué la nouvelle génération indienne. Et, si la paix est, en général, revenue dans les réserves, l'industrialisme s'oriente maintenant vers la protection des ressources naturelles.

#### Un Pied Noir d'Harvard

L'année dernière, les Cheyennes du Montana ont annulé les contrats qui les lient à plusieurs sociétés charbonnières et ont institué un règlement antipollution très contraignant. Dans la riche vallée de la Yakima, dans l'Etat de Washington, les agriculteurs blancs ont appris qu'ils devaient désormais obtenir des permis d'irrigation des terres indiennes propriétaires du terrain. Les Navajos viennent de mettre la dernière main à un code des impôts destiné aux sociétés qui exploitent le charbon, l'uranium, le pétrole et le gaz naturel, dont le sous-sol de la réserve est riche. C'est un indien Pied-Noir, M. Frank Ryan, professeur de droit fiscal à l'université Harvard, qui les a aidés à rédiger ce code.

En 1976, les Indiens Ogala Lakota ont pu boucler 92 % du budget de la tribu avec les taxes prélevées sur les transactions foncières, les droits de pêche et les ventes du commerce de détail de la réserve. Ils projettent maintenant d'ouvrir de petits supermarchés qui concurrenceront les établissements blancs, aux prix traditionnellement élevés, sur les réserves.

Ce mouvement de reprise en

main des intérêts des tribus par elles-mêmes n'a pas manqué de provoquer une réaction. En 1976, les habitants du Montana opposés à la discrimination « fondée sur la couleur » ont fondé une association. Quelques mois plus tard naissait le Congrès inter-Etats pour les droits à l'égalité et aux responsabilités, qui a aujourd'hui des antennes dans plus de vingt-cinq Etats. Cette réaction a coïncidé avec le projet de loi du sénateur républicain de l'Etat de Washington, M. Jack Cunningham, qui projetait d'abolir tous les traités indiens de vider les réserves de transformer, en somme, les Indiens en bons Américains moyens. Mais le projet, aussi vieux que les guerres indiennes, est resté lettre morte.

En fait, les Indiens se heurtent à un obstacle plus grave que l'hostilité de certains Blancs ou la rareté des fonds fédéraux : le manque de cadres. Si la scolarisation fait des progrès dans les réserves, les jeunes Indiens qui atteignent l'université restent aux études, car ils ne trouvent pas de postes scientifiques exceptionnels. Il faut y ajouter la sensibilité très vive des Indiens aux questions d'environnement, qui les conduit parfois à s'opposer à un projet d'exploitation minière plutôt que d'essayer d'en tirer le meilleur parti économique.

Sans tenter de bouleverser des attitudes enracinées dans la culture des tribus, le CESRE a adopté une attitude pragmatique : il s'est adjoint une équipe d'ingénieurs et de spécialistes de l'environnement, d'économistes et d'avocats, et s'est érigé en conseiller technique des tribus. Ses principales « clients » sont : pour l'heure, les Pieds-Noirs du Montana (pour le pétrole et le gaz naturel), les Crow, également du Montana (pour le charbon), les Navajos (pour le charbon), les Navajos d'Arizona (pour une centrale électrique), et les Utes du Colorado, dont les terres abritent un demi-milliard de tonnes de charbon.

NICOLE BERNHEIM.

#### Washington a été surpris et séduit par la modération de M. Sekou Touré

De notre correspondant

Washington. — La visite que M. Sekou Touré a faite à Washington les 7 et 8 août a été une surprise plutôt agréable pour les Américains. Le président guinéen ne s'était pas rendu aux Etats-Unis depuis dix-sept ans et, si le réchauffement progressif des relations ces dernières années avait permis de parler en termes vagues d'un nouveau séjour, ce n'est qu'assez subitement qu'il a fait savoir qu'il venait.

Les fabricants d'aluminium de Pittsburgh prenant à leur charge une partie du voyage, le séjour à Washington a été qualifié de « visite de travail », mais les gouvernements américain et guinéen ont attiré les attentions : M. Carter a réservé une heure trente de son temps mercredi, à son hôtel, qu'il a logé à l'Etat House, la résidence des chefs d'Etat en visite officielle.

Accentuant le visage modéré qu'on lui connaît depuis quelque temps, M. Sekou Touré a présenté sous le jour qui pouvait paraître le plus positif les décisions du récent sommet de l'O.U.A. A-t-il dit, au cours d'une conférence de presse, la présence des Cubains en Afrique ne sera plus justifiée lorsqu'elle sera mise sur pied la force pan-africaine dont le projet a été discuté à Monrovia. La Guinée, a-t-il rappelé, avait rapatrié pour sa part, peu après l'indépendance de l'Angola, le bataillon qui avait combattu au côté du M.F.L.A. pendant la guerre contre les Portugais.

Le président guinéen a aussi longuement expliqué, en tant que membre du « comité des sages » de l'O.U.A. sa position sur le conflit du Sahara. Ce comité, a-t-il expliqué, n'entend pas intervenir dans la détermination d'une table ronde de tous les intéressés pour trouver une solution concertée à ce conflit. Mais il n'a pas déterminé d'approbation par trente-deux Etats africains. Selon lui, la question de l'utilisation dans ce conflit des armes américaines n'a pas été discutée avec M. Carter. Le dirigeant guinéen n'aurait d'ailleurs pas élevé d'objection contre l'envoi de troupes américaines quelques temps dans l'attitude américaine, la Maison Blanche, compte tenu du fait que les atta-

ques du Polisario se sont étendues au territoire marocain proprement dit, est prêt à assouplir les restrictions imposées à l'emploi des armes américaines par Rabat, restrictions qui avaient conduit à limiter les achats marocains. Ce changement peut paraître paradoxal alors que la défection de la Mauritanie rend la position marocaine moins défendable. A cela l'on répond qu'il est précéden- tement utile de conforter le Maroc au moment où il va lui falloir négocier.

Dans le domaine bilatéral, M. Sekou Touré attend de son voyage un développement des investissements privés américains dans son pays ainsi qu'un renforcement de l'aide gouvernementale. L'agence américaine pour le développement international (AID) consacre chaque année environ 10 millions de dollars à la Guinée, dont 5 millions pour l'assistance alimentaire et 2,5 pour des projets de développement rural lancés pour la plupart en 1977, au moment du réchauffement des relations entre Washington et Conakry.

La modération « idéologique » du président guinéen a eu pour résultat paradoxal de le faire apparaître quelque peu « déphasé » par rapport à son auditoire américain le plus radical, les étudiants de l'université noire Howard de Washington, auxquels il s'est adressé mercredi soir. Le discours africain à l'étranger, a-t-il dit, ne doit pas être une « copie » de la « révolution africaine ». Mais l'orateur s'est heurté à un silence sceptique lorsqu'il a fait l'éloge du mouvement révolutionnaire africain aux Etats-Unis et des institutions américaines, qui « permettent à un Noir d'administrer la capitale de son pays ». Visiblement, l'intelligence n'a pas été reconnue, comme le proclamaient les slogans bien en vue du parti révolutionnaire. M. Sekou Touré a dit qu'il n'avait pas de « révolution africaine » en République américaine dont l'unité et l'intégrité lui paraissent avoir fait long feu.

MICHEL TATU.

### ÉQUATEUR

#### Le président Roldos succède à une junte militaire

Le plus jeune président élu d'Amérique latine, l'équatorien Jaime Roldos, a été installé, le vendredi 10 août, dans ses fonctions de chef d'Etat. C'est la deuxième fois en quarante-huit heures qu'un régime militaire cède la place à des civils dans un pays andin. Le 8, le général Padilla a, en Bolivie, remis le pouvoir au président Walter Guevara, qui venait d'être désigné par le Congrès. A Quito, le nouveau président succède à une junte militaire de trois membres. Les forces armées avaient pris le pouvoir en 1972. En 1976, une nouvelle équipe, plus conservatrice, avait succédé à celle du général Guillermo Lara.

Près de soixante-dix pays ont envoyé des délégations aux cérémonies de Quito. Quatre chefs d'Etat ou de gouvernement sont présents : MM. Herrera Campins (Venezuela), Rodrigo Carazo (Costa-Rica), Turbay Ayala (Colombie) et Adolfo Suarez (Espagne), ainsi que Mme Violeta de Chamorro, membre de la junte nicaraguayenne, qui a été follement applaudie par les Equatoriens durant son trajet entre l'aéroport et la ville de Quito. Les Etats-Unis sont représentés par Mme Rosalyn Carter, et la France par M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.

M. Roldos, qui est âgé de trente-huit ans, a été élu le 20 avril dernier, au deuxième tour, face à un adversaire conservateur, M. Sixto Duran. Une première consultation, en juillet 1978, n'avait pas permis de dégager une majorité absolue en faveur de l'un des six candidats à la présidence. La quasi-certitude de voir élu M. Roldos, représentant de la concentration des forces politiques, dont les tendances populistes les inquiétaient, les militaires avaient envisagé d'annuler la consultation. Ils étaient précédemment parvenus à évincer de la course à la présidence M. Assad Bucaram, oncle par alliance de M. Roldos, ancien ministre de Chimborazo, dirigant de la C.F.P., et l'un des leaders les plus populaires du pays.

M. Jaime Roldos, qui avait annoncé qu'il n'entreprendrait pas de transformations radicales en Equateur, a finalement été élu. Il a, néanmoins, promis de combattre l'« oligarchie » (le monde du pouvoir) et d'améliorer le sort des classes populaires de ce pays de sept millions de personnes. Le nouveau président se situe lui-même au centre « gauche » et il devra compter avec le parti radical, le général Ismael Saavedra, nommé au ministère de la défense — poste qu'il occupait déjà sous le précédent régime.

Le président a indiqué avoir tenté jusqu'au dernier moment d'obtenir la participation des deux plus importantes formations politiques : le mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) de M. Paz Estenssoro et l'Unité démocratique et populaire (U.D.P.) de M. Siles Sauso. L'U.D.P., s'étant refusée à participer au gouvernement, M. Guevara a indiqué qu'il lui avait été, dès lors, impossible de faire entrer des membres du seul M.N.R. dans son cabinet. Il a donc opté pour une équipe « apolitique ».

Voici la liste de douze des quatorze membres du nouveau gouvernement : M. Jaime Roldos, président ; M. Alfredo Pareja Diezcanedo, délégué général ; M. Rafael Rodríguez, intérieur ; M. Roberto Dunn Barreiro, finances ; M. Fernando Ascarerra, affaires étrangères ; M. Francisco San Sebastián, travail ; M. Carlos Cerda Blum, ressources naturelles et énergie ; M. Mauricio Lavados, industrie et commerce ; M. Rodrigo Fierro, affaires sociales ; M. Margarita de Armijos, agriculture ; M. Leonel Cedeno, éducation ; M. Galo Garcia, secrétaire général du gouvernement ; M. Alejandro Roman, secrétaire à l'information ; M. Fausto Macías, président de la Banque d'Equateur ; M. Germanico Saigado.

La Paz (A.F.P.). — Le président bolivien, M. Walter Guevara, a été élu le 9 août, formant son gouvernement. Le trait marquant de cette équipe est l'absence de personnalités politiques connues. Un seul militaire figure dans ce gouvernement. Le général Ismael Saavedra, nommé au ministère de la défense — poste qu'il occupait déjà sous le précédent régime.

Le président a indiqué avoir tenté jusqu'au dernier moment d'obtenir la participation des deux plus importantes formations politiques : le mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) de M. Paz Estenssoro et l'Unité démocratique et populaire (U.D.P.) de M. Siles Sauso. L'U.D.P., s'étant refusée à participer au gouvernement, M. Guevara a indiqué qu'il lui avait été, dès lors, impossible de faire entrer des membres du seul M.N.R. dans son cabinet. Il a donc opté pour une équipe « apolitique ».

Voici la liste de douze des quatorze membres du nouveau gouvernement : M. Jaime Roldos, président ; M. Alfredo Pareja Diezcanedo, délégué général ; M. Rafael Rodríguez, intérieur ; M. Roberto Dunn Barreiro, finances ; M. Fernando Ascarerra, affaires étrangères ; M. Francisco San Sebastián, travail ; M. Carlos Cerda Blum, ressources naturelles et énergie ; M. Mauricio Lavados, industrie et commerce ; M. Rodrigo Fierro, affaires sociales ; M. Margarita de Armijos, agriculture ; M. Leonel Cedeno, éducation ; M. Galo Garcia, secrétaire général du gouvernement ; M. Alejandro Roman, secrétaire à l'information ; M. Fausto Macías, président de la Banque d'Equateur ; M. Germanico Saigado.

présents : MM. Herrera Campins (Venezuela), Rodrigo Carazo (Costa-Rica), Turbay Ayala (Colombie) et Adolfo Suarez (Espagne), ainsi que Mme Violeta de Chamorro, membre de la junte nicaraguayenne, qui a été follement applaudie par les Equatoriens durant son trajet entre l'aéroport et la ville de Quito. Les Etats-Unis sont représentés par Mme Rosalyn Carter, et la France par M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.

M. Roldos, qui est âgé de trente-huit ans, a été élu le 20 avril dernier, au deuxième tour, face à un adversaire conservateur, M. Sixto Duran. Une première consultation, en juillet 1978, n'avait pas permis de dégager une majorité absolue en faveur de l'un des six candidats à la présidence. La quasi-certitude de voir élu M. Roldos, représentant de la concentration des forces politiques, dont les tendances populistes les inquiétaient, les militaires avaient envisagé d'annuler la consultation. Ils étaient précédemment parvenus à évincer de la course à la présidence M. Assad Bucaram, oncle par alliance de M. Roldos, ancien ministre de Chimborazo, dirigant de la C.F.P., et l'un des leaders les plus populaires du pays.

M. Jaime Roldos, qui avait annoncé qu'il n'entreprendrait pas de transformations radicales en Equateur, a finalement été élu. Il a, néanmoins, promis de combattre l'« oligarchie » (le monde du pouvoir) et d'améliorer le sort des classes populaires de ce pays de sept millions de personnes. Le nouveau président se situe lui-même au centre « gauche » et il devra compter avec le parti radical, le général Ismael Saavedra, nommé au ministère de la défense — poste qu'il occupait déjà sous le précédent régime.

Le président a indiqué avoir tenté jusqu'au dernier moment d'obtenir la participation des deux plus importantes formations politiques : le mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) de M. Paz Estenssoro et l'Unité démocratique et populaire (U.D.P.) de M. Siles Sauso. L'U.D.P., s'étant refusée à participer au gouvernement, M. Guevara a indiqué qu'il lui avait été, dès lors, impossible de faire entrer des membres du seul M.N.R. dans son cabinet. Il a donc opté pour une équipe « apolitique ».

Voici la liste de douze des quatorze membres du nouveau gouvernement : M. Jaime Roldos, président ; M. Alfredo Pareja Diezcanedo, délégué général ; M. Rafael Rodríguez, intérieur ; M. Roberto Dunn Barreiro, finances ; M. Fernando Ascarerra, affaires étrangères ; M. Francisco San Sebastián, travail ; M. Carlos Cerda Blum, ressources naturelles et énergie ; M. Mauricio Lavados, industrie et commerce ; M. Rodrigo Fierro, affaires sociales ; M. Margarita de Armijos, agriculture ; M. Leonel Cedeno, éducation ; M. Galo Garcia, secrétaire général du gouvernement ; M. Alejandro Roman, secrétaire à l'information ; M. Fausto Macías, président de la Banque d'Equateur ; M. Germanico Saigado.

La Paz (A.F.P.). — Le président bolivien, M. Walter Guevara, a été élu le 9 août, formant son gouvernement. Le trait marquant de cette équipe est l'absence de personnalités politiques connues. Un seul militaire figure dans ce gouvernement. Le général Ismael Saavedra, nommé au ministère de la défense — poste qu'il occupait déjà sous le précédent régime.

Le président a indiqué avoir tenté jusqu'au dernier moment d'obtenir la participation des deux plus importantes formations politiques : le mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) de M. Paz Estenssoro et l'Unité démocratique et populaire (U.D.P.) de M. Siles Sauso. L'U.D.P., s'étant refusée à participer au gouvernement, M. Guevara a indiqué qu'il lui avait été, dès lors, impossible de faire entrer des membres du seul M.N.R. dans son cabinet. Il a donc opté pour une équipe « apolitique ».

Voici la liste de douze des quatorze membres du nouveau gouvernement : M. Jaime Roldos, président ; M. Alfredo Pareja Diezcanedo, délégué général ; M. Rafael Rodríguez, intérieur ; M. Roberto Dunn Barreiro, finances ; M. Fernando Ascarerra, affaires étrangères ; M. Francisco San Sebastián, travail ; M. Carlos Cerda Blum, ressources naturelles et énergie ; M. Mauricio Lavados, industrie et commerce ; M. Rodrigo Fierro, affaires sociales ; M. Margarita de Armijos, agriculture ; M. Leonel Cedeno, éducation ; M. Galo Garcia, secrétaire général du gouvernement ; M. Alejandro Roman, secrétaire à l'information ; M. Fausto Macías, président de la Banque d'Equateur ; M. Germanico Saigado.

La Paz (A.F.P.). — Le président bolivien, M. Walter Guevara, a été élu le 9 août, formant son gouvernement. Le trait marquant de cette équipe est l'absence de personnalités politiques connues. Un seul militaire figure dans ce gouvernement. Le général Ismael Saavedra, nommé au ministère de la défense — poste qu'il occupait déjà sous le précédent régime.

### NICARAGUA

#### Il est regrettable que le gouvernement français n'aide pas les nouvelles autorités du pays déclare M. Pierre Joxe député du P.S.

« Il est regrettable, et regretté au Nicaragua et en Amérique latine, que le gouvernement français tarde tellement à s'exprimer, de la façon la plus franche, en envoyant une aide alimentaire vis-à-vis des nouvelles autorités de Managua. D'autres pays européens l'ont fait, comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, qui dispose de Transil, comme on l'a vu en Afrique, et qui a des excédents de lait en poudre, enverrait à des enfants nicaraguayens de mourir de faim, en transportant à Managua quelques tonnes d'aliments ».

M. Pierre Joxe, député et trésorier du P.S. français, retour à Paris, a déclaré que le gouvernement français avait précédé une délégation de l'Internationale socialiste, a exprimé lors d'une conférence de presse réunie à Paris le 9 août, la « solidarité des conditions » de son parti envers le gouvernement de reconstruction nationale installé à Managua, et a exigé que le gouvernement français se manifeste concrètement, « face à la situation que connaît ce pays », « affamé, ravagé, traumatisé » par la « folle cupidité » et la « politique de terre brûlée » du somocisme à l'agonie.

Interrogé sur certaines déclarations de collusions entre des autorités françaises et l'ancien dictateur (1), M. Joxe n'a pu fournir d'indications concrètes ni sur l'attitude du représentant de Paris à Managua, ni sur d'éventuelles ventes d'armements au profit de l'ancienne garde nationale d'Anastasio Somoza. « Il y a au Nicaragua des armes de tous les pays », a-t-il dit, « mais ce sont des armes de guerre, et non des armes de pacification ».

Pour le trésorier du P.S., il ne fait pas de doute que la réalité du pouvoir est détenue par la direction du Front sandiniste de libération nationale. Il est non moins certain qu'il y a des difficultés d'articulation entre les centres de pouvoir (une direction du P.S.N. et le gouvernement), ainsi que des divergences politiques entre les dirigeants. Néanmoins, pour M. Joxe, le consensus dont il a été jusqu'ici fait montre publiquement « n'est pas que de façade ».

Le pays, a-t-il expliqué, a des tâches si gigantesques, et toutes prioritaires, que le temps du débat politique (de toute façon

préférable au « bain de sang » qu'on connaît la dernière génération » n'est pas encore venu.

Le trésorier du P.S. a constaté que les sandinistes n'avaient pas répondu à ses questions : « Ils avaient été brûlés par les somocistes », le ministre de l'intérieur, M. Tomas Borge a, au contraire, multiplié les appels pour que les crimes de l'ancien régime soient jugés en bonne et due forme. « Le gouvernement a supprimé la peine de mort », a-t-il dit, « mais les membres de la junte dans ce pays », a ajouté M. Joxe. — J.-P.C.

(Interrogé sur le point de savoir si un tel cas de figure se trouve, avant même la fermeture de son ambassade au Nicaragua, il a, sans représentation de haut niveau à Managua, le quel d'ores et déjà, il a indiqué que l'ambassadeur, M. Abdelmajid Kebaili, avait pris un « congé anticipé » en avril, avant la dernière insurrection. De fait, M. Abdelmajid Kebaili, numéro deux de l'ambassade, était resté comme chargé d'affaires à Managua. Ayant elle-même reçu des messages, elle s'est réfugiée au Honduras, où son mari l'a rejointe début juin, faute de pouvoir, matériellement, rejoindre le Nicaragua. C'est donc de Tegucigalpa qu'il a été chargé de la réouverture de l'ambassade de France et d'une centaine d'autres nations. M. Kebaili, qui demeure jusqu'à nouvel ordre ambassadeur de France à Managua, a été « appelé par ordre » à Paris le 15 juillet.

On indique d'autre part, au Quai d'Orsay, que la C.E.R.E. a été chargée d'une aide de 15 millions de francs pour le Nicaragua et doit également envoyer 1 000 tonnes de blé et de riz et 150 tonnes de lait. Notons que l'ambassadeur français, M. Abdelmajid Kebaili, est, également, membre de la C.E.R.E., vient d'accorder une aide substantielle à Managua.

Enfin, des ventes d'armes, nous avions pu en 1978 obtenir, de très bonnes sources à Paris, confirmation que des discussions étaient en cours avec Managua pour d'éventuels achats, par les autorités nicaraguayennes, de mortiers de 82, si ce n'est 120 millimètres, ainsi que de lance-roquettes.

(1) L'Humanité du 9 août.

#### LE GOUVERNEMENT ANNONCE DES MESURES DE NORMALISATION

Managua (A.F.P.). — Le nouveau gouvernement nicaraguayen propose avec prudence à un régime à la normale. Il a retardé le couvre-feu à 23 heures et supprimé les barrages dans les rues et sur les routes. Les stations de radio et de télévision seront à nouveau autorisées à émettre d'ici dix jours. Les restrictions dans ce domaine concerneront les publications pornographiques, la publicité en faveur de cigarettes ou d'alcool, un accent trop grand mis sur le crime et la défense de l'ancien régime, etc.

Des représentants de la junte ont déclaré que le gouvernement achèterait les récoltes de coton, de café et de sucre, destinées à l'exportation. L'Institut d'import-export, a déclaré M. Sergio Ramirez, membre de la junte, prendra le contrôle des exportations afin de « défendre les intérêts du peuple ».

#### UN CHARNIER EST DÉCOUVERT DANS UN CAMP DE L'ANCIENNE GARDE NATIONALE

Managua (A.F.P.). — Un charnier qui pourrait contenir plusieurs centaines de cadavres, a été découvert le 7 août à Managua, dans un camp d'entraînement de l'ancienne garde nationale nicaraguayenne. Neuf corps ont été exhumés jusqu'à présent, dont un a été identifié par sa famille, et trois autres devaient être déterrés sous peu. Les neuf cadavres ont été découverts pratiquement à fleur de terre. Les victimes avaient reçu une balle dans la tête, a indiqué le responsable sandiniste du camp. Il semble que leur mort remonte à un mois ou un mois et demi.

Selon le lieutenant de la garde nationale qui était responsable, ces quatre dernières années, de ce camp dominant l'université, dans le sud de Managua, environ neuf cents prisonniers y ont été amenés, exécutés et enterrés sur place. Seule une faible partie des lieux a été fouillée, mais les traces d'autres tombes sont parfaitement visibles. Le responsable du camp a affirmé que deux autres cimetières du même genre existaient dans l'enceinte.

Le premier charnier a été découvert après l'arrestation d'un garde national qui a reconnu avoir été de sa main vingt-cinq prisonniers.

## AFRIQUE

### Guinée-Equatoriale

#### L'ancien président Macias détiendrait en otages plusieurs dizaines d'experts étrangers

Malabo (A.F.P.). — Le colonel Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, nouveau président de la Guinée-Equatoriale, a déclaré, jeudi 9 août à Malabo, que l'ancien dictateur, M. Macias Nguema « avait pris les fuites » et que les « forces de Guinée le poursuivent ». « Je ne peux, a-t-il ajouté, confirmer son arrestation, mais soyes certains que nous contraindrons l'ennemi à la situation, le dernier lot de résistances est tombé ».

Certaines sources, citées par l'A.F.P., indiquaient, jeudi, que le colonel Macias aurait pris avec lui une vingtaine d'experts chinois, quelques Nord-coréens, un roumain et peut-être deux ou trois ressortissants espagnols. La présence de ces otages, ajoutait-on de même source, aurait expliqué les hésitations des nouvelles autorités à lancer un ultime assaut contre M. Macias.

Au cours de sa conférence de presse, le colonel Mbasogo n'a toutefois pas fait dresser un bilan des victimes des combats de ces derniers jours, se contentant de préciser que les pertes de son côté étaient à son avis « légères ». Comme on lui demandait s'il devait être considéré comme le nouveau président de Guinée-Equatoriale, le colonel a répondu qu'il se bornait pour l'heure à être le « porte-parole d'un groupe d'officiers, de sous-officiers et de soldats, qui ont adhéré au mouvement pour la destitution du tyran et pour le rétablissement

des libertés démocratiques bafouées depuis onze ans ». Le mécontentement du peuple était total et général. « Je ne me souviens pas d'une étincelle, d'une personne qui se lève et s'oppose au président déchu. L'armée a joué ce rôle comme un seul homme », a-t-il ajouté. Interrogé sur les intentions de la nouvelle équipe dirigeante, le colonel a souligné la volonté de son gouvernement d'entretenir « des relations spéciales avec l'Espagne et de s'ouvrir aux pays occidentaux ». Le colonel a révélé que l'ancien dictateur avait brûlé dans son village près de 3 milliards d'écus (la monnaie nationale). Il a enfin exhorté les cent mille exilés de son pays vivant au Gabon, au Cameroun et en Europe, « en raison de la tyrannie », à regagner la Guinée pour contribuer à la reconstruction nationale.

### Tchad

LA CONFÉRENCE regroupant toutes les tendances politico-militaires du Tchad se tiendra à Lagos (Nigeria), le 18 août, en présence du président soudanais, M. Gaafar el Nimeiry, a rapporté, jeudi 9 août, l'Agence soudanaise de presse. Elle ajoutait qu'une conférence ministérielle consacrée au problème tchadien précéderait cette réunion au sommet et se déroulerait à Lagos du 13 au 17 août. — (A.F.P.)

## Asie

par JEAN-LOUIS GILLES

Le « sabotage » français

Le « sabotage » français

Le « sabotage » français

Le « sabotage » français

Le « sabotage » français



# ASIE

## LA CRISE INDOCHINOISE

- Washington lance un appel pour une aide alimentaire internationale aux deux régimes cambodgiens
- Hanoi révèle que quatre mille «émigrants illégaux» ont été arrêtés

Les États-Unis ont appelé, mercredi 8 août, la communauté internationale à participer à une assistance alimentaire massive au Cambodge, pour sauver la population de la famine. Cet appel, contenu dans un communiqué du département d'État, survient au lendemain de la visite de représentants d'organisations humanitaires à Phnom-Penh (le Monde du 10 août). Washington demande que l'aide internationale aille tant aux populations sous l'administration du régime vietnamien de M. Heng Samrin qu'aux territoires contrôlés par les forces de M. Pol Pot, et que des équipes d'observateurs puissent se rendre sur place afin de s'assurer que cette aide sera équitablement distribuée. Le premier avion de secours pour le Cambodge affrété par la Croix-Rouge et l'UNICEF est arrivé jeudi à Phnom-Penh avec 4,4 tonnes de matériel médical.

D'autre part, M. Richard Holbrooke, sous-secrétaire d'État américain pour les affaires asiatiques, a démenti jeudi les affirmations de M. Nguyen Co Thach, chef de la diplomatie vietnamienne, selon lequel Hanoi et Washington avaient repris en juin, à l'initiative des États-Unis, des conversations en vue de normaliser leurs relations. «Aucune conversation, secrète ou non, sur la normalisation n'a eu lieu depuis l'automne dernier», a dit M. Holbrooke, reconnaissant que les deux pays entretenaient toutefois «le contact sur des sujets non liés à la normalisation».

Faisant allusion à l'invasion vietnamienne du Cambodge et à la politique de Hanoi envers sa minorité chinoise, le sous-secrétaire d'État a estimé que «le moment n'est pas opportun pour relancer les négociations». S'entretenant jeudi à Hanoi avec une délégation de parlementaires américains, M. Thach avait aussi affirmé que Washington avait rompu ses négociations en septembre dernier «pour jouer la carte chinoise». Abordant la question des réfugiés, il avait dit : «Nous avons fait de notre mieux pour éliminer les pratiques des ports-de-vie, à la fois pour le Cambodge et la Chine. M. Thach avait déclaré qu'il n'y aura pas de conférence internationale «tant que la menace chinoise en Indochine n'aura pas disparu».

M. Hoang Rich Son, vice-ministre des affaires étrangères, a par ailleurs déclaré à la délégation que son pays avait interrompu «pour toujours» le flux des «bons peuples» et était en faveur d'un «zéro de l'ordre» sous la supervision des Nations unies. Des mesures strictes ont été prises pour éviter l'émigration illégale, a-t-il ajouté, et quatorze mille personnes ont été arrêtées récemment alors qu'elles tentaient de fuir le Vietnam. M. Son a enfin démenti que des négociations aient été ouvertes avec Washington sur l'envoi d'agents consulaires américains au Vietnam pour y sélectionner des candidats à l'émigration aux États-Unis.

### REFUGIÉS... MAIS PAS EN IRLANDE

Ce n'est pas tout d'offrir un asile aux réfugiés indochinois. Encore faut-il qu'ils l'acceptent. L'Irlande vient d'en faire la triste expérience : sur les cent huit vietnamiens qui étaient attendus, jeudi 9 août, à l'aéroport de Dublin, venant de Hongkong, cinquante n'étaient pas au rendez-vous. Après avoir appris qu'ils devaient aller en Irlande, ils avaient refusé de quitter leur pays d'origine et étaient restés cachés jusqu'à leur départ de l'Irlande. Ils ont été renvoyés par la suite qu'ils voulaient aller aux États-Unis.

### LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. HOAN À PÉKIN

À Pékin, la presse et la télévision chinoise ont accordé une importance considérable à la conférence de presse donnée jeudi par M. Hoang Van Hoan, vice-président de l'Assemblée nationale vietnamienne, qui s'est tenue en Chine (le Monde du 10 août). Célébrant la «profonde amitié sino-vietnamienne», M. Hoan a déclaré que l'«esprit de coopération, économique, politique, militaire et diplomatique du Vietnam à une puissance étrangère, si cette situation devait se poursuivre, il faudrait le mystère pour que le Vietnam soit transformé en une source de matières

## POINT DE VUE

### Pour le Cambodge

par LIONEL JOSPIN (\*)

La mobilisation de l'opinion sur le sort des réfugiés d'Indochine et la recherche de solutions à ce problème (opérations de secours dont le P.S. a pris sa part, Conférence de Genève des 20 et 21 juillet) ont relégué momentanément au second plan la prise en compte de la situation politique dans la région.

Mais tout démontre que les plans humanitaire et politique se rejoignent. Les mouvements de réfugiés prennent une ampleur catastrophique — compte tenu des masses humaines concernées et des possibilités (ou des volontés) d'accueil des pays riverains et des possibilités (ou des volontés) d'accueil des pays riverains.

De celle-ci, nous sommes bien loin. Au contraire, la logique de l'affrontement et des déchirements se développe dans la région et dans chaque pays. La guerre se poursuit dans un Cambodge éclaté où stationnent toujours les troupes vietnamiennes, une insurrection se développe, parallèlement, au nord du Laos, aidée par la Chine, enfin des dissensions se manifestent ouvertement à la tête du Vietnam. La fuite en Chine du premier vice-président de l'Assemblée nationale est, en effet, très significative. Non qu'elle révèle la présence de factions au sein du pouvoir vietnamien. Celles-ci existent et ne peuvent surprendre, puisque l'histoire du P.C.V. est étroitement liée aux deux centres, russe et chinois, du communisme international. Mais c'est sans doute la première fois que ces factions ne s'effacent pas devant la «cause vietnamienne» et qu'un haut dignitaire choisit spectaculairement une autre fidélité que la fidélité à son pays.

Vietnam) est sujette à caution. Quant au Vietnam, pourra-t-il, face à la pression chinoise, renoncer à user des moyens d'influence que lui donne sur ses voisins de la péninsule son potentiel démographique, sa force militaire et son expérience historique ?

Des motifs d'espérer subsistent. Le sang-froid gardé par les autorités soviétiques lors de l'intervention chinoise au Vietnam, le caractère limité de celle-ci, la volonté du Vietnam de coopérer avec la communauté internationale sur la question des réfugiés marquent une volonté de contrôle des événements. Aucun des principaux protagonistes ne peut espérer gagner sur sa ligne actuelle — la Chine en «vassalisant» le Vietnam, le Vietnam en ignorant la puissance et les intérêts de la Chine, l'U.R.S.S. en imposant à la Chine une situation durable d'encerclement, les États-Unis en jouant avec le feu du choc sino-soviétique en Asie — il n'est pas impossible que, chacun prête attention à une solution rationnelle s'il y trouve plus de garanties que dans la situation présente.

Mais par où commencer ? À l'évidence par la solution du problème cambodgien. Tant que ce pays, écaraboulé par l'histoire récente mais ayant maintenu son identité, n'aura pas reconquis l'indépendance, un régime national, et internationalement accepté et un véritable statut de neutralité, il n'y aura pas de stabilité pour l'Indochine.

C'est des forces puissantes pousse à l'affrontement. L'antagonisme planétaire entre l'Union soviétique et la Chine s'exacerbe en Asie du Sud-Est. La Chine ne peut se résigner à compter à sa frontière sud un gouvernement qui lui soit hostile, surtout s'il est favorable à son adversaire du nord : l'Union soviétique. La diplomatie américaine reste marquée par l'esprit de revanche contre le pays qui lui infligea sa plus grande défaite politique de l'après-guerre. La capacité du Laos — ce «protectorat français» puis «américain» — à vivre comme un État véritablement indépendant (notamment du

rouges à l'exception des dirigeants : Pol Pot, Ieng Sary...). Ce soutien d'une «solution Sihanouk» ne signifie pas pour les socialistes qu'ils idéalisent la personnalité du prince et les gouvernements qu'il a dirigés dans le passé. Mais celui-ci, en raison de la réputation internationale de «neutraliste» qu'il s'est gagnée, des liens qu'il a noués dans le mouvement des non-alignés, en Occident et dans certains pays de l'Est, peut seul, sans doute, représenter une solution de compromis acceptable à la fois par les grandes puissances, par le Vietnam et par les Cambodgiens, eux-mêmes très divisés sur le terrain, comme à l'étranger. À l'évidence, un Sihanouk résidant en France et, de plus, dépourvu de sa tutelle chinoise, serait plus acceptable pour les Vietnamiens. De ce point de vue, il serait temps que le gouvernement français facilite l'accueil dans notre pays de cette personnalité.

— organisation d'élections sous contrôle international : elles seraient destinées à permettre aux Cambodgiens de choisir eux-mêmes leurs représentants et le type de régime qu'ils souhaitent ; — attribution d'une aide massive dans tous les domaines au Cambodge.

Les négociations à propos du Cambodge pourraient peut-être permettre d'aborder d'autres problèmes de la zone. Car, si l'on ne peut s'attendre à l'élaboration d'un statut de neutralité pour le Vietnam (des Chinois eux-mêmes en sont très conscients, puisque M. Deng Xiaoping déclarait que la Chine «s'accommoderait du voisinage d'un Vietnam à 70 % pour l'Union soviétique») ni à la fin immédiate de l'influence des grandes puissances sur les pays de la zone, mais un certain nombre de garanties réciproques pourraient être envisagées : par exemple, la Chine pourrait décider de «libérer» Pol Pot et le Vietnam accepterait un retrait du Cambodge, les États-Unis pourraient normaliser leurs relations avec Hanoi contre la garantie du Vietnam de ne pas céder de bases à des fins militaires à l'U.R.S.S. Le Vietnam et l'U.R.S.S. pourraient accepter la solution neutraliste cambodgienne contre une assurance que la Chine cessera sa pression aux frontières du Vietnam et que les États-Unis participeront à la reconstruction de ce pays, etc.

En tant que parti d'opposition d'une puissance moyenne, le P.S. n'espère pas peser directement sur les événements d'Asie. Au moins peut-il, au niveau qui est le sien, dans l'Internationalisme socialiste comme dans des contacts avec ses interlocuteurs socialistes, vietnamiens ou autres, se faire l'avocat d'une solution de paix globale pour l'Asie du Sud-Est. Car comment se résigner à la disparition du Cambodge comme pays et comme peuple ?

Comment se résigner à ce que les convulsions présentes de l'Indochine conduisent à l'éparpillement de ses minorités, à de nouvelles souffrances pour ses peuples ? Comment se résigner à ce que la paix conquise, pour laquelle nous avons lutté, ne soit qu'une autre guerre ? (\*) Secrétaire national du parti socialiste chargé des relations internationales.

### CHINE

#### DES PAYSANS MÉCONTENTES MANIFESTENT DE NOUVEAU À PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — Une cinquantaine de paysans ont repris, jeudi 9 août, dans l'après-midi, leur manifestation à Pékin devant le siège des autorités centrales, à Zhongnanhai. Cette manifestation avait été interrompue jeudi matin par la police, qui avait fait évacuer les paysans, sans doute vers les centres d'accueil mis en place l'an dernier dans la capitale. Asie à l'échelle, le sol, malgré la pluie, était couvert de fleurs que la veille ils scandaient des slogans tels que «justice et à manger», «les manifestants étaient entourés de nombreux policiers qui avaient ordre d'empêcher tout attroupement». D'autre part, un dachao placardé à Pékin jeudi affirme que soixante-sept mille personnes ont été tuées au cours de «persécution» durant la révolution culturelle dans la province méridionale du Guangxi. Une liste d'une cinquantaine de pages contenant les noms des victimes, et parfois aussi ceux de leurs «bourreaux», lorsqu'ils ont été identifiés, accompagnait le dachao.

## A TRAVERS LE MONDE

### Australie

LE TERRITOIRE AUSTRALIEN DE L'ILE DE NORFOLK, dans le Pacifique sud, dispose depuis vendredi 10 août d'une Assemblée et d'un exécutif et s'achemine vers l'autonomie. Cette île, australienne depuis 1913, a une superficie de 36 kilomètres carrés ; ses 1.600 habitants sont en grande partie des descendants des marins du bateau britannique Bounty. — (U.P.I.)

### Berlin-Ouest

DIX PERSONNES poursuivies pour avoir tenté de redonner vie au parti nazi ont été condamnées par un tribunal de Berlin-Ouest, jeudi 9 août, à des peines de prison. Dans ces audiences, la cour déclare que la justice ne tolérera pas «le parti criminel des chambres à gaz» dans l'ancienne capitale du Reich. Le principal inculpé, un ouvrier métallurgiste, Wolfgang Rahl, a été condamné à trois ans de prison. Tous les autres l'ont été à des peines de six à dix-huit mois de prison avec sursis. — (A.F.P.)

### Empire Centrafricain

LES ÉTATS-UNIS ont suspendu leur aide à l'Empire Centrafricain à la suite des informations ayant fait état de massacres d'indigènes, a annoncé jeudi 9 août le département d'État. Ce programme concerne un centre sanitaire dont la construction est presque achevée. Il y a deux ans, l'administration américaine avait déjà indiqué qu'elle n'autorisait plus aucun programme d'assistance à l'Empire en raison des violations des droits de l'homme dans ce pays. — (A.F.P.)

### Inde

M. MOHAMMAD HIDAYATULLAH a été élu vice-président de la République par le Parlement de New Delhi, jeudi 9 août. Agé de soixante-quatre ans, ancien juge, il était le seul candidat. Il remplace M. Basappa Danappa Jaiji, qui était arrivé au terme de son mandat. — (A.F.P.)

### Liban

LA DISPARITION DE L'IMAM SADR. — Mandaté par le conseil supérieur islamique chiite pour suivre «l'affaire» de l'imam Moussa Sadr, l'avocat libanais Hussein Canaan vient d'effectuer un séjour à Paris, où il espérait organiser une conférence groupant la Libye, l'Italie (pays dans lequel devait se rendre l'imam à son départ de Tripoli), l'Algérie, l'Iran, le Liban, la Syrie et l'O.L.P. en vue d'éclaircir le mystère de la disparition, il y a un peu moins d'un an, du dirigeant chiite libanais. La réunion n'a pas pu se tenir, la Libye n'ayant pas

répondu à l'invitation. M. Canaan a réaffirmé que les pays intéressés par cette affaire étaient persuadés que l'imam Sadr n'avait pas quitté la Libye au terme de son séjour de septembre 1978 dans la capitale libyenne et que le régime de Tripoli portait «l'entière responsabilité» de sa disparition.

### Mexique

LA POLICE A REPULSÉ, dans la soirée du jeudi 9 août, les trente membres du Comité national pour la défense des prisonniers politiques, qui occupaient, depuis le 8, l'ambassade de Suisse à Mexico. Les autorités mexicaines avaient donné leur accord pour que les forces de l'ordre pénètrent dans l'enceinte diplomatique. — (A.F.P.)

### Ouganda

LE PRÉSIDENT GODFREY BINAISA, chef de l'État ougandais, a accusé, jeudi 9 août, le Soudan d'avoir assassiné trente mille partisans du maréchal Amin Dada, pour qu'ils y subissent un entraînement militaire. — (A.F.P.)

### Roumanie

LES RESSORTISANTS TCHÉCOSLOVAQUES POURRONT SE PROCURER DE L'ESSENCE EN ROUMANIE sans payer de devises fortes jusqu'au 31 août, a-t-on annoncé jeudi 9 août à Prague. Ce nouveau délai mis à l'application des mesures décidées le 1<sup>er</sup> août à Bucarest sur les ventes de carburants aux étrangers évincera à de nombreux touristes tchécoslovaques d'être bloqués en Roumanie (le Monde du 10 août). — (Reuters)

### Soudan

L'ARMÉE a été mise en état d'alerte jeudi 9 août après de violentes manifestations estudiantines ayant entraîné, à Khartoum, la fermeture de plusieurs établissements scolaires. Les manifestants entendaient protester contre les fortes hausses du prix de certains produits de base et de l'essence. — (U.P.I.)

### Zimbabwe-Rhodésie

LE HAUT-COMMANDEMENT MILITAIRE a indiqué, jeudi 9 août, avoir effectué un raid au Botswana. Selon Salisbury, il s'agissait d'une opération «préventive» contre une installation de maquisards, partisans de M. Nkomo, située près de la ville de Francistown. Selon les autorités du Botswana, ce raid a fait une victime civile. D'autre part, les autorités de Salisbury ont indiqué que certains Noirs de cette à soixante ans seraient désormais mobilisables. —

**MERCREDI**

**MERO**

hebdomadaire chez votre marchand de journaux

Déjà les collections AUTOMNE HIVER

Les ventes d'été continuent

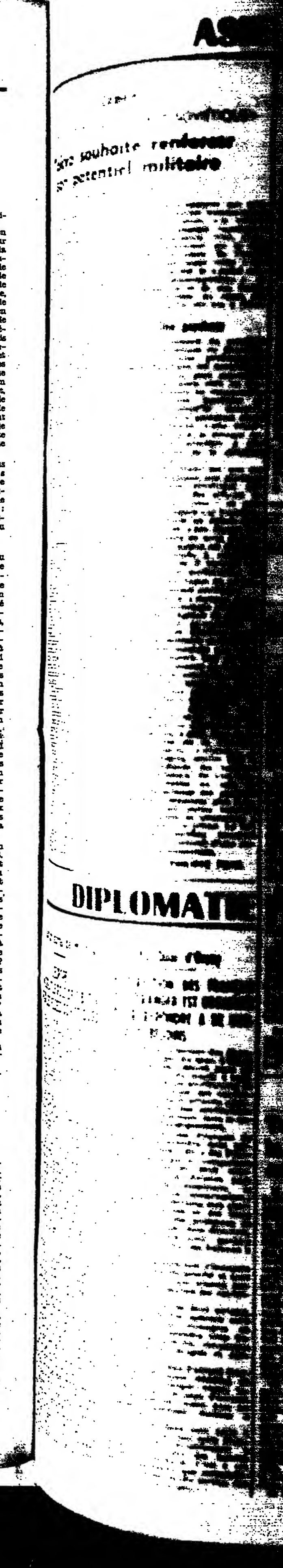
**TOUTE LA MODE EN DÉGRIFIÉ**

BOUTIQUES OUVERTES EN AOÛT POUR ELLE & POUR LUI :

3, rue de la Plaine/Nation  
2, rue du Renard/Hôtel de Ville

ouvert le lundi après-midi

Griffolsde

















# RELIGION

## LE LANGAGE DES NATIONALISTES UKRAINIENS

### Jean-Paul II et les orthodoxes

La Documentation catholique (n° 1765) vient de rendre publique une lettre que Jean-Paul II a envoyée, le 19 mars dernier, au cardinal Joseph Slipyj, archevêque des catholiques ukrainiens, qui vit en exil à Rome (le Monde du 20 juin).

Le pape appelle les Ukrainiens à se préparer à l'ère du millénaire de l'évangélisation de leur pays. Il rappelle l'histoire des débuts du christianisme en Ukraine, rappelle que la foi est venue de Rome en passant par Constantinople. Avec le grand schisme, au onzième siècle, qui divisa l'Eglise d'Occident et d'Orient, les chrétiens ukrainiens furent séparés du Saint-Siège. L'union, en 1596, de cette Eglise ukrainienne de rite oriental avec l'Eglise romaine, conclue à Brest-Litovsk, en Lituanie, est évoquée par Jean-Paul II, qui plaide, d'autre part, en

favor de la liberté religieuse pour les Eglises uniates, car, depuis 1945, le pouvoir soviétique, reprenant la politique des tsars, s'est appliqué à liquider l'union à Rome.

Là où Paul VI s'acheminait vers une politique de « la page tournée », en acceptant l'état actuel des alliances religieuses et en continuant le dialogue avec l'orthodoxie sur un pied d'égalité, Jean-Paul II semble vouloir ouvrir la polémique et soulever le retour des orthodoxes ukrainiens au sein de l'Eglise catholique. Olivier Clément, théologien orthodoxe, explique pourquoi cette attitude de Jean-Paul II risque, en réveillant d'anciennes querelles, de compromettre les progrès de l'œcuménisme.

Dans sa lettre au cardinal Slipyj, Jean-Paul II appelle les catholiques ukrainiens (dont le cardinal, en exil à Rome, est l'archevêque) à se préparer à l'ère du millénaire de l'évangélisation de leur pays. Ce texte présente de graves difficultés pour les orthodoxes, difficultés dont Jean-Paul II, qui souhaite sincèrement le rapprochement des deux Eglises, ne semble pas suffisamment conscient.

Difficultés historiques d'abord. Il est bien évident en effet que le baptême du grand prince Vladimir et du peuple de Kiev dans le Dniépr, en 988, constitue le baptême de tous les « Russiens », et notamment des Russes. 988, pour les orthodoxes russes, c'est le baptême de leur pays. L'Ukraine ne s'est différenciée que beaucoup plus tard de cette grande unité « russe », la « Petite Russie » (qui était son nom original) s'étant trouvée rattachée au royaume de Pologne-Lituanie, puis les Cosaques ukrainiens ayant joué un jeu de bascule entre ce royaume et la « Grande Russie » rassemblée par Moscou à l'abri des forêts du Nord après les invasions mongoles.

Or le pape n'emploie jamais dans sa lettre le nom de Russie, mais seulement celui de Rus, en laissant entendre que l'Ukraine actuelle est la seule continuité de cette Rus. Tenir ce langage, c'est reprendre d'une manière unilatérale celui des nationalistes ukrainiens les plus extrêmes, c'est chercher, — mais est-ce le rôle du Vatican ? — à « faire éclater l'empire » soviétique, pour reprendre l'expression d'Hélène Carrère d'Encausse. Il n'est pas étonnant que cette lettre de Jean-Paul II ait été accueillie avec faveur par les nationalistes ukrainiens, fustigement reçu par le pape le dissident ukrainien, Valentin Moroz, qui a été assez longtemps reçu par le pape le 28 juin dernier.

Le patriarche de Moscou, lié au gouvernement soviétique par un même patriotisme grand-russe, n'accorde aucune autonomie aux orthodoxes d'Ukraine. On comprend que certains nationalistes ukrainiens plaident maintenant à Rome la cause d'un patriarcat qui leur serait propre : ce ne sont pas les différences entre orthodoxes et catholiques qui les intéressent, mais la possibilité de structurer spirituellement leur nation. Considérer l'Eglise comme une dimension de la nationalité est, en effet, ce qu'il y a de plus tentant, mais aussi de plus dangereux, pour le christianisme oriental. Il est possible aussi que l'annulation sans motif d'annulation, qui devait avoir lieu à Odessa, entre théologues catholiques et théologues orthodoxes russes, constitue une première réplique au patriarcat de Moscou à la prise de position du pape.

Tous unifiés ? L'affaire n'aurait d'un point de vue spirituel, d'une importance relative si le texte de Jean-Paul II ne s'assortissait de considérations beaucoup plus graves.

Au passage, le pape affirme que « la foi chrétienne est venue de Rome à la Rus de Kiev en passant par Constantinople ». Or tout le monde sait que la conversion des Russes a été le fait des Bulgares et des Byzantins, et nullement des Latins. Quelques missionnaires germaniques sont intervenus sporadiquement, mais sans conséquences durables. Il faudrait que Rome abandonne — en toute honnêteté historique — la prétention d'être le siège apostolique (au singulier) et « la mère des Eglises ». L'Orient n'a pas eu besoin de Rome pour recevoir l'Evangile, et les sièges apostoliques y sont fort nombreux. Lorsque Paul VI et Athénagoras I<sup>er</sup> se sont rencontrés, inaugurant les grandes retrouvailles entre catholicisme et orthodoxie, ils l'ont fait significativement à Jérusalem.

D'autre part, et c'est certainement le plus grave, le pape présente l'union de Brest-Litovsk, en 1596, comme un « abolissement heureux, bien que partiel » et « effroyable » fait « pour rétablir l'unité de l'Eglise ». Jusqu'au quinzième siècle, Grecs et Latins, malgré bien des polémiques et déjà des tentatives de latinsisation forcées au moment des Croisades, gardaient le sentiment de former une seule Eglise, puisqu'il leur a été possible, en 1439 encore, de réunir ensemble un concile. Mais avec l'échec de ce concile et, surtout, au siècle suivant, avec la reconquête catholique menée par la contre-réforme, Rome renonce à dialo-

guer avec l'orthodoxie « sur un pied d'égalité » (comme Paul VI et Athénagoras I<sup>er</sup> avaient décidé de le faire à Moscou) et, en délaissant l'œcuménisme des Orientaux, de leur arracher des provinces entières, par un phénomène de colonialisme ecclésiastique lié à la supériorité matérielle grandissante de l'Occident. La constitution de ces Eglises « unies » à Rome (et dont les membres sont appelés péjorativement « uniates ») après un siècle de persécution, faite sans pressions très dures, avec persécution parfois du peuple orthodoxe, de la part des Etats catholiques, aussi bien dans le mouvement des Habsbourg que dans le royaume de Pologne-Lituanie, où s'est donc formée, en 1596, par l'Union de Brest-Litovsk, une Eglise catholique d'Ukraine occidentale.

#### L'enchaînement de la violence

Le maintien dans ces communautés du rite byzantin, retranché de son contexte spirituel, théologique et ecclésiologique (car la latinsation est aisée bon train), a témoigné, sinon d'un certain mépris, du moins d'une extrême ignorance du caractère organique de la vie orthodoxe. Si Jean-Paul II considère le rassemblement des chrétiens dans la perspective de l'union de Brest-Litovsk, il risque, malgré son incontestable bonne volonté, de ruiner tout ce qui a été réalisé depuis quinze ans pour rapprocher le catholicisme et l'orthodoxie. Ce serait une rupture totale avec l'attitude de Paul VI, dont les gestes répétés ont commencé d'émouvoir les orthodoxes, parmi lesquels aujourd'hui les intégristes sont tentés de ne changer jamais !

OLIVIER CLÉMENT.

# ÉDUCATION

## L'université du troisième âge à Paris Un besoin manifeste de dialogue

L'amphithéâtre Vulpien à l'université René - Descartes - Paris-V, c'est toujours dans un silence total que le conférencier amorce le thème du jour. Comme d'habitude, il y a beaucoup de monde. Ce lundi 6 août, cent soixante-dix personnes sont venues écouter parler des « élections des papes ». L'auditoire — celui de l'université d'été du troisième âge, organisé sur l'initiative de la Ville de Paris — est parfait : studieux et attentif. Certains « étudiants » prennent des notes, quelques-uns croient sagement les bras à la fin de la conférence, tous applaudissent.

Anciens employés, commerçants, fonctionnaires, instituteurs ou ceux qui ont un peu plus de temps à consacrer à eux-mêmes, ils ont en moyenne soixante-quinze ans. Tous paraissent enchantés de se retrouver à l'université, une sorte de conférences sur des sujets variés leur est proposée jusqu'au 15 septembre. « On y apprend énormément », tient à souligner un ancien technicien de la poste, qui vient régulièrement, quel que soit le sujet du jour, pour son « instruction ». Et pourtant, certains admettent que « ce n'est pas toujours facile ». De « l'égypte » à la « médecine japonaise », des « Français face aux migrants antillais » à la « population française en 1979 », chaque jour, pendant deux heures, un nouveau thème est abordé. Les professeurs sont obligés d'être un peu rapides dans leur exposé, n'ayant qu'une seule séance pour faire le tour d'une question. Les personnes âgées qui, pour beaucoup, sont du niveau du certificat d'étude ou du brevet élémentaire, ont parfois du mal à suivre. A la sortie de la conférence sur « la situation actuelle de la psychologie économique », un septuagénaire, ancien employé, reconnaît : « Les gens honnêtes ne peuvent pas toujours très bien ce qui est dit ».

#### Lutter contre l'isolement

Pour les organisateurs, le but n'est pas de donner des cours approfondis et suivis, mais avant tout, « d'occuper les loisirs des personnes âgées qui restent à l'écart pendant les vacances » et « d'éclairer la lutte contre l'isolement ». Les faire sortir de chez elles est un premier pas. Pendant les conférences toutefois, le temps manque pour qu'un échange réel s'établisse entre le conférencier et son auditoire. Au cours de l'exposé sur les « élections des papes », une « jeune

contestataire » de cinquante ans a été fortement rabrouée par toute l'assemblée, parce qu'elle avait interrompu la conférence en faisant des remarques à voix haute. Les rares questions que certains participants osent timidement poser sont systématiquement repoussées à la fin du cours. Beaucoup parmi ces personnes du troisième âge préfèrent simplement écouter : « On est traité par des professeurs hautement qualifiés, et comme moi-même, je n'ai que le certificat d'études », dit une ancienne employée de quarante-cinq ans. En revanche, de la fin du cours magistral, le professeur est très entouré, et doit répondre en quelques minutes à toutes les questions qui s'abattent sur lui : de la demande de bibliographie, jusqu'à la confirmation de points en rapport avec le sujet exposé. Le besoin de dialogue est manifeste.

Lors des réunions de préparation à l'université d'été du troisième âge, organisée par le bureau d'étude sociale de la mairie de Paris, certaines universités avaient fait des propositions. Ainsi l'université de Paris-VIII-Vincennes avait pensé faire travailler toutes les personnes âgées, par groupe de trente, autour d'un thème central : « A vivre à Paris, connaître la ville, connaître le monde », en s'efforçant par diverses activités (photo, gravure, manipulation de matériel vidéo...) de les faire sortir du statut d'auditeurs passifs. Paris-VIII et Paris-VII voulaient créer une université du troisième âge qui soit permanente. Mais c'est l'université de Paris V, dont le président, M. Florian Delbarre, est aussi conseiller de la Ville de Paris, qui a la mairie de Paris, pour les questions de santé, qui a été choisie.

Le nombre des inscriptions plus de neuf cents depuis le 16 juillet, date de l'ouverture des conférences (« et ça continue ! » disent les organisateurs) — témoignage d'un certain succès de l'expérience. C'est la confirmation qu'il existe une demande réelle de la part de ce public. Mais suffit-il pour répondre convenablement à cette demande ? L'expérience d'occuper les loisirs des personnes âgées ne résout-elle pas le problème ? Ne faut-il pas essayer d'aller plus loin, surtout dans le cadre d'une université à vocation séculaire ?

CLAUDE BARATY.  
★ Jusqu'au 31 août, amphithéâtre Vulpien, 53, boulevard Saint-Germain (6<sup>e</sup>) ; du 3 au 4 septembre, 84, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 5 au 6, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 7 au 8, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 9 au 10, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 11 au 12, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 13 au 14, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 15 au 16, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 17 au 18, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 19 au 20, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 21 au 22, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 23 au 24, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 25 au 26, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 27 au 28, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 29 au 30, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 au 31 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 1<sup>er</sup> au 2 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 3 au 4 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 5 au 6 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 7 au 8 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 9 au 10 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 11 au 12 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 13 au 14 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 15 au 16 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 17 au 18 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 19 au 20 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 21 au 22 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 23 au 24 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 25 au 26 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 27 au 28 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 29 au 30 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 au 31 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 1<sup>er</sup> au 2 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 3 au 4 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 5 au 6 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 7 au 8 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 9 au 10 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 11 au 12 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 13 au 14 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 15 au 16 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 17 au 18 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 19 au 20 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 21 au 22 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 23 au 24 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 25 au 26 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 27 au 28 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 29 au 30 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 au 31 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 1<sup>er</sup> au 2 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 3 au 4 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 5 au 6 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 7 au 8 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 9 au 10 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 11 au 12 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 13 au 14 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 15 au 16 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 17 au 18 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 19 au 20 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 21 au 22 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 23 au 24 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 25 au 26 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 27 au 28 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 29 au 30 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 1<sup>er</sup> au 2 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 3 au 4 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 5 au 6 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 7 au 8 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 9 au 10 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 11 au 12 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 13 au 14 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 15 au 16 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 17 au 18 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 19 au 20 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 21 au 22 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 23 au 24 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 25 au 26 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 27 au 28 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 29 au 30 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 au 31 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 1<sup>er</sup> au 2 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 3 au 4 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 5 au 6 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 7 au 8 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 9 au 10 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 11 au 12 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 13 au 14 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 15 au 16 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 17 au 18 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 19 au 20 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 21 au 22 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 23 au 24 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 25 au 26 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 27 au 28 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 29 au 30 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 31 mai au 1<sup>er</sup> juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 juillet, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 juillet au 1<sup>er</sup> août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 août, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 septembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 octobre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 novembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 novembre au 1<sup>er</sup> décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 décembre, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 janvier, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 février, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 février au 1<sup>er</sup> mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 mars, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 avril, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 6 au 7 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 8 au 9 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 10 au 11 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 12 au 13 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 14 au 15 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 16 au 17 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 18 au 19 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 20 au 21 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 22 au 23 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 24 au 25 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 26 au 27 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 28 au 29 mai, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 2 au 3 juin, rue de la Harpe (13<sup>e</sup>) ; du 4 au 5 juin, rue de la Harpe



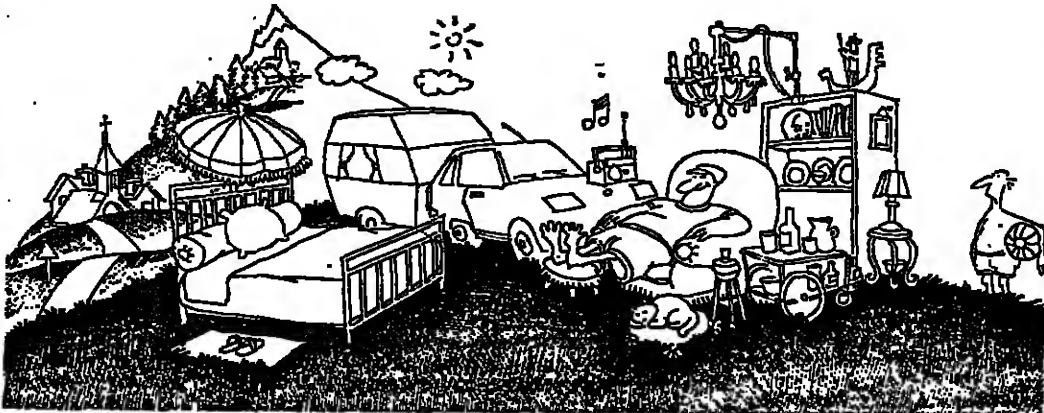
# Le Monde

des loisirs  
et du tourisme

SOUS LA TENTE COMME CHEZ SOI

## Ceux qui font vos vacances

« Ceux qui font vos vacances », c'est-à-dire ceux qui les préparent, qui les organisent, les « contribuent ». Durant cet été, chaque tendresse, nous publions des enquêtes sur les grands sujets de préoccupation des Français en camp. La semaine dernière, la sécurité. Aujourd'hui, le camping, la semaine prochaine, l'immobilier.



(Dessin de PLANTU.)

## Le campeur dans toutes ses aises

limitent pas à être de simples alignements de caravanes, mais sont les tentes dans la verdure.

Il est question d'inventer à côté des tentes de camping-caravaning traditionnelles une nouvelle formule : celle des « parcs résidentiels de loisirs ». Que recouvre cette appellation ? « Nous nous sommes aperçus que, depuis le déclenchement de la crise du pétrole, les vacanciers cherchaient à ne plus traîner leur caravane. Ils demandent du fixe et du bon marché. Le « Mobil-home » de 7 mètres sur 3 mètres accueille six personnes dans des conditions de confort nettement supérieures à celles qu'offre le caravane. En plus, c'est nettement moins coûteux. La clientèle veut pouvoir louer un mobil-home ou un emplacement pour installer celui qu'elle aura acheté. Il s'agit d'un stade intermédiaire entre la tente, la caravane et la résidence secondaire ou la location immobilière traditionnelle.

provoquerait un renchérissement des prix pour la clientèle. Nous désirons éviter toute ségrégation, car c'est autrement agréable de gérer un camp dans lequel l'ouvrier de chez Renault côtoie le métallurgiste allemand dont l'immense caravane a le plus grand mal à manœuvrer en raison de sa taille.

L'évolution du camping est irréversible. Elle conduit, à terme, les terrains à se transformer en hôtels de plein air équipés des derniers raffinements techniques. « Il faut voir le confort que le campeur trouve avec lui ! Le casque pour les cheveux les bouillottes dernier cri. Dans mon camp, on commence à me réclamer des prises de télévision. C'est simple, les clients emportent l'équipement ménager auquel ils sont habitués, mais sous forme miniaturisée. La consommation électrique de mon terrain a doublé en cinq ans.

M. Cassier conclut, avec une pointe de regret dans la voix, à la mort du camping d'antan. « Le pur, qui émergeait et qui se baignait dans le torrent né d'un glacier, le vieux scout, quoi, c'est fini ! Comme le râleur impénitent, on le trouve à l'état de traces : deux ou trois pour mille. » Les autres ne tarderont pas à exiger le téléphone dans la caravane dont ils disposent d'ores et déjà sur certains terrains de la région parisienne.

ALAIN FAUJAS.

SIX, sept, huit millions de campeurs en France. Un million sept cent cinquante mille emplacements de camping-caravaning occupés en moyenne quarante-cinq jours par an. Pénurie et concentration dominent, quelquefois, aux terrains aménagés l'aspect déplaçant de banlieues de tentes où les vacanciers s'entassent pour respirer la ville qu'ils viennent de quitter. Reste que les responsables des camps ont réalisé des progrès notables pour mieux accueillir la clientèle.

Comment se présente la saison 1979 du point de vue de l'étalement des vacances ? De façon très médiocre, si l'on en croit M. Jean Gravier, président de la fédération nationale de l'hôtellerie de plein air (F.N.H.P.A.) (1). « Nous constatons depuis trois ans une diminution de la fréquentation au cours du mois de juin. Cette évolution s'est précisée en 1979. A cause d'un report des dates de vacances des Hollandais et des Allemands, nous avons enregistré, en juin, une chute de fréquentation de 50 %. Le 4 et le 5 juillet, il y avait les grands départs du week-end. Le 7, ce fut une véritable explosion. Nos camps étaient complets sur réservation, ce qui ne s'était jamais vu. On continue à bouder la Bretagne en raison de la marée noire de l'année dernière. Le taux d'occupation n'y excède pas 40 %. Dans les Pyrénées-Atlantiques, les camps de vacances ne font pas recette en raison des départs précoces du Pays basque espagnol. Les terrains de la façade méditerranéenne fonctionnent à plein.

ceux de l'arrière-pays y parviennent plus difficilement.

La F.N.H.P.A. a mis sur pied des opérations téléphoniques afin de communiquer aux campeurs les places disponibles dans certains départements. Ces mesures ont permis d'éclairer la route sur le Var, notamment en guidant les clients vers les camps de l'intérieur.

### Le prix des étoiles

Les campeurs ont été surpris par les hausses de prix enregistrées par rapport à la dernière saison. En effet, le gouvernement a autorisé les propriétaires de terrains répondant aux nouvelles normes de confort, à augmenter leurs tarifs à volonté. Cette liberté concerne un tiers des campings-caravanings. Le reste de la profession voit l'augmentation de ses prix limitée à 7 %.

« On assiste à quelques abus, reconnaît M. Cassier. Ce qui est compréhensible lorsqu'on a bridé les recettes d'une profession pendant des années avec des hausses de 4,5 % ou 5 %. Quand vous donnez une bouteille d'eau à quelqu'un qui meurt de soif, il la vide. C'est normal. Par ailleurs, ça coûte très cher d'aplanir les nouvelles normes. Les caravages des sanitaires d'un quatre étoiles de 12 hectares reviennent à 350 000 francs, soit 600 francs par campeur autorisé. Lorsque nous portons à 20 % la superficie de nos espaces verts, nous diminuons notre capacité d'accueil. Il n'est donc pas étonnant que les hausses de 1979 oscillent entre 15 % et 20 % sans que notre fédération ait donné la moindre consigne. Dans l'Aude, dans l'Aveyron ou dans la Meuse, certains terrains ont retenu leur tarif de 35 %, mais il faut savoir d'où ils partaient : 1,90 franc la place dans un camp deux étoiles. Une misère ! »

1,90 franc la place dans un camp deux étoiles. Une misère !

Quelles sont les relations avec la clientèle ? « Excellentes. Certes, nous avons deux ou trois pour mille : ils trouvent toujours qu'il y a trop d'ombre ou trop de soleil ou trop d'herbe. Les râleurs quoi ! Ce sont eux qui écrivent aux journaux. La politique de « notre fédération est de faire payer à la clientèle la juste part des prestations qui lui sont fournies. Ça veut dire, par exemple, que la douche chaude doit être facturée plutôt 1,25 franc que 0,80 franc.

« Nous poussons nos adhérents à connaître leurs prix de revient et à pratiquer le « tout-compris ». Quand vous êtes dans un hôtel, on ne vous compte pas quelques centimes en plus pour la moquette et quelques centimes pour l'interprète, n'est-ce pas ? Nous sommes des hôtels de plein air et nous devons offrir à notre clientèle des forfaits clairs mentionnant toutes les prestations incluses afin que le consommateur fasse son choix en connaissance de cause.

La liberté des prix relative dont bénéficie la profession a-t-elle mis fin au contentieux entre la F.N.H.P.A. et les pouvoirs publics ? « Nous avons obtenu des satisfactions réelles, mais nous avons des difficultés avec le ministère de l'environnement et du cadre de vie. Sous prétexte que « les campings sont des bidonvilles » — comme on nous l'a fait savoir — cette administration freine la création ou l'extension des terrains. Elle nous oppose les plans d'occupation des sols. Elle nous objecte les nécessités de l'assainissement et nous oblige à réaliser des études d'impact pour les camps de 3 hectares. Coût : 30 000 francs.

« Si on veut régler le problème de la pénurie des places de camping, compte tenu de l'échec total de l'étalement des vacances, il faut en créer rapidement cent vingt mille. L'environnement ne fait rien pour faciliter la réalisation de cet objectif.

### Même la télé

« Pourtant, nos terrains sauvegardent des îlots de verdure en gardant au moins quarante arbres de haute tige à l'hectare. Nos installations en dur sont dissimulées dans la nature et jamais massives. Nous épurons nos effluents comme tout le monde. Nous avons fait de gros progrès pour que nos camps ne se

(1) F.N.H.P.A., 105, rue La Fayette, 75010 Paris, tél. 878-13-77. Autre association : Fédération française de camping et de caravaning, rue de Rivoli, 75004 Paris, tél. 272-84-08.

## AUX SAINTES-MARIES

### Les « sauvages » s'apprivoisent

DES centaines de tentes et de caravanes éparpillées sur 20 kilomètres de plage. Le dernier avatar de la mode d'Abdel-Kader, Woodstock-sur-Mer. Le camping sauvage des Saintes-Maries-de-la-Mer en Camargue. Quarante mille personnes entre sable et soleil, selon les comptes approximatifs faits d'été en été. Un phénomène social étonnant qui va en s'amplifiant d'année en année et que l'on ne sait par quel bout prendre. Fermer les yeux ? Tout peut dégénérer. Interdire ? Aucun prélat ne prendra la responsabilité d'empêcher deux cent cinquante C.R.S. par chasser d'un lieu qu'ils se sentent conquies plusieurs milliers de personnes. Alors les Saintes vivent, bon gré mal gré, avec cette ville parasite qui ronge chaque été à ses portes et multiplie sa population sédentaire par vingt.

Très dense aux deux extrémités de la digue à la mer qui permet de relier les Saintes à Salin-de-Giraud, plus diffus ailleurs, le camping sauvage occupe sur la seule commune de Saintes environ 600 hectares du domaine public maritime.

Premier problème, son ambiguïté juridique : non autorisé, mais toléré — c'est l'une des rares régions, sinon la seule, où il le soit. — Il n'y a pas d'été sans lui. Un tel rassemblement de personnes vivant dans des conditions quasi rustiques orlé à la commune des Saintes bien d'autres difficultés, à commencer par le ramassage des ordures ménagères et la fourniture d'eau. Trois équipes sont affectées spécialement à l'enlèvement des ordures ménagères des campeurs. Elles reçoivent une ou deux fois par jour les trente conteneurs de 27 mètres cubes chacun qui jonchent le littoral. Encore faut-il que ces conteneurs soient utilisés. Campeurs ou baigneurs se contentent souvent en fait d'entourer leurs déchets là où ils se trouvent.

La mer, il est vrai, est un auxiliaire précieux des agents muni-

cipeaux du nettoyage : à la fin de la saison elle franchit le cordon littoral et « fait le ménage ». Quant aux distributions d'eau, elles se réduisent à quatre bornes fontaines dont une seule dans la zone du camping sauvage. Coût de ces prestations pour la commune : 400 000 francs par saison, soit environ 20 % du montant des impôts locaux. Ces dépenses sont heureusement équilibrées par les ressources tirées du péage que fait payer la commune depuis quatre ans aux automobilistes qui empruntent la digue à la mer dans la partie ouverte à la circulation. Très impopulaire malgré son montant modeste de 5 francs par jour et par véhicule, ce péage correspond à un droit de passage sur le domaine privé du département dont la concession a été accordée à la commune. Le simple baigneur, hélas pour lui s'il est motorisé, doit aussi acquiescer cette dîme.

### Et la sécurité ?

Autre problème : la sécurité à l'intérieur de la zone de camping sauvage. Pour une population estivale qui peut atteindre en pointe sur la commune cent mille personnes, la gendarmerie des Saintes ne reçoit en renfort que trente-trois hommes auxquels s'ajoutent six ou sept maîtres nageurs. Une certaine auto-sécurité limite néanmoins les actes de délinquance, dont les plus nombreux sont les vols commis par des « tireurs » occasionnels ou professionnels. Le camping sauvage, à ce propos, peut constituer un refuge pour certains irréguliers. Les contrôles d'identité y sont en effet inexistants, et tous les baigneurs se rassemblent. Il faut d'autre part veiller aux emplacements temporaires sur la réserve nationale de la Camargue des amateurs de safaris photos.

En définitive, les Saintes, et en particulier les commerçants, s'accommodent mieux du camping sauvage sur leur commune et celui-ci se traduit

par des retombées économiques plus importantes. Les marchands ambulants, qui pullulent sur les plages, échappent généralement tant aux charges fiscales qu'aux contrôles sanitaires. Ils causent du tort aux professionnels locaux, et indirectement aux communes. Fruits, légumes, pizzas, boissons, plats cuisinés, et même viande hachée par plus de 35 °C à l'ombre : rien ou presque ne manque sur place, mais les dangers d'intoxication menacent en permanence. Les « Saintes-sous-telle » ont leur autonomie et, quelquefois même, des idées et de l'originalité : des installations d'électricité soléenne ici et là, des cars convertis en restaurants, en garderies d'enfants qui « nourissent » quatre jeunes Anglais de passage.

L'image de la Camargue donnée par Mirel : « Un ciel immense et clair sur des savanes prodigieuses », continuera, c'est sûr, à attirer les amateurs de vacances sans contrainte. « Nous accueillons le camping sauvage, déclare le maire et conseiller général socialiste des Saintes-Maries-de-la-Mer, M. Hubert Mauné, mais nous ne pouvons plus le laisser se développer ainsi. La solution n'est pas d'augmenter encore la capacité du camping municipal. Il aura deux mille places la saison prochaine, c'est suffisant, car il est difficile d'amortir des équipements sur deux mois d'activité annuelle. Il serait plus judicieux, à mon avis, de transformer le camping sauvage en camping temporaire officiel avec un minimum d'équipements légers et démontables, et une participation financière des usagers. Une sorte de camping d'une demi-étoile qui permettrait d'accueillir les gens, de limiter les nuisances et de tirer quelques ressources. Encore faudrait-il modifier la loi pour obtenir une dérogation autorisant la perception de taxes de camping sur le domaine public maritime. Ce n'est sans doute pas pour demain... »

GUY PORTE.

## Hôtes indésirables dans les fermes de Noirmoutier

Le pont de Noirmoutier charrie des voitures à la chaîne. Seconde après seconde, les véhicules de tout gabarit s'engouffrent dans l'immense conduit menant du pont suspendu, traînant des caravanes, portant des planches à voile ou des canots fiocés sur les galeries. Les installateurs s'amuse de cet étrange ballet, de ce flot précipité d'estivants venus troubler l'espace d'un été, la quiétude de leur île.

Cette année, tout ne se passe pas comme avant. Un malaise s'est installé. Les habitants des campings à la ferme, en débarquant sur l'île, ont en quelques surprises. Comme celui-ci qui, installé dans une cour de ferme à Barbâtre, ne cache pas son mécontentement. « Je ne repartirai pas. Ils n'avaient qu'à nous dire au péage que c'était complet. Je n'ai pas fait 800 kilomètres pour rien. J'y suis, j'y reste », grommelle-t-il, furieux.

Il est inexact de dire que les campings affichent complet. Même en pleine saison ils ne tournent qu'à environ 80 % de leurs possibilités d'accueil. Mais notre interlocuteur ne s'intéresse pas aux terrains aménagés. Il parle du camping chez l'habitant et du fait qu'on lui ait interdit pour la première fois un emplacement sous prétexte qu'un arrêté ministériel est venu modifier les habitudes de l'île. Il fait partie des trois cent cinquante mille à quatre cent mille, chaque année, cherchant en Vendée un petit coin de terre pour planter leur tente ou fixer leur caravane, mille autres se dirigent vers les terrains municipaux ou privés.

Depuis juillet 1977, les zones déclarées « périmètre sensible »

sont soumises à une réglementation draconienne en matière de camping. Ce qui est le cas de la Vendée et, à l'origine, de l'île de Noirmoutier. « Périmètre sensible », une appellation qui ne veut pas être prise au grand sérieux par les visiteurs mais qui est lourde de sens pour les locaux, c'est-à-dire des milliers de « paysans de la mer » pratiquant depuis toujours cette forme d'hébergement et d'industrie. Beaucoup n'ont pas voulu tenir compte de la réglementation nouvelle : ils ont bien dû le faire lorsque les gendarmes sont venus leur dresser des procès-verbaux. Les propriétaires trop accueillants ont été sanctionnés. Alors qu'ils hébergeaient habituellement jusqu'à douze tentes par parcelle autorisée, cette année, ils ne peuvent en accueillir que trois.

HERVÉ LOUBOUTIN.

(Lire la suite page 10.)

## VERBIER STATION DES ALPES VALAISANNES - SUISSE

Pour vos vacances, nous disposons encore de quelques appartements meublés de 2-3-4 pièces avec tout le confort moderne.

Location de courte et longue durée à des PRIX TRÈS INTÉRESSANTS

Téléphone : 828/7-44-29.

Mme Steinhilber, Verbiér, Tél. 021/82 51 11

Régie de la Riviera SA, Montreux.

## GENÈVE • Centre de Tourisme et d'études

A COPPET, 15 min. de Genève

**HOTEL-ROTISSERIE DU LAC**

Caractère, Courtoisie, Calme, Confort, Cuisine

RENÉ GOTTREUX

Tél. 1941/22 76 15 et 24 76 28

**CREDIT LYONNAIS**

GENÈVE et ZÜRICH

depuis 100 ans en Suisse

Tous les services d'une banque internationale

PRÉPARATION AU BACCALAURÉAT FRANÇAIS BACCALAURÉAT INTERNATIONAL (Excellents résultats aux examens)

**FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE**

Internat et externat mixtes

Informations : Secrétaire aux admissions, 62, route de Chêne, 1208 GENÈVE

Tél. 1941/22 76 11



## Hippisme



## Martin bis

Le championnat international de Martin bis a été disputé à Paris du 10 au 12 août 1979. Les participants ont été répartis en deux groupes, A et B, et ont joué une série de parties.

Après une première partie nulle, le match s'est terminé par une victoire de Martin bis. Les joueurs ont été félicités pour leur performance.

## Nouveaux - parts -

Le jeu de Martin bis est un jeu de stratégie qui nécessite une grande concentration et une bonne connaissance des règles.

## Plaisirs de la table

## LE CORDELIER DE CONDOM

Le Cordeleur de Condom est un jeu de cartes qui se joue à deux joueurs. Les cartes sont distribuées et les joueurs jouent à tour de rôle.

Le jeu est très populaire et est souvent joué lors de soirées d'été. Les règles sont simples et faciles à apprendre.

Le Cordeleur de Condom est un jeu de stratégie qui nécessite une grande concentration et une bonne connaissance des règles.

Le jeu est très populaire et est souvent joué lors de soirées d'été. Les règles sont simples et faciles à apprendre.

Le jeu est très populaire et est souvent joué lors de soirées d'été. Les règles sont simples et faciles à apprendre.

Le jeu est très populaire et est souvent joué lors de soirées d'été. Les règles sont simples et faciles à apprendre.

## Jeux

## échecs N° 826

## UNE TEMPÊTE DE PIONS

(Vidéo, 1979, juillet 1979)  
Auteur : L. POLUGAIEVSKY  
Édition : L. POLUGAIEVSKY

## bridge N° 823

## LES DAMES DE LAUSANNE

## scrabble N° 65

## BALADE NICOISE

DEUXIÈME FESTIVAL DE NICE  
Le 10 août 1979  
Célébration

## les grilles du week-end

1. 64 2. 64 3. 64 4. 64 5. 64 6. 64 7. 64 8. 64 9. 64 10. 64 11. 64 12. 64 13. 64 14. 64 15. 64 16. 64 17. 64 18. 64 19. 64 20. 64 21. 64 22. 64 23. 64 24. 64 25. 64 26. 64 27. 64 28. 64 29. 64 30. 64 31. 64 32. 64 33. 64 34. 64 35. 64 36. 64 37. 64 38. 64 39. 64 40. 64 41. 64 42. 64 43. 64 44. 64 45. 64 46. 64 47. 64 48. 64 49. 64 50. 64 51. 64 52. 64 53. 64 54. 64 55. 64 56. 64 57. 64 58. 64 59. 64 60. 64 61. 64 62. 64 63. 64 64. 64

NOTES  
a) La défense de Sobolevskiy...  
b) On a vu...  
c) Constatant de l'attaque...  
d) On a vu...  
e) On a vu...

Dans cette donne du match...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Après deux tours d'about...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le festival de scrabble...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

suivi de b4 (et non 13. Dnd47, C3+1).  
a) Point n'est besoin de se hâter...  
b) Dernière étape des Noirs...  
c) Dernière étape des Noirs...  
d) Dernière étape des Noirs...  
e) Dernière étape des Noirs...  
f) Dernière étape des Noirs...  
g) Dernière étape des Noirs...  
h) Dernière étape des Noirs...  
i) Dernière étape des Noirs...  
j) Dernière étape des Noirs...  
k) Dernière étape des Noirs...  
l) Dernière étape des Noirs...  
m) Dernière étape des Noirs...  
n) Dernière étape des Noirs...  
o) Dernière étape des Noirs...  
p) Dernière étape des Noirs...  
q) Dernière étape des Noirs...  
r) Dernière étape des Noirs...  
s) Dernière étape des Noirs...  
t) Dernière étape des Noirs...  
u) Dernière étape des Noirs...  
v) Dernière étape des Noirs...  
w) Dernière étape des Noirs...  
x) Dernière étape des Noirs...  
y) Dernière étape des Noirs...  
z) Dernière étape des Noirs...

elle élimine les carreaux...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

LA PERFORMANCE DES DANOIS  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Depuis plusieurs années...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

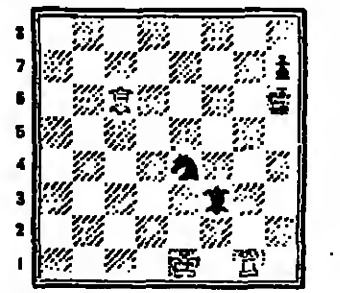
Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

## ÉTUDE E. S. ASSABA (1978)

BLANCS (3) : R61, T61, F65.  
NOIRS (4) : R65, F65, C64, F67.  
Les Blancs jouent et gagnent.



CLAUDE LEMOINE

Ann. : E. don. N-S. vuln.  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

On notera la sagesse d'Est...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

En salle fermée...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...

Le meilleur joueur...  
Nord...  
Sud...  
Est...  
Ouest...



Le Monde

# culture

## Cinéma

### « L'Humanoïde » ou l'anthologie-express

L'histoire se passe il y a très, très longtemps. La terre est un havre de paix. Une paix obligée, avec des haut-parleurs qui assurent dans les rues des conseils de sagesse. L'élite scientifique, qui n'a plus besoin de ces conseils, travaille dans des laboratoires silencieux — blancs, style design années 60 — à surveiller des produits nuisibles dangereux et à organiser l'ordre électronique. Les humains, étant bons, sont vêtus de tuniques blanches. Même les salopettes des soldats sont blanches. Leur chef est Big Brother, un homme éminemment sérieux et juste, qui croise ses mains sur sa robe — blanche — de moine armée au col de bourrelette style Cardin, toujours années 60.

Dans le laboratoire, travaille une jeune fille, au pur visage, qui a recueilli le dala-lama, un enfant chinois, dont le pouvoir mental immense est entièrement tourné vers le bien. Il a fait un voyage dans le temps, pour inciter l'amour des autres par révélation hypnotique. De temps en temps, on le voit converser avec des fantômes — blancs — dont les traits sont dissimulés sous des masques de tissu.

Car il y a des méchants, et ceux-ci sont en noir. Leur chef est le frère du Big Brother. Il s'appelle Graal, et tel le Masque de fer (dont on sait qu'il était le frère de Louis XIV) il ne se défait jamais d'un casque noir qui laisse seulement entrevoir ses yeux. Il est marié à une femme dont les collures extravagantes et géométriques encadrent une fragile beauté de vamp, et qui, telle Elizabeth Ba-

thory, conserve sa jeunesse grâce à un sérum fabriqué avec le sang de jeunes filles placées dans une « vierge de Nuremberg » électronique (cet instrument de torture bien connu est une sorte de moule creusé hérissé de pointes). Le sérum est fabriqué par un savant qui a trahi Big Brother pour son frère, et qui, tel Frankenstein, rêve de créer un humanoïde surpuissant, invincible, auquel les tirs de mitrailleuses à laser font l'effet de moustiques. Nous ne sommes plus au dix-neuvième siècle, et il n'a pas besoin de dériver ses cadavres, un grain de produit spécial suffit. Graal et sa horde de notaires pour disco le violent dans le laboratoire mal gardé par les humains trop confiants.

Le sujet de l'expérience est un géant simplet qui vit en solitaire sur une plateforme cosmique. Sa seule compagnie est un petit chien robot facétieux, copie simplifiée des petits robots de *Silent running*. La plateforme tombe dans la mer, d'où ressort tel Godzilla le géant devenu un méchant humanoïde. Dans l'aventure il a perdu sa barbe (rousse) et quelques dents de devant, ce qui lui fait le rictus inquiétant. A partir de là, il va marcher posément avec les épaules remontrées comme Lon Chaney. Le savant démoniaque, qui ressemble au Dr No, lui colle sur le front une pierre verte, grâce à laquelle il va le téléguider. Mais le dala-lama, enfant si redouté, tel King Kong, s'attache sur la jeune fille au pur visage. De plus, toujours invincible, il est au service du bien et tue les méchants. Quand même,

à la fin, il replonge dans la mer pour retrouver sa barbe, ses dents de devant, sa personnalité humaine, sa vulnérabilité aussi. Qu'il porte, puisqu'il a dans le cœur le mot d'amour du dala-lama, qui, tel un animateur culturel ou un missionnaire chrétien, ayant semé les bons principes, va les porter ailleurs, sur une caravelle transparente qui ressemble plus aux gondoles en verre filé vendues sur les quais de Venise qu'à l'univers de glaces de la planète Krypton.

De quelle manière a donc été conçue cette anthologie-express ? Sans doute à l'aide d'un ordinateur fulgurant et mal programmé. Si ce film — italien parlé anglais, de Georges B. Lewis — était moins pauvre, montrant un peu d'humour, il serait succulent. Là, c'est seulement l'accumulation qui fait rire. L'aspect positif du problème est qu'il donne envie de revoir du vrai fantastique à budget convenable, plus imaginaire en tout cas. Comme tous les films, il y en a de toutes sortes. Du sérieux, *Solaris*, de Tarkovsky ; du surréaliste, la *Clepsydra*, de Has ; du baroque, le *Montagne sacrée*, de Jodorowski ; du grand guignol, *l'Exorciste*, de Friedkin ; du moraliste, *Soleil vert*, de Fleisher ; du poétique, *Phantasm*, de Cascarrelli ; du grandiose, *2001 Odyssée de l'espace*, de Kubrick ; du classique, *la Conquête de la planète des singes*, de Thompson ; du mystique, *Maître sous contrôle*, de Cohen ; du délirant, *Phantom of the Paradise*, le seul bon film de Brian De Palma, dont on peut voir aussi *Carré pour Carré* ; du grand spectacle, *Rocky Horror Picture Show*, de Shattner ; du porno (film), *Flash Gordon*, de Zelnick, plus quelques supermen au rabais, yéti et autres dinosaures.

COLETTE GODARD.

## Théâtre

Au Centre dramatique de Lausanne

LA DERNIÈRE PIÈCE DE MAX FRISCH MISE EN SCÈNE PAR MICHEL SOUTTER

A la suite du dossier culturel sur la Suisse romande vu par les Suisses eux-mêmes (*Le Monde* du 3 août), le Centre dramatique de Lausanne nous informe qu'il présentera à la rentrée, en création française, la dernière pièce de Max Frisch (*Triptyque*) dans une mise en scène de Michel Soutter et des décors de Jean Leconte.

Le Centre dramatique de Lausanne, dirigé par Franko Sattler, avait présenté la saison passée à l'Odéon Trévise, de Tom Stoppard, dans une mise en scène d'André Seliger. Le C.D.L. est le seul organisme théâtral romand à militer en faveur du rapprochement avec les autres régions linguistiques de Suisse.

## Festival

### MAGIE A BRANTOME

Son feutre, aussi, a beaucoup voyagé, et sa redingote éculée remonte à cachier un jeun rapide. Sous l'un de ces repoussoirs de pierre blonde du jardin des moines, à un jet de galet du Pont coude, où bruit la Dronne, le magicien a tendu une corde à linge qu'un drapeau enlame en se donnant des airs de rideau. Le spectacle va commencer. Sur les aquatiques spectateurs, il y a bien douze enfants.

Assisté de mademoiselle Lydie, le jeune batteur a tiré le drapeau. Il se joue d'une bûchette de bois qui danse dans une bouteille. « J'ai vu la fil », ose un garçonnet. Les grands-mères s'accrochent à un chien traverse l'espace. Le tilleul sacré s'épouille de ses fleurs d'un coup de brise, et la Dronne, qui fait semblant de n'avoir rien entendu, continue de couler.

C'est la fin d'après-midi d'un dimanche d'été, à l'heure où le soleil se met à regarder les herbes de côté. Brantôme-en-Périgord s'essie au festival.

Depuis 1957, par la grâce de Mme Georges Bonnet et jusqu'à

l'an dernier, un spectacle de danse classique donnait à la grotte du Jugement dernier, près de l'abbaye, une illusion de Carnegie Hall. Les commerçants frémis-saient d'être saisis, pour un soir, par Tarsichore. Mais les yeux pervers ont ruiné la magie. Finis les entrecôte. Deux étudiants du lieu et deux jeunes saltimbanques de Périgourd ont pris le relais. Avec l'appui du syndicat d'initiative et de la municipalité, ils ont invité troupes, conteurs, artistes, musiciens, clowns et autres monstres de marionnettes. Des films sont projetés gratuitement : des artisans travaillent au grand jour. Jusqu'au 15 août, le premier festival d'été « déroute ses festes », comme possèdent les défilants touristiques.

Si certains spectacles, ceux de l'extraordinaire Théâtre Job, de Bordeaux, par exemple, ont rempli la salle qui les accueillait, les Brantômains eux-mêmes traitent les pieds. Epuisés, peut-être, par l'organisation de la Fête, l'été traditionnelle régionale dont le lieu change par roulement tous les ans et qui a attiré quarante mille personnes, le 1<sup>er</sup> juillet. On

trop occupés, comme dit un jeune, férocement, « à écouter le chant du cygne ». C'est peut-être pour cela que le magicien, ce soir, sera triste. Fourrant, avant qu'il ne range ses chaises, Sara, cinq ans et demi, en vacances chez sa « mag-nou, la boulangère », se précipite face au public et, tout à trac : « Je vais vous montrer comment on fait remuer ses cheveux ». Allons, le spectacle était bon : il a fait un disciple. L'homme à la redingote peut regagner sa tente, à l'entrée bord du jardin public, non loin du manège de balancoires baroques qu'il a loué 2000 francs avec sa femme — Lydie — pour la durée du festival. Pendant qu'il fera ses comptes, alors que quelques gamins courront se prendre les pieds dans un enchevêtrement de cordages amarrés à trois arbres et nommés « structure ludique » en toute simplicité, l'abbé, elle, s'en démonte pas : « Ce qui était très bien, c'est quand la dame a endormi le monsieur. Je suis sûre qu'il dormait, puisqu'il fermait les yeux. » On ne brêlera pas le magicien.

CHARLES VIAL.

## Petites nouvelles

■ Lors d'un débat organisé le 9 août dans le cadre du Festival de Carpentras, M. Jean-Philippe Leca, maître de la culture et de la communication, a réaffirmé que la décentralisation culturelle était une idée « dépassée » et que c'était aux collectivités locales de « mener le jeu ». En outre, M. Jean-Philippe Leca s'est déclaré favorable à une discussion pour une meilleure répartition des crédits.

■ Le Tonquet propose, du 26 au 31 août, un stage international de musique de chambre. Des cours publics de musique de chambre sont donnés à l'Institut Brizet. Deux concerts seront donnés le 26 au palais de l'Europe et une journée de musique non stop sera organisée le 29.

■ La Délégation départementale de la musique en Rhône propose du 2 au 5 septembre deux stages à Evry : l'un, de perfectionnement à la guitare, sera réalisé autour de huit thèmes de la musique ancienne à la musique sur-montaine, avec Rami Maldonado ; l'autre, de réactualisation orchestrale, sera dirigé par Jean-Claude Hartmann. (Rens. : préfecture d'Evry.)

■ Le Groupe de musique expérimentale de Bourges organise du 1<sup>er</sup> au 5 septembre des cours internationaux de musique électronique. (Rens. : Maison de la culture de Bourges, tél. (16) 36 24-23-22.)

■ Trois orchestres, deux à Paris et un à Grenoble, recruteront, sur concours, des instrumentalistes à la rentrée prochaine. Le nouvel orchestre de Radio-France recherche un deuxième basson solo (rens. à la Maison de Radio-France), un tromboniste intermédiaire doit pourvoir aux postes d'un flûtiste solo et d'un hautbois solo (rens. 15, rue de Bruxelles, 75009 Paris), et l'ensemble instrumental de Grenoble engage un violoniste et un violon-

## Exposition

HOMMAGE A FERNAND PY ET FRANÇOIS BROCHET

La chapelle des Visitandines, à Auxerre, reçoit dans ses salons d'œuvres de Fernand Py, ainsi que divers documents.

Sculpteur, Py excellait aussi bien dans la bois polychrome que dans l'ivoire, de petit format. Cependant ses personnages vivent intensément. Le détail d'une main, d'une bouche, mérite qu'on s'y attarde. On peut admirer encore des objets sculptés : une pendule, « la Faute des heures », inspirée par des vers de Verlaine, une armoire bourgeoise amusante, un coq vide-poche inattendu, un « Homme à l'holle en bois » (imaginé à partir de la table de la Fontaine). C'est à une polychrome qu'on est invité dans cette minuscule chapelle des Visitandines où François Brochet expose, en guise d'hommage, les signatures personnelles de son « Maître des Innocents » dont il vient de faire don à la ville. Parmi ceux-ci l'étonnante Marie Noë (une réplique de cette œuvre orne le quartier piétonnier d'Auxerre).

On ajoutera que si Lure vient d'inaugurer un sapeur Camille, Brochet, lui, a reçu commande d'un cadet Bourgeois qui, avec ses trois chiens, ouvrira en octobre prochain une fontaine du cœur de la ville.

J.-C. L.

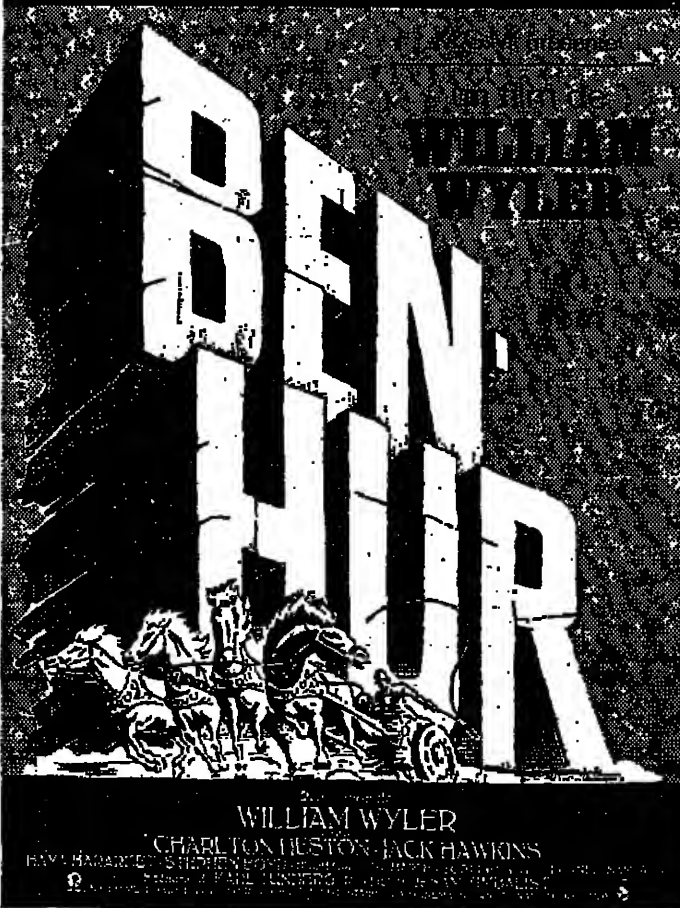
RACINE - 14 JUILLET BASTILLE

# CEDDO

film écrit et réalisé par SEMBENE OUSMANE

GAUMONT-AMBAASSADE VO LE FRANÇAIS (70 mm) VF WEPLER-PATHE VF MONTFARNASSE-PATHE VF GAUMONT-SUD VF GAMBETTA-GAUMONT VF FAUVETTE VF SAINT-MICHEL (70 mm) VO

LE PLUS GRAND FILM DE L'HISTOIRE DU CINÉMA !



ARGENTEUIL-GAMMA-LE BOURGET-AVATE-CHAMPIGNY-MULTICINÉ-PATHE EVRY-GAUMONT THIAIS-BELLE-ÉPINE-VELIZY 2-VERSAILLES-CINÉMA

V.O. : HAUTEFEUILLE - 7 PARNASSIENS



DANTON - U.G.C. BIARRITZ - NATION - MONTFARNASSE 83 - IMPÉRIAL PATHÉ SAINT-LAZARE PASQUIER - CHAMPIGNY MULTICINÉ - BELLE-ÉPINE THIAIS - GAUMONT EVRY - TRICYCLE ASNIÈRES

JOHN SAVAGE  
vous a ému dans  
"Voyage au bout de l'enfer."  
Il vous a enchanté dans "Hair."  
Il vous bouleversera dans

# Printemps Perdu

"Eric"



GEORGE V - GAUMONT OPERA - ABC - MONTFARNASSE 83  
GRANDS AUGUSTINS - CLICHY PATHÉ - CAMBONNE - 3 NATION - FAUVETTE  
3 VINCENNES - EVRY GAUMONT - TRICYCLE ASNIÈRES - PARINOR AULNAY

SEULES PRÉSENTES



BALZAC (v.o.)  
GAUMONT RICHELIEU (v.f.)  
GAUMONT SUD (v.f.)  
MONTFARNASSE 83 (v.f.)  
CLICHY PATHÉ (v.f.)  
BELLE-ÉPINE THIAIS  
PATHE Champigny  
3 VINCENNES Vincennes  
4 PERRY St-Geneviève-des-Bois  
AVIATIC Le Bourget  
CLUB Maisons-Alfort

DE RETOUR SUR LES ÉCRANS  
DANS LE CADRE DU FESTIVAL  
"LA GRANDE FÊTE DU CINÉMA"



PARAMOUNT ELYSÉES (v.o.)  
PUBLICIS SAINT-GERMAIN (v.o.)  
PARAMOUNT MAILLOT (v.f.)

LE CHEF D'ŒUVRE DE  
AKIRA KUROSAWA  
DERSOU  
OUZALA

DANTON - U.G.C. BIARRITZ - NATION - MONTFARNASSE 83 - IMPÉRIAL PATHÉ SAINT-LAZARE PASQUIER - CHAMPIGNY MULTICINÉ - BELLE-ÉPINE THIAIS - GAUMONT EVRY - TRICYCLE ASNIÈRES









# SPECTACLES

## Théâtres

### Les théâtres de Paris

**Aire libre** (222-70-70), 22 h. 30 : Que n'aura-t-on pas pour un peu d'argent ? 22 h. 30 : D'ailleurs, d'ailleurs... 22 h. 30 : La Voie humaine. **Antoine** (206-77-71), 20 h. 30 : Le Pont japonais. **Bouffes-Parisiens** (206-00-24), 21 h. : Le Charlatan. **Comédie-Caumartin** (742-43-41), 21 h. 10 : Boiling-Boiling. **Danone** (261-69-14), 21 h. : Remarquez-moi. **Huchette** (226-35-59), 20 h. 30 : La Cantatrice chauve ; 19 h. 30 : Une heure avec Baudelaire. **Lucernaire** (544-37-34), 19 h. 30 : Les Femmes de l'air. **Le Petit Prince** (222-11-02), 20 h. 30 : Le Petit Prince. **Le Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air.

### Les chansonniers

**Caveau de la République** (270-44-45), 21 h. : Les Européennes.

### Jazz, pop, folk

**Campagne-Première** (222-15-33), 1. 20 h. 30 : Les Européennes. **Caveau de la République** (270-44-45), 21 h. : Les Européennes. **Caveau de la République** (270-44-45), 21 h. : Les Européennes.

### La danse

**Maître du Tivoli** (270-40-50), 21 h. : Les Européennes.

### Les concerts

**Lucernaire**, 20 h. 30 : Olga Sawradim, piano et chant (folklore russe).

### Festival estival de Paris

(639-61-71) **Hôtel Intercontinental**, 20 h. 30 : Les Européennes.

### Les cafés-théâtres

**Les Blancs-Manteaux** (207-57-50), 20 h. 15 : Les Européennes. **Café d'Edgar** (222-11-02), 19 h. 30 : Les Européennes. **Café d'Edgar** (222-11-02), 19 h. 30 : Les Européennes. **Café d'Edgar** (222-11-02), 19 h. 30 : Les Européennes.

### Festival de Sceaux

(260-07-79) **Orangerie du château**, 20 h. 45 : Les Européennes.

## cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans.

(\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

**Chaillet** (704-31-34), Les classiques du cinéma mondial, 18 h. : L'Affaire du collier de la reine, de M. Herber. 18 h. : Le Roman d'un tricheur, de G. Guitry. 20 h. : Le Vol de la bicyclette, de V. de Sica. 22 h. : La Femme de paille, de H. Teshigahara. **Henriette** (270-55-57), 15 h. : Le Prisonnier du temple, de B. Demouge. 17 h. : L'Amant, de L. Murnau. 19 h. : Les Femmes de l'air, de B. Demouge. 21 h. : Les Femmes de l'air, de B. Demouge.

### Les exclusivités

**A NOUVEAU** (206-00-24), 21 h. : Les Européennes. **Antoine** (206-77-71), 20 h. 30 : Le Pont japonais. **Bouffes-Parisiens** (206-00-24), 21 h. : Le Charlatan. **Comédie-Caumartin** (742-43-41), 21 h. 10 : Boiling-Boiling. **Danone** (261-69-14), 21 h. : Remarquez-moi. **Huchette** (226-35-59), 20 h. 30 : La Cantatrice chauve ; 19 h. 30 : Une heure avec Baudelaire. **Lucernaire** (544-37-34), 19 h. 30 : Les Femmes de l'air. **Le Petit Prince** (222-11-02), 20 h. 30 : Le Petit Prince. **Le Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air.

### SUR LES ÉCRANS LE 22 AOUT

## BOB DYLAN NON STOP!



**RENALDO et CLARA**  
UN FILM  
...ÉCRIT RÉALISÉ ET CHANTÉ PAR...  
**BOB DYLAN**  
BOB DYLAN, JOAN BAEZ

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Vendredi 10 août

**P.L.M. Saint-Jacques**, 14 h. (222-15-33) : Les Européennes. **Antoine** (206-77-71), 20 h. 30 : Le Pont japonais. **Bouffes-Parisiens** (206-00-24), 21 h. : Le Charlatan. **Comédie-Caumartin** (742-43-41), 21 h. 10 : Boiling-Boiling. **Danone** (261-69-14), 21 h. : Remarquez-moi. **Huchette** (226-35-59), 20 h. 30 : La Cantatrice chauve ; 19 h. 30 : Une heure avec Baudelaire. **Lucernaire** (544-37-34), 19 h. 30 : Les Femmes de l'air. **Le Petit Prince** (222-11-02), 20 h. 30 : Le Petit Prince. **Le Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air.

### Les films nouveaux

**L'HUMANOÏDE**, film italien de G. Lewis, 1978, 110 min. (222-15-33) : Les Européennes. **Antoine** (206-77-71), 20 h. 30 : Le Pont japonais. **Bouffes-Parisiens** (206-00-24), 21 h. : Le Charlatan. **Comédie-Caumartin** (742-43-41), 21 h. 10 : Boiling-Boiling. **Danone** (261-69-14), 21 h. : Remarquez-moi. **Huchette** (226-35-59), 20 h. 30 : La Cantatrice chauve ; 19 h. 30 : Une heure avec Baudelaire. **Lucernaire** (544-37-34), 19 h. 30 : Les Femmes de l'air. **Le Petit Prince** (222-11-02), 20 h. 30 : Le Petit Prince. **Le Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air.

### Les séances spéciales

**ARAN** (fr.), Saint-André-des-Arts, 14 h. (222-15-33) : Les Européennes. **Antoine** (206-77-71), 20 h. 30 : Le Pont japonais. **Bouffes-Parisiens** (206-00-24), 21 h. : Le Charlatan. **Comédie-Caumartin** (742-43-41), 21 h. 10 : Boiling-Boiling. **Danone** (261-69-14), 21 h. : Remarquez-moi. **Huchette** (226-35-59), 20 h. 30 : La Cantatrice chauve ; 19 h. 30 : Une heure avec Baudelaire. **Lucernaire** (544-37-34), 19 h. 30 : Les Femmes de l'air. **Le Petit Prince** (222-11-02), 20 h. 30 : Le Petit Prince. **Le Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air.

### Les grandes reprises

**AMARCOUD** (fr.), Saint-André-des-Arts, 14 h. (222-15-33) : Les Européennes. **Antoine** (206-77-71), 20 h. 30 : Le Pont japonais. **Bouffes-Parisiens** (206-00-24), 21 h. : Le Charlatan. **Comédie-Caumartin** (742-43-41), 21 h. 10 : Boiling-Boiling. **Danone** (261-69-14), 21 h. : Remarquez-moi. **Huchette** (226-35-59), 20 h. 30 : La Cantatrice chauve ; 19 h. 30 : Une heure avec Baudelaire. **Lucernaire** (544-37-34), 19 h. 30 : Les Femmes de l'air. **Le Petit Prince** (222-11-02), 20 h. 30 : Le Petit Prince. **Le Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air.

**HARRY** (A. V.J.), République, 17 h. (222-15-33) : Les Européennes. **Antoine** (206-77-71), 20 h. 30 : Le Pont japonais. **Bouffes-Parisiens** (206-00-24), 21 h. : Le Charlatan. **Comédie-Caumartin** (742-43-41), 21 h. 10 : Boiling-Boiling. **Danone** (261-69-14), 21 h. : Remarquez-moi. **Huchette** (226-35-59), 20 h. 30 : La Cantatrice chauve ; 19 h. 30 : Une heure avec Baudelaire. **Lucernaire** (544-37-34), 19 h. 30 : Les Femmes de l'air. **Le Petit Prince** (222-11-02), 20 h. 30 : Le Petit Prince. **Le Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air.

**SOLARIS** (Sov., v.o.) : Comos, 8 h. (222-15-33) : Les Européennes. **Antoine** (206-77-71), 20 h. 30 : Le Pont japonais. **Bouffes-Parisiens** (206-00-24), 21 h. : Le Charlatan. **Comédie-Caumartin** (742-43-41), 21 h. 10 : Boiling-Boiling. **Danone** (261-69-14), 21 h. : Remarquez-moi. **Huchette** (226-35-59), 20 h. 30 : La Cantatrice chauve ; 19 h. 30 : Une heure avec Baudelaire. **Lucernaire** (544-37-34), 19 h. 30 : Les Femmes de l'air. **Le Petit Prince** (222-11-02), 20 h. 30 : Le Petit Prince. **Le Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air. **Théâtre de la Ville** (222-11-02), 21 h. : Les Femmes de l'air.

**Le monde des années-lumière approche...**  
**L'HUMANOÏDE**

704.70.20



Le Monde

# équipement

## ENVIRONNEMENT

### LES ÉCOLOGISTES VONT REPRENDRE LA MER

## Derniers combats pour les baleines

Le « Combattant de l'océan », bateau armé par les volontaires de l'Organisation internationale Greenpeace, va reprendre la mer pour tenter de sauver encore quelques baleines. Après sa campagne contre les baleiniers islandais, au mois de juin, et son arrestation par les gardes-côtes, l'équipage se rend à Lorient, un port des îles Shetland. L'appareil sera sous pavillon de la chasse continue partout dans l'Antarctique, dans le Pacifique comme en Atlantique nord.

Mais jamais la campagne des écologistes n'avait pris un tour aussi mouvementé. En juin, c'était la grève contre les Islandais et la riposte des autorités. En juillet, le théâtre des opérations s'est déplacé vers le Portugal. Alors que le *Sierra*, bateau chypriote armé par un Sud-Africain, appareillait de Porto pour chasser la baleine au large du Portugal, il fut éperonné par le *Sea Shepherd*. Celui-ci est un bris-glace appartenant à l'association *Funds for Animals*. Il est mené par une sorte de commando suicide de trois hommes, machines brisées et coque trouée. Le *Sierra* a abandonné. Mais le bateau des écologistes a été saisi et ceux-ci jetés provisoirement en prison. Pendant ce temps, à Lorient, on élagueait la commission baleinière internationale, sept mille pêcheurs des animaux manifestant à Trafalgar Square.

L'agressivité des écologistes se nourrit de leur impudence croissante devant les tentatives de réaction internationale. Les baleiniers sont en danger : la plupart des experts s'accordent à le reconnaître, quatre espèces ont pratiquement disparu. D'autres sont menacées comme le rorqual bleu, le plus grand mammifère connu, mesurant jusqu'à trente-trois mètres de long et dont le poids peut atteindre cent vingt tonnes.

Selon certaines estimations, le nombre de baleines comptait deux millions et demi d'individus vers 1930 et n'en comptait plus que six cent mille aujourd'hui. En réalité, le comité scientifique qui doit conseiller la commission baleinière se déclare incapable de dire combien il reste de grands cétacés et à quelle heure leur troupeau s'annule. Seules constatations : on voit moins de baleines qu'autrefois ; celles qui sont capturées sont de plus en plus jeunes et petites, la gestation des femelles, qui, normalement, ne se reproduisent que vers deux à quinze ans, est de plus en plus précoce. Signes concordants que l'espèce est au-dessous de son taux de remplacement.

Faut-il vraiment se battre pour sauver les géants des mers ? Les écologistes, soutenus par l'opinion des pays développés, pensent que oui. Les baleiniers sont non seulement les plus gros mammifères du globe, mais ils comptent parmi les plus intelligents. Pourrait-on les faire disparaître de la surface de la mer ? Les baleiniers, soutenus par l'opinion des pays développés, pensent que oui. Les baleiniers sont non seulement les plus gros mammifères du globe, mais ils comptent parmi les plus intelligents.

En trente ans, les pays membres de la commission (1) sont passés de douze à vingt-trois. Les quotas, eux, n'ont cessé de s'annuler. Les trente-sept mille prises autorisées en 1974 ont dégringolé cette année à moins de quinze mille. Se montrant de plus en plus sensibles aux arguments des protectionnistes, la commission a également décidé d'interdire la chasse de toutes les espèces à partir de navires-usines, sauf la baleine de Minke. Il s'agit d'un petit rorqual, mesurant au maximum 10 mètres de long, encore abondant dans la plupart des

mers. En outre, une immense « réserve » a été délimitée dans l'océan indien entre les côtes d'Afrique et celles d'Australie. Parallèlement à ces mesures collectives, cinq pays, dont la France et la Grande-Bretagne, ont décidé, quant à eux, de mettre l'embargo sur les produits baleinières.

Les « conservationnistes » se félicitent de ces « petits pas », mais les jugent trop timides. Tous les pays chasseurs ne font pas encore partie de la commission et ne sont donc pas tenus par ses décisions. C'est le cas de la Thaïlande et de la Chine. Certains autres, comme le Japon et l'U.R.S.S., ne veulent guère à l'application stricte des mesures prises. Des bateaux soviétiques ont été filmés, en 1978, capturant des cétacés d'une taille inférieure à la dimension autorisée. Le Japon tourne la difficulté en faisant travailler des flottes étrangères. Ainsi le *Sierra* et son sister ship le *Tonna* chassent en Atlantique sous pavillon de Chypre. Des experts nippons se trouvent à bord et les cargaisons avaient discrètement transbordées dans les ports portugais sur des cargos battant pavillon du Soudan. Le *Tonna* a coulé l'an dernier, au cours d'une tempête, sous le poids des baleines qu'il transportait. Le *Sierra*, éperonné par le *Sea Shepherd*, est en cale sèche. Mais d'autres « pirates » seraient prêts à prendre la relève.

Enfin, l'embargo sur les produits baleinières reste assez théorique. Les militants français de Greenpeace ont acheté récemment dans un célèbre magasin d'alimentation des conserves de baleine en provenance de Tokyo.

Pour en finir, les États-Unis — qui, il est vrai, n'ont pas voté la baleine — proposent, depuis 1972, d'interdire toute chasse pendant quelques années. La temps pour les troupeaux de se « refaire ». Cette idée d'un moratoire ne fut soutenue au départ que par quatre pays. Or

le règlement de la commission veut que, pour être adoptée, toute mesure soit votée à la majorité des trois quarts. On en était fort loin. En 1974, des personnalités comme le prince Bernhard des Pays-Bas et le duc d'Edimbourg se lancèrent dans le bataillon au côté des protectionnistes. Le nombre des pays protecteurs a presque triplé, mais le quorum n'est toujours pas atteint. Cette année, onze délégations, dont celle de la France, ont voté pour le moratoire, six se sont abstenues et six l'ont rejeté.

Les écologistes s'irritent de ces tentatives diplomatiques. En 1974, certains d'entre eux ont créé la fondation Greenpeace (2) (la paix verte), mais de palabres, de l'action directe, plus non-violente. Ils achètent un vieux chalutier britannique, le *repèrent* et cinglent vers les lieux de chasse. D'abord le Pacifique. Pendant trois ans, ils harcelèrent les Soviétiques et les Japonais. Puis l'Atlantique. Cette fois, ils ont enlevé le *Sierra* et l'ont relâché. La tactique est au point. On se place dans le sillage des chasseurs. Dès que les baleines sont en vue, on file sur des dinghies s'interposant entre le canon-harpon et la bête. Il faut du culot, mais ça paye. Les heures perdues par les navires-chasseurs coûtent cher.

### Et maintenant les dauphins

Les pays baleinières sont exaspérés par ces manières de forcenés pacifistes. Pour continuer leur pratique, ils invoquent des impératifs économiques. En fait, Soviétiques et Japonais raflent 80 % des prises à l'aide d'une demi-douzaine de navires-usines. Les Japonais sont les seuls à manger du steak de baleine : 75 000 tonnes en 1976. Ils en approvisionnent les cantines scolaires et les restaurants de luxe. Rien de tout cela n'est essentiel. Les produits de substitution ne manquent nullement. Les nations baleinières qui d'opposent au moratoire (Japon, U.R.S.S., Corée du Sud, Islande, Espagne, Pérou) savent qu'elles mènent un combat d'arrière-garde. Le Brésil vient de décider que la chasse sera interdite jusqu'à 200 milles de ses côtes à partir de 1981. Et les autres sont invitées à profiter du délai pour se reconstruire. Il est pro-

bable que les autres pays d'Amérique du Sud en feront autant. La chasse à la baleine est une activité résiduelle, quasi fossile, qui n'en a plus pour très longtemps. Les protectionnistes s'intéressent déjà à d'autres animaux marins. Au Japon, on massacre les dauphins par milliers pour les mettre en bûches, en Grecs, on les pourchasse parce qu'ils font concurrence aux pêcheurs. « Ce prétexte a été invoqué par les tueurs de phoques », disent les écologistes. Les phoques ont disparu en mer du Nord, puis les poissons et, bien entendu, les pêcheurs. En écologie tout se tient. Protéger les bêtes, c'est protéger l'homme.

MARC AMBROISE-RENDU.

● *Coquillages dangereux près de l'Europe*. — Une centaine d'espèces de coquillages dangereux pour la santé humaine ont été trouvés dans une trentaine d'autres dans le secteur de l'écamp ont été plus ou moins gravement intoxiqués par des coquillages ramassés sur les côtes de la région du Havre et de la Manche. Les affaires maritimes de l'écamp ont-elles interdit totalement la pêche des coquillages entre l'écamp et l'écamp. Les affaires maritimes de l'écamp ont-elles interdit totalement la pêche des coquillages entre l'écamp et l'écamp.

## TRANSPORTS

### Plus d'amiante dans le métro parisien

Le métro ne circulera plus, du 11 au 15 août, sur la ligne Vincennes-Neuilly, entre les stations Châteaude-Vincennes et Nation. Motif : l'enlèvement des revêtements à base d'amiante qui insonorisent le tunnel du métro sur une quinzaine de mètres à la station Bérault.

C'est en 1978 que la R.A.T.P. a pris la décision de renoncer à utiliser l'amiante pour l'isolation phonique et thermique de ses installations. Les particules d'amiante, qui se détachent des plaques de revêtement, sont la cause de graves maladies pulmonaires, dont la plus connue — elle est reconnue comme maladie professionnelle — est l'asthme. La R.A.T.P. a pris en compte un décret d'août 1977, qui réglemente plus sévèrement l'usage de l'amiante et fixe des normes de concentration des particules dans l'atmosphère. Un rapport des médecins du travail R.A.T.P. et les demandes des syndicats ont fait le reste. Bien que les analyses effectuées dans les stations du métro aient démontré que la teneur de l'air en amiante était cinquante fois inférieure aux normes américaines les plus sévères (0,5 fibre par centimètre cube), la R.A.T.P. a pris le parti de la prudence.

Dans tous les postes à haute tension qui sont isolés avec de l'amiante blanc, l'enlèvement des revêtements sera achevé avant la fin de l'année. Dans les stations de la ligne Vincennes-Neuilly, les travaux de démantèlement ont commencé. Les équipes de la R.A.T.P. ont commencé à démanteler les revêtements à base d'amiante. Les équipes de la R.A.T.P. ont commencé à démanteler les revêtements à base d'amiante.

tion de construction récente, comme Saint-Denis, La Défense, Châteaude-Vincennes et Nation, des autobus seront mis en service. Ils s'arrêteront à proximité immédiate des bouches de métro.

### MANIFESTATION AU HAVRE AUTOUR DU PAQUEBOT «FRANCE»

L'union locale C.G.T. du Havre a appelé les « travailleurs et la population » à manifester ce vendredi 10 août, à 18 heures, à proximité du « France » (l'ex-paquebot « France »), gardé par la police, pour obtenir que les travaux de transformation envisagés par son nouveau propriétaire soient entrepris au Havre.

Aucune décision n'a été prise quant au choix du chantier naval auquel doit être confiée la transformation du paquebot, mais une commande de 120 millions de francs vient d'être passée par la S.N.C.F. aux Ateliers et Chantiers du Havre, à l'annonce de M. Antoine Buisson, député R.P.R. de Seine-Maritime, après son entretien au ministère des transports. M. Buisson a précisé que cette commande — un car-ferry transmanche de 20 000 tonnes — représente la moitié du coût des travaux qui seraient effectués sur le « France ».

Selon des rumeurs persistantes, mais non confirmées, l'armateur du « Norway » aurait l'intention de faire remorquer le navire hors du port normand. Une « visite de partance » a été faite ces jours derniers, mais le nouveau capitaine est absent de France pendant tout le week-end et les autorités havraises indiquent que l'armateur n'a pas reçu, l'instant d'« autorisation de navigation ».

## CARNET

### Remerciements

Mme Pierre BONNICHON, profondément émue de la marque d'amitié et d'affection reçues, remercie tous ceux qui par leurs lettres, ont contribué à la réalisation de son ouvrage.

M. Gilbert CHAIGNE, Mme Gilbert CHAIGNE, née Marie-Madeleine, Mme Marie-Christine Garmy, M. Gilles CHAIGNE, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil, par leur présence aux obsèques ou envoi de cartes.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de « Carnet de Monde », sont priés de joindre à leur envoi de la somme de 10 francs pour faciliter la tâche de nos collaborateurs.

### Messes anniversaires

— A l'occasion du dixième anniversaire de la disparition de M. Léon ROUSSEAU, une messe est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, et restent fidèles à son souvenir.

— Il y a un an, Germaine SIX, nous quittait, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée. A son intention, une messe sera célébrée à l'abbaye Notre-Dame-du-Fort, à Lorient, en y associant le souvenir de son mari.

Philippe SIX, architecte, décédé le 25 septembre 1974.

— Pour le dixième anniversaire de la disparition de M. Aline SZERYNG, une messe est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée. Georges et Henryk Szeryng.

### Communications diverses

— Strasbourg, bibliothèque municipale, 3, rue Kuhn : Robert Belz, traducteur et éditeur, août 1979.

SCHWEPPE « Indian Tonie » et SCHWEPPE Lemon, les deux inséparables de SCHWEPPE.

### Naissances

— Jean et Paule DUREY, ainsi que leur fille, ont célébré la naissance de Célestine.

— M. et Mme Michel GUILMAIN ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

— Paris, le 8 août 1979. Rue du Grand-Mont, Tigeaux, 77185 Montesson.

— M. Daniel ROSSIGNOL et Mme, née Michèle, ont célébré la naissance de leur fils.

— Lucie, Marseille, 7 août 1979.

### Marriages

Alexandre BALTA et Bernadette SAUVEBOIS, ont la joie de faire part de leur mariage, le samedi 11 août 1979, à 14 heures, à la mairie de la Favorite, 94350 Villiers-sur-Marne.

— M. et Mme Michel GUSTIN ont la joie de faire part de leur mariage, le 4 août 1979, à 14 heures, à la mairie de la Favorite, 94350 Villiers-sur-Marne.

— M. et Mme Michel GUSTIN ont la joie de faire part de leur mariage, le 4 août 1979, à 14 heures, à la mairie de la Favorite, 94350 Villiers-sur-Marne.

— M. et Mme Michel GUSTIN ont la joie de faire part de leur mariage, le 4 août 1979, à 14 heures, à la mairie de la Favorite, 94350 Villiers-sur-Marne.

— M. et Mme Michel GUSTIN ont la joie de faire part de leur mariage, le 4 août 1979, à 14 heures, à la mairie de la Favorite, 94350 Villiers-sur-Marne.

— M. et Mme Michel GUSTIN ont la joie de faire part de leur mariage, le 4 août 1979, à 14 heures, à la mairie de la Favorite, 94350 Villiers-sur-Marne.

— M. et Mme Michel GUSTIN ont la joie de faire part de leur mariage, le 4 août 1979, à 14 heures, à la mairie de la Favorite, 94350 Villiers-sur-Marne.

— M. et Mme Michel GUSTIN ont la joie de faire part de leur mariage, le 4 août 1979, à 14 heures, à la mairie de la Favorite, 94350 Villiers-sur-Marne.

### Décès

— M. Pierre LAFFITTE, M. Alexis GUCKEN, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LAFFITTE, décédé le 8 août 1979.

— M. et Mme Pierre LAFFITTE, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LAFFITTE, décédé le 8 août 1979.

— M. et Mme Pierre LAFFITTE, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LAFFITTE, décédé le 8 août 1979.

— M. et Mme Pierre LAFFITTE, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LAFFITTE, décédé le 8 août 1979.

— M. et Mme Pierre LAFFITTE, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LAFFITTE, décédé le 8 août 1979.

— M. et Mme Pierre LAFFITTE, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LAFFITTE, décédé le 8 août 1979.

— M. et Mme Pierre LAFFITTE, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LAFFITTE, décédé le 8 août 1979.

— M. et Mme Pierre LAFFITTE, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LAFFITTE, décédé le 8 août 1979.

— M. et Mme Pierre LAFFITTE, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LAFFITTE, décédé le 8 août 1979.

— M. et Mme Pierre LAFFITTE, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre LAFFITTE, décédé le 8 août 1979.







AFFAIRES

SOCIAL

Washington aide Chrysler

(Suite de la première page.)

Le gouvernement «écoute» enfin l'idée soumise par Chrysler de relayer cette aide au coût de mise en application des règlements fédéraux concernant la consommation de carburant des automobiles, la sécurité et la pollution. Il n'y aura pas de marchandage sur ce point, mais les demandes de Chrysler de dérogation à certains règlements continueront d'être prises en considération.

Le rôle du Congrès, qui ne pourra discuter du projet qu'après son retour de vacances, en septembre, laisse planer une grande incertitude sur les modalités et même la bonne fin de l'opération, car les parlementaires, travaillant par des courants contradictoires, ne manquent pas de retarder ce plan à leur goût. M. Riccardo,

P.-D. G. de Chrysler, s'est néanmoins déclaré jeudi «extrêmement encouragé» par le message de M. Miller.

La coopération est moins nette du côté des syndicats. Les représentants du personnel de Chrysler, membres du syndicat des travailleurs de l'automobile (U.A.W.), ont voté jeudi une résolution excluant le «service» extrême et injustifié que serait un «gel» des salaires pendant deux ans, comme l'avait demandé la direction de la firme. Sans annoncer encore de concession spécifique, la direction de l'U.A.W. a laissé entendre que l'accord salarial qui doit être négocié cette année chez Chrysler pourrait être moins avantageux que ceux qui vont être conclus entre-temps avec les deux autres «grands» de l'automobile, Ford et General Motors.

MICHEL TATU.

L'O.P.A. de la Lyonnaise des eaux sur les Pompes funèbres

Vendue d'avance?

Comment une société prospère détenant une position largement dominante dans son secteur et nourrissant de grandes ambitions industrielles peut-elle — avec le soutien — accepter de se faire racheter par un grand groupe ? C'est la question que l'on se pose dans les milieux financiers à propos de l'offre publique d'achat (O.P.A.) lancée par la Lyonnaise des eaux sur le capital des Pompes funèbres.

Dans une conférence de presse commune, les deux présidents ont bien donné une explication : l'opération s'inscrit «dans le cadre d'une stratégie visant à développer l'aspect industriel et international de nos activités d'entreprises». Mais, pour beaucoup, la Lyonnaise des eaux, ainsi que les trois grandes banques nationales et le groupe U.A.P. qui participent à l'opération, tentent tout simplement de «remplacer» d'un énorme «franchise» l'ancien propriétaire, le groupe des pompes funèbres.

L'affaire a été menée rapidement. Le 26 juin, M. Courdon, président des Pompes funèbres, reçoit la visite de M. Chausse, qui préside, lui, aux destinées de la Lyonnaise des eaux. M. Chausse annonce à son interlocuteur que c'est son groupe qui, le matin même, a saisi la Chambre syndicale des agents de change d'un projet d'O.P.A. sur les Pompes funèbres.

«Va-t-il y avoir bataille boursière ? Le prix offert par la Lyonnaise des eaux, soit 500 F par action, pour un cours de Bourse de 345 F le 19 juin. Mais, d'une part, l'usage boursier veut qu'un tel usage ne soit pas autorisé, et d'autre part, les Pompes funèbres ont encore de belles perspectives. Il suffit pour s'en convaincre, de se reporter à la note d'information de la Commission des opérations de Bourse à leur sujet. Pourtant, il n'y aura pas bataille. A la stupéfaction de la Chambre syndicale, le conseil d'administration unanime a accepté quelques jours plus tard aux actionnaires d'accepter l'offre de la Lyonnaise.

«Le conseil, qui détient, en comptant, moins de 1 % du capital, outrepassa ses droits en recommandant aux porteurs «serieux» de se faire racheter par la Lyonnaise. L'Etat détient dans la Société anonyme des pompes funèbres, «Nous avons d'abord essayé de

résister», répliqua un dirigeant de la société. «Mais, nous ne pouvions pas trouver des alliés sérieux et après avoir obtenu de solides garanties sur la pérennité de notre entreprise, nous avons tous capitulé. De tous côtés, l'offre était jouée d'avance». La Lyonnaise des eaux aurait, en fait, averti dès le premier jour la société convoitée qu'il était en quelque sorte inutile de résister. Les «autorités concernées» ayant déjà donné leur accord à l'opération.

En bonne logique

Si tel est bien le cas, la procédure habituelle n'a pas été respectée : l'accord du ministre de l'économie ne peut jamais, en bonne logique, précéder la saisine de la Chambre syndicale des agents de change. La tradition veut, en effet, que ce soit elle qui saisisse du projet d'O.P.A. un comité — un triumvirat — mis en place en 1978 par le ministre de l'économie. Ce groupe est chargé de conseiller M. Monory sur l'opportunité d'adopter face à de telles affaires et de vérifier notamment que le rapprochement envisagé respecte bien les lois de la concurrence. Ensuite, seulement, le ministre décide ou non de saisir la commission de la concurrence et des prix pour instruire un dossier plus complet.

Or dans le cas présent, cette commission n'a pas été saisie, ce qui ne manque pas d'étonner. D'abord parce qu'il s'agit de deux entreprises de services publics qui détiennent déjà des positions dominantes dans leurs domaines respectifs. Ensuite, parce que ces deux entreprises ont les mêmes objectifs à savoir : la collectivité locale, dont on voit mal comment ils pourront résister — si l'O.P.A. réussit — à l'indéniable nécessité de s'élargir, pour le traitement et la distribution de l'eau, le ramassage des ordures, les travaux routiers, et maintenant le gardiennage et les pompes funèbres à un seul et même groupe. Comment la sacro-sainte concurrence pourra-t-elle s'exercer dans ces secteurs ?

Enfin, faut-il rappeler que la loi relative aux sociétés anonymes a fait l'objet le 27 juillet dernier (le Monde date 29-30 juillet) d'un rappel à l'ordre pour élimination d'abus ? Les lois de la concurrence insistent en ce moment même — si aucun contre-ordre n'a été donné — un dossier contre la Lyonnaise des eaux.

En tout cas, si l'O.P.A. réussit, il s'agira d'un bien joli cadeau de bienvenue au futur président de la Lyonnaise des eaux, M. Jérôme Monod.

PATRICE CLAUDE.

QUATRE CONSTRUCTEURS VONT SE PARTAGER LE MARCHÉ DE L'ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE

La Direction générale des télécommunications a retenu quatre constructeurs pour la réalisation de l'annuaire électronique de l'Etat. Les quatre entreprises sont : Thomson, Telle (groupe C.G.E.) et T.R.T. — La Radiotechnique (groupe Philips) — pour la fabrication de l'annuaire électronique qui va progressivement remplacer les annuaires papier. Les quatre entreprises ont été choisies par la Direction générale des télécommunications le 22 mars 1979.

L'annuaire électronique, composé d'un petit écran de 20 centimètres, noir et blanc, et d'un clavier à touches branché sur le téléphone, permettra aux abonnés d'avoir, dans l'instant, le renseignement téléphonique souhaité. Le D.G.T. va déjà commander une première série de mille appareils livrables en 1980. Les abonnés du département d'Ille-et-Vilaine seront les premiers équipés à la fin de 1981. Vers 1982, la D.G.T. estime que les trente-quatre millions d'abonnés au téléphone en France auront tous accès à ce terminal annuaire. Le prix de ces appareils étant estimé à 400 F, et à la charge des P.T.T., les industriels ont pour les industriels un marché de plus de 10 milliards de francs sur une douzaine d'années.

La D.G.T. a également fait connaître son choix en matière de télécopieurs grande diffusion (le Monde des 10 février et 9 août 1979). Le matériel de Thomson a été retenu, mais les P.T.T. vont demander, pour trois années, des télécopieurs de la gamme industrielle (SAGEM, CIT-Alcatel et Matra) de reformuler une proposition afin que l'administration agréée, d'ici la fin de l'année, un second appel.

Rappelons que c'est également le groupe Thomson qui a été choisi par les P.T.T. pour équiper en terminaux vidéo (système par lequel l'abonné de dialogue avec des banques de données) le réseau expérimental qui va être mis en place à Velly, dans la région parisienne, en 1980.

Les réactions aux conclusions du conseil des ministres

La C.F.T.C. : il faut autre chose que de simples promesses

Réagissant aux propos tenus à la suite du conseil des ministres du 8 août par M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, jeudi à Antenne 2 Midi (le Monde du 10 août), M. Jean Bonnaud, secrétaire général de la C.F.T.C., estime qu'il est regrettable que le gouvernement ait attendu une flambée de protestations après ses récentes décisions pour songer à quelques compensations sociales. Mais il faut autre chose que de simples promesses au sujet des prestations familiales ou du SMIC pour donner aux salariés le sentiment d'une politique équilibrée.

«Une priorité, poursuit M. Bonnaud, doit de plus en plus être donnée à la création d'emplois, mais les salariés ne peuvent renoncer à leurs droits sur les résultats de leur travail, qui sont soit sous forme de salaires, de réduction de la durée du travail, ou de participation à l'enrichissement de leurs entreprises. Il appartient donc au gouvernement de ne pas stériliser la politique contractuelle».

M. Boulin ayant affirmé que sa parole «était ouverte en permanence», M. Jean Bonnaud, président de la C.G.C., réplique de son côté dans une lettre ouverte au ministre : «Vous avez chanté les merveilles de la loi, mais n'avez-vous pas été entendu par votre premier ministre, car nous voudrions bien pouvoir discuter

relance sectorielle, redéploiement industriel, réduction du temps de travail, réforme fiscale, c'est-à-dire des remèdes que nous préconisons pour améliorer l'emploi. Le président de la C.G.C., qui a contesté fermement que M. Barre ait tenu son pari de maintenir le pouvoir d'achat, car les cadres voient leur diminution chaque année de 3 %, souligne que le ministre du travail et de la participation n'a pas répondu aux questions posées concernant la justice fiscale, et l'impact sur les fortunes alors que, pour la C.G.C., la réforme de la fiscalité dans le sens d'une plus grande équité est la condition nécessaire à l'instauration d'une véritable solidarité nationale.

M. Jean Bonnaud a déclaré d'ailleurs que son organisation était prête à participer à une éventuelle journée de grève générale, en septembre ou octobre, avec les centrales ouvrières. La dernière participation de la C.G.C. à une journée de grève nationale remonte au 24 mai 1977, date à laquelle les cinq syndicats représentatifs et la FEN avaient protesté contre le gel du pouvoir d'achat et le blocage des négociations salariales.

L'UNAF : redresser le pouvoir d'achat des prestations familiales

L'Union nationale des associations familiales rappelle dans un communiqué être intervenue auprès du gouvernement pour regretter que la majoration uniforme de la cotisation d'assurance-maladie ait pour conséquence de supprimer pour les familles à revenus modestes l'amélioration du pouvoir d'achat des prestations familiales.

«Au-delà des mesures immédiates indispensables, elle rappelle qu'en période de glissement rapide des prix, il est nécessaire d'appliquer à l'évolution des prestations familiales des règles plus équitables notamment à travers leur majoration bi-annuelle. Mais des réformes profondes s'imposent pour tenir un plus juste compte du coût familial de l'enfant. L'UNAF a donc demandé la mise en œuvre d'un plan précis de redéploiement de la compensation des charges familiales».

ÉLECTIONS PRUD'HOMALES : le dépôt des listes de salariés est fixé au 20 septembre

La date limite pour le dépôt des listes nominatives de salariés en vue des élections prud'homales est fixée au 20 septembre, indique-t-on au ministère du travail et de la participation. Un décret à paraître au Journal officiel doit confirmer cette décision, qui donne en grande partie satisfaction au C.N.P.F. et à la C.G.T. qui avaient demandé que cette date soit repoussée au 30 septembre. Le scrutin reste fixé au 12 décembre. Selon la rue de Grenelle, 71 % de salariés sont déjà inscrits à Paris et 60 % à 90 % en province, selon les régions.

L'indication de la domiciliation des salariés — personnelle ou professionnelle — que la loi ne tranche pas, continue d'être l'objet d'une polémique. La plupart des employeurs, auxquels les salariés ne sont pas tenus d'indiquer leur adresse privée, ont opté pour la domiciliation à l'entreprise.

Les syndicats craignent des «manipulations» de courrier. A toutes fins utiles, il faut rappeler que, s'il en coûte une amende de 100 F à 500 F à l'employeur qui ne déclare pas le salarié à la mairie, l'article 187, alinéa 2 du code pénal est actuellement plus sévère avec le détournement du courrier et toute suppression, toute ouverture de correspondances adressées à des tiers, faite de mauvaise foi, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 500 F à 5 000 F ou à l'une de ces deux peines seulement.

Identification par rayons laser  
Visite de la faille  
DIAMANT INVESTMENT  
SPRL  
DIAMANTS

Ex. 1 et 1/2 pur 10 x 10 x 20 mm FF  
(Prix au 31 mai 1979)  
9 7500 TONNARD, bd Lapeyrolle 33016  
tél. 18.3200 22185 - Duvion les  
jardins de 1510 à 1815 sur la route  
de 9h à 12h et de 14h à 17h sur R.V.

La meilleure ou la pire des choses

La décision prise par le gouvernement américain de venir en aide au groupe Chrysler annonce-t-elle un changement d'attitude dans les relations entre l'administration et l'industrie ? Va-t-on voir l'Etat fédéral voler au secours d'autres entreprises en difficulté ? Il ne le semble pas. Tout indique, au contraire, qu'il s'agit de régler un dossier bien particulier, comme on l'a vu fait en 1971, lorsque l'Etat américain avait accordé à la firme aéronautique Lockheed sa garantie pour des emprunts bancaires d'un montant de 250 millions de dollars.

Reste que, dans le pays qui symbolise aux yeux de beaucoup le libre entreprise, l'Etat intervient pour corriger les effets du marché et aider une firme qui — incontestablement — a généré que ses concentrations nationales par les nouvelles normes automobiles imposées par l'administration — a aussi commis des erreurs de gestion. Voilà qui risque d'être à l'origine, et ailleurs, de faire franchir quelques pas.

Valme querelle. Il est aussi absurde, au nom des principes, de réclamer à cet Etat une aide de l'Etat que de la réclamer car systématiquement lorsqu'elle est accordée, l'aide publique peut en effet s'avérer la pire

ou la meilleure. La pire si elle est consentie pour sauver une entreprise non viable, si son utilisation n'est pas contrôlée, si son contrôle n'est pas assorti de conditions claires, si l'Etat ne s'est pas engagé à des bénéfices précis en contrepartie.

La meilleure, au contraire, si elle permet à une entreprise de traverser une phase difficile, si elle répond à une stratégie globale — dans le cadre de l'organisation d'un secteur, par exemple, — si enfin l'opinion publique n'a pas l'impression que l'Etat se comporte comme un bailleur de fonds ordinaire. En fait, ce n'est qu'aux résultats obtenus que l'on peut juger du bien-fondé de l'intervention de la puissance publique dans de telles affaires. Un risque existe toujours de voir les fonds publics engloutis.

C'est bien la raison pour laquelle tout doit être transparent dans ce domaine, ce qui n'est pas toujours le cas en France, c'est le moins qu'on puisse dire. La secrétaire au Trésor américain, M. Miller, en annonçant que le gouvernement américain était prêt à aider Chrysler, a bien précisé que le Congrès serait saisi et que c'est lui, finalement, qui déciderait. Les parlementaires français vont réver... — Ph. L.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

FORTE POUSSÉE DES PRIX DE GROS EN JUILLET

L'indice des prix de gros aux États-Unis a augmenté de 1,1 % en juillet en raison notamment de la hausse des produits pétroliers.

Le relèvement du prix de l'essence, ont indiqué les pouvoirs publics, a été de 3,9 % durant le mois de juillet et celui du prix du mazout de 9 %. Les prix de ces deux produits ont fait des bonds de 39 % et 52 % par rapport à juillet 1978. Les prix des produits alimentaires sont, en revanche, demeurés stables alors qu'on prévoyait une baisse saisonnière.

Le mois précédent, la hausse des prix de gros (+0,5 %) s'était ralentie. — (A.F.P.)

● Légère progression du chômage aux États-Unis. — Le taux de chômage américain est passé de 5,6 % de la population active en juin à 5,7 % en juillet. Pour le porte-parole de la Maison Blanche, M. Jody Powell, cette hausse de 0,1 % indique que la récession n'a pas encore frappé pleinement les États-Unis et conforte le président Carter dans son refus de modifier sa politique économique. — (Reuters).

● La production de Chrysler-Grande-Bretagne sera totalement arrêtée la semaine prochaine. La direction de la société, qui est passée depuis un an sous le contrôle de P.S.A. Peugeot-Citroën, a annoncé le 9 août que les sept mille ouvriers de son usine de montage de Lincoln seront mis à pied le 15 août. Du fait des grèves qui, depuis plus de cinq semaines, paralysent la production de pièces et d'éléments aux usines de Stoke et de Ryton, l'usine de Lincoln, qui monte les voitures Avenger, Sunbeam et Alpine, ne peut plus être approvisionnée normalement. Les salariés grévistes réclament des augmentations de salaires supérieures à celles proposées par la direction (+5,5 %).

LES BANQUES ÉTRANGÈRES ONT RENFORCÉ LEURS IMPLANTATIONS

Les banques étrangères ont considérablement renforcé ces dernières années leurs implantations aux États-Unis. Selon un rapport officiel qui vient d'être rendu public à Washington, le nombre des filiales de banques étrangères établies aux États-Unis a triplé, passant de la fin 1972 à 1978, de cent quatre à trois cent dix-huit.

Ce renforcement se serait surtout opéré par le biais de rachats de banques américaines. Le mouvement s'est accéléré en 1977-1978. Les banques étrangères ayant voulu s'implanter avant que le Congrès n'adopte des dispositions rendant plus difficile leur installation sur le sol américain. Les trois cent dix-huit filiales de banques étrangères, qui sont principalement implantées dans trois États : New-York, Illinois et Californie, ont pris 13,5 % du marché national des prêts industriels et commerciaux.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	EN MOIS	DEUX MOIS	QUATRE MOIS
	à 10h - 11h	20h - 21h	20h - 21h	20h - 21h
\$ E.-U. ...	4,24 - 4,25	55 - 55	55 - 55	55 - 55
\$ Can. ...	1,9225 - 1,9350	55 - 55	140 - 170	445 - 480
Yen (100) ...	2,3270 - 2,3325	80 - 80	150 - 150	400 - 400
Mark ...	2,1110 - 2,1115	25 - 25	425 - 425	540 - 540
F.S. (100) ...	74,53 - 74,590	325 - 325	425 - 425	540 - 540
F.S. (100) ...	2,5705 - 2,5745	175 - 175	250 - 250	425 - 425
L. (1 000) ...	5,1555 - 5,1565	125 - 125	250 - 250	425 - 425
£ (1 000) ...	4,9335 - 4,9355	335 - 335	250 - 250	440 - 440

TAUX DES EURO-MONNAIES

	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %
\$ E.-U. ...	10/16	10/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
Mark ...	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
F.S. (100) ...	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
F.S. (1 000) ...	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
L. (1 000) ...	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
£ (1 000) ...	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**Immobilier**

**70 - Versailles**

**91 - Essonne**

**90 - Oise**

**CHARENTAUX GOUVIEX**

**à Deauville**

**Castel Saint-Clair**

**CLARIDGE**

**location non meublée**

**location meublée**

**location commerciale**

**296-156**



## ÉNERGIE

**Le ministre du pétrole des Émirats arabes unis exprime ses réserves sur un dialogue avec la C.E.E.**

Le ministre du pétrole des Émirats arabes unis, M. Al Otaiba, a affirmé le 9 août, selon l'agence saoudienne de presse, que son pays était disposé à se réunir avec les pays industrialisés « à condition que ne soient pas abordées les questions de prix et de production », car celles-ci « relèvent des affaires internes des producteurs ». Le président en exercice de l'O.P.E.P. a ajouté qu'il n'était d'ailleurs pas possible « de parler de pétrole sans aborder les autres questions politiques et économiques. Celles-ci, nous pourrions en parler dans le cadre d'éventuelles réunions avec des pays industrialisés ».

### Vraisemblablement à Paris

Une rencontre entre les ministres chargés du pétrole des pays du Golfe et de la Communauté économique européenne n'est prévue « ni dans le proche, ni dans le lointain avenir », a conclu M. Al Otaiba, qui participait le 9 août à la réunion du comité stratégique de l'O.P.E.P. à Taïf, en Arabie saoudite.

En Europe cependant plusieurs pays semblent devoir répondre favorablement à l'initiative du Koweït et de la France d'une telle réunion, prévue, dit-on, pour la seconde quinzaine de septembre, vraisemblablement à Paris.

En République fédérale d'Allemagne, on affirme que le ministre de l'économie, M. Lambsdorff, devrait envoyer prochainement une réponse « positive » à M. Giraud. On se refuse, dans les milieux officiels, à confirmer les informations en provenance de Bruxelles, selon lesquelles la R.F.A. souhaiterait que les États-Unis soient tenus informés de toutes les phases du dialogue.

D'autre part, les Pays-Bas, tout en se déclarant en principe favorable à l'instauration du dialogue entre les pays du Golfe et la Communauté, estiment que ces pourparlers devraient se dérouler par l'intermédiaire des canaux communautaires existants. Indique-t-on de source autorisée proche du ministère néerlandais des affaires étrangères.

Voilà qui ne facilitera pas la tâche de Paris, qui aimerait éviter — pour répondre au souhait de certains pays du Golfe — la participation à cette réunion de M. Guido Brünner, commissaire européen à l'énergie. Ce dernier, qui avait pris part à Londres, le 30 juin, à la rencontre entre la C.E.E. et le comité stratégique de l'O.P.E.P., avait ensuite souligné l'irréconciliable des membres de l'O.P.E.P. par des déclarations peu diplomatiques (le Monde du 14 juillet). De ce fait, les négociations entre la C.E.E. et les pays du Golfe avaient failli être rompues.

### LES ÉLUS COMMUNISTES DÉNONCENT LES HAUSSES CONSIDÉRABLES DES CHARGES DE CHAUFFAGE

Une centaine de parlementaires, maires et conseillers communistes de l'Ile-de-France, se sont rassemblés le 9 août devant le ministère de l'économie pour demander l'abrogation de l'arrêté interministériel du 28 juin 1979 sur le contingentement du fuel domestique. « La hausse des prix d'une part, l'encadrement d'autre part, constituent deux méthodes employées simultanément pour atteindre le même objectif : favoriser les géants de l'industrie et de la finance », a souligné M. Rosette, sénateur (P.C.) du Val-de-Marne

**LA BAISSSE DES PRIX PÉTROLIERS SE CONFIRME SUR LE MARCHÉ DE ROTTERDAM**

La baisse des prix du pétrole sur le marché libre de Rotterdam se poursuit, indique le Bulletin pétrolier, hebdomadaire publié par la C.E.E. et qui porte sur la dernière semaine de juillet.

En effet, précise le Bulletin, le niveau des prix hors taxes en dollars des principaux produits pétroliers dans la C.E.E. a augmenté en moyenne de 49 % par rapport à fin décembre 1978 et de 2 % par rapport au 30 juillet dernier. Si le niveau des prix s'était aligné sur celui des notations de Rotterdam, la hausse aurait atteint, le 30 juillet, 92 %. Le 30 juillet, cette hausse aurait été de 99 %.

À la date du 30 juillet, les hausses de prix hors taxes par rapport à fin décembre 1978 ont été en moyenne, dans la C.E.E., les suivantes : essence super, + 42 % contre 37 % le 30 juillet dernier ; essence ordinaire, + 42 % (inchangé) ; gasoil, + 42 % contre 41 % ; fuel-oil domestique, + 58 % contre 56 % ; fuel lourd, + 45 % (inchangé). — (A.F.P.)

et président du groupe communiste au Sénat, qui a été reçu par un haut fonctionnaire du ministère.

Les élus communistes ont témoigné de l'augmentation « considérable » des charges de chauffage des communes du fait de la hausse du prix du fuel et de la décision des distributeurs de ne pas attribuer de rabais à leurs clients du fait de la pénurie actuelle. Il est inadmissible, ont-ils affirmé, que les habitants soient les premières victimes de cette situation.

## AGRICULTURE

**La conférence sur la réforme agraire et le développement rural a eu « une portée considérable et novatrice », nous écrit son secrétaire général**

M. Herman Santa Cruz, secrétaire général de la conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, qui s'est tenue à Rome du 11 au 20 juillet dernier, estime que les interprétations que le Monde a données du 22-23 juillet « donnent de cette conférence, « tendant à minimiser l'importance de la portée pourtant considérable et novatrice des textes approuvés à l'unanimité ». Voici les principaux passages de sa lettre.

Pour la première fois, nous disposons maintenant d'une véritable charte des paysans, adoptée par acclamation. Celle-ci définit les droits des ruraux et les obligations de leurs gouvernements pour leur assurer une égalité de chances avec les populations urbaines. Délivrés jusqu'ici, les petits agriculteurs et les paysans sans terre se voient ainsi reconnaître dans un document officiel, un droit à la terre, à l'eau, aux moyens de production, crédit et services, à l'éducation, la formation, la vulgarisation, l'intégration des femmes dans le développement ; le lancement d'activités rurales non agricoles pour résoudre le chômage et le sous-emploi massif sont également reconnus comme indispensables.

À l'évidence, toutes ces mesures visent à apporter aux masses les plus pauvres une amélioration notable de leurs conditions de vie. Elles montrent à suffisance combien le reproche d'une F.A.O. manipulée par les gouvernements des pays en développement pour conforter leurs élites au pouvoir est sans fondement. (...)

La conférence ne pouvait pas non plus éluder les responsabilités des pays développés. Ainsi, les textes approuvés par consensus vont beaucoup plus loin dans la voie des réformes qu'aucun autre document international. Le programme d'action présente même une nouveauté de première importance : l'accord des pays à l'établissement d'ob-

jectifs spécifiques, de points de repère et d'indicateurs pour surveiller les progrès accomplis. La conférence a requis la F.A.O. et les autres organisations du système des Nations unies de jouer un rôle important dans cette nouvelle entreprise.

Par ailleurs, infiniment moins coûteuse que d'autres, et ayant pu éviter toute politisation des débats, cette conférence a décidé la création d'une organisation nouvelle ni même d'un fonds nouveau. Voilà qui tranche avec de nombreuses conférences précédentes. Elle s'est, au contraire, limitée à recourir à un mécanisme inter-agences déjà en place, ce qui dément l'assertion d'un conflit de compétence entre institutions pour la suite à donner à la conférence. Le rôle pilote de la F.A.O. en cette matière ne pouvait d'ailleurs pas être « contesté » puisque sa propre constitution lui confie une fonction dans le développement rural. (...)

Le Monde a écrit que les réserves exprimées par quelques pays diminuaient la portée des résultats acquis. Certaines réserves ont, en effet, été formulées tant par des pays en développement que par des pays développés. Cela prouve simplement que la F.A.O. a mené son travail préparatoire sans complaisance, s'attaquant aux vrais problèmes sans peur de déplaire ni même de gêner.

Certaines réserves sont venues d'un tout petit nombre de pays du tiers-monde pour qui le programme d'action va trop loin et à l'encontre de leurs conceptions politiques, économiques et sociales. D'autres ont été exprimées par quelques pays développés, concernant surtout le commerce international et l'aide publique au développement. Elles étaient attendues, car c'est l'attitude habituelle de ces pays de résister aux demandes d'ouverture de leurs marchés ou à tout engagement d'assistance financière.

Nous avons cependant pleine confiance que ces pays reverront leur position puisque qui d'entre eux n'a contesté l'analyse de la F.A.O. suivant laquelle les efforts des pays en développement pour adapter leurs structures internes devaient être complétés et amplifiés par un réaménagement de l'ordre économique international.

Ces réserves, aux deux extrêmes, montrent que quelque chose de vraiment nouveau et important a été réalisé.

Très certainement, la conférence a débouché sur un programme d'action qui pourrait, s'il est mis en œuvre avec la persévérance voulue, modifier substantiellement le sort de centaines de millions d'hommes et de femmes.

### LES MONTANTS COMPENSATOIRES BRITANNIQUES SONT RÉTABLIS

Bruxelles (A.F.P.). — La Commission européenne a décidé de rétablir, à compter du lundi 13 août, les montants compensatoires monétaires appliqués dans les échanges agricoles entre la Grande-Bretagne et ses partenaires de la C.E.E.

Les M.C.M. britanniques avaient été supprimés le lundi 6 août à la suite de la hausse de la livre. Or, depuis quelques jours, on note un net repli de la devise britannique sur le marché des changes. D'où la décision des autorités de Bruxelles de rétablir les M.C.M. à un taux de 1,9 %. En effet, alors que les M.C.M. des pays membres du système monétaire européen sont fixés, ceux des Britanniques suivent les variations de la livre, non intégrée au S.M.E. Si la baisse de la livre se poursuivait ces prochains jours et dépassait 1 %, la Commission européenne augmenterait à nouveau, mercredi prochain, les M.C.M. britanniques.

## AUJOURD'HUI

### UN COIN POUR JOUER

Solution du problème n° 13

#### Jeu de code

Ce texte est codé de la même manière que le texte du problème précédent, en inversant l'ordre des lettres, mais au niveau des groupes de cinq lettres. En inversant donc les ordres à l'intérieur des blocs, on obtient :

CE QUI SE CONÇOIT BIEN S'ENONCE CLAIEMENT ET LES MOTS POUR LE DIRE VIENNENT AISEMENT.

PICRÉ BERLOQUIN.

© Copyright « Le Monde » et Pierre Berloquin.

### MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2459

#### HORIZONTALLEMENT

I. Travaux qui exigent du souffle et beaucoup de repos. — II. Ont pris la place des jours néfastes ; Couches sur le dos. — III. Émis par une auguste victime ; Répété par un consolateur ; Manque d'élégance.

IV. Détésté le sel et recherché le calme. Dans le Cher. — V. Corps gras. Orientation. Dans le Somme. — VI. Colottes de différentes tailles ; Coule à flot ; Proviennent de gazelles assouplies. — VII. Vient à son heure ; Dans une devise latine pronant la modération. — VIII. Ne manquant pas de tranchant. — IX. Noble (épée) ; Lieux de promenades ; Passe à Moissac. — X. Minutieusement préparées ; Fin de participation. — XI. Ancien verbe actif ; Dont la prudence a théoriquement doublé. — XII. Marchait à pas de loup ; Avait de hautes et lointaines préoccupations ; Initiales d'un bienfaiteur. — XIII. Changement de forme en cas de danger ; Pièces de batterie. — XIV. Permettent de manipuler des sommets importants ; Tissu ; Se prononcent par hasard. — XV. Règne longtemps sur Modène ; On ne peut plus léger ; Groupe plusieurs départements.

VERTICALEMENT  
1. Laissa froid l'âne l'ancien ; Une fois décaité, peut tout juste être utilisée comme doubture. — 2. Éléments incendiaires ; Sont aujourd'hui plus que jamais des personnes sans scrupules. — 3. Te montres éblouissant ; Peut encore soliloquer. — 4. Souvent frappé par Cortot ; S'apparente à un jour pluvieux ; Pigeonnées. — 5. Sur un set ; Points cardinaux ; Grecque. — 6. Symbole ; Bien disposé ; Donné avant l'attaque des « Troyens ». — 7. Tiras ta référence ; Visibles en Bretagne ; Courus d'anglais. — 8. Prophète ; Avait un titre ; Pronom. — 9.

Bout d'impudence ; Une drôle de bobine ; Joue un rôle protecteur. — 10. Facilitent une ascension ; D'un commerce agréable. — 11. Ornaments ; Craché par le colonisateur. — 12. Botte ; Nuisent à l'écrit visuelle. — 13. Aventurier ; Puissance ; Possède une certaine dose de sang-froid. — 14. Démentent ; Interdisent les dépassements. — 15. En Allemagne (épée) ; Détourne ; Se mire dans le Danube.

Solution du problème n° 2458

#### HORIZONTALLEMENT

I. Unissent. — II. Route. — III. Epicières. — IV. S.O.S. ; Fox. — V. La ; Aa ; Na. — VI. Scènes. — VII. Ire ; Sud. — VIII. Idole ; Sa. — IX. Pénates. — X. Ait. — XI. Statuaire.

#### VERTICALEMENT

1. Utes ; Slip. — 2. Folio ; Dent. — 3. Tristation. — 4. Soc ; tréfil. — 5. Svalent. — 6. Été ; As. — 7. Neri ; Es ; Sal. — 8. Eon ; Us ; Ir. — 9. Ascendants.

GUY BROUTY.

### MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10-08-79 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 10 août à 0 h et le samedi 11 août à 24 heures : Samedi, au sud d'une ligne approximative Bordeaux-Embrun, le temps sera assez bien ensoleillé, surtout dans le secteur méditerranéen car, sur le Bassin aquitain, on notera des nuages brumeux assez abondants le matin. Les vents de nord-ouest, faibliront en particulier près de la Méditerranée, et les températures maximales seront en hausse. Au nord de la ligne Bordeaux-Embrun, le temps sera très nuageux le matin et quelques pluies passagères se produiront de l'embranchement de la Loire aux Ardennes, aux Vosges, et au Jura. Dans la journée, ces précipitations se déplaceront vers le sud-est et s'attacheront plus le soir que les régions comprises entre le nord du Massif Central et le nord des Alpes en s'attendant. Après ce passage, le temps deviendra plus variable par le nord-ouest avec des nuages ouages et des éclaircies. Quelques averses sont probables près des frontières du Nord et du Nord-Est. Les vents, de nord-ouest, seront faibles à modérés. Les températures maximales varieront peu. La pression atmosphérique redra au niveau de la mer à Paris, 1015 hPa, à 8 heures, de 1 015,4 millibars, soit 761,5 millibars de mercure.

#### Visites, conférences

##### SAMEDI 11 AOUT

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 9 h, place de la Concorde, grille des Tuileries, Mme Zuljovic. — 10 h, 62, rue Saint-Antoine, Mme Pennec. — 11 h, Hôtel de Sully. — 12 h, statues dorées d'Enfer, par le nord. — De 14 h. Tour Eiffel à l'île aux Cygnes. — 15 h, 30, entrée hall gauche, côté par Mme Vermeersch. — 16 h, 30, entrée hall gauche, côté par Mme Vermeersch. — 17 h, 30, quai d'Anjou. — 18 h, 30, quai d'Anjou. — 19 h, 30, quai d'Anjou. — 20 h, 30, quai d'Anjou. — 21 h, 30, quai d'Anjou. — 22 h, 30, quai d'Anjou. — 23 h, 30, quai d'Anjou. — 24 h, 30, quai d'Anjou. — 25 h, 30, quai d'Anjou. — 26 h, 30, quai d'Anjou. — 27 h, 30, quai d'Anjou. — 28 h, 30, quai d'Anjou. — 29 h, 30, quai d'Anjou. — 30 h, 30, quai d'Anjou. — 31 h, 30, quai d'Anjou. — 32 h, 30, quai d'Anjou. — 33 h, 30, quai d'Anjou. — 34 h, 30, quai d'Anjou. — 35 h, 30, quai d'Anjou. — 36 h, 30, quai d'Anjou. — 37 h, 30, quai d'Anjou. — 38 h, 30, quai d'Anjou. — 39 h, 30, quai d'Anjou. — 40 h, 30, quai d'Anjou. — 41 h, 30, quai d'Anjou. — 42 h, 30, quai d'Anjou. — 43 h, 30, quai d'Anjou. — 44 h, 30, quai d'Anjou. — 45 h, 30, quai d'Anjou. — 46 h, 30, quai d'Anjou. — 47 h, 30, quai d'Anjou. — 48 h, 30, quai d'Anjou. — 49 h, 30, quai d'Anjou. — 50 h, 30, quai d'Anjou. — 51 h, 30, quai d'Anjou. — 52 h, 30, quai d'Anjou. — 53 h, 30, quai d'Anjou. — 54 h, 30, quai d'Anjou. — 55 h, 30, quai d'Anjou. — 56 h, 30, quai d'Anjou. — 57 h, 30, quai d'Anjou. — 58 h, 30, quai d'Anjou. — 59 h, 30, quai d'Anjou. — 60 h, 30, quai d'Anjou. — 61 h, 30, quai d'Anjou. — 62 h, 30, quai d'Anjou. — 63 h, 30, quai d'Anjou. — 64 h, 30, quai d'Anjou. — 65 h, 30, quai d'Anjou. — 66 h, 30, quai d'Anjou. — 67 h, 30, quai d'Anjou. — 68 h, 30, quai d'Anjou. — 69 h, 30, quai d'Anjou. — 70 h, 30, quai d'Anjou. — 71 h, 30, quai d'Anjou. — 72 h, 30, quai d'Anjou. — 73 h, 30, quai d'Anjou. — 74 h, 30, quai d'Anjou. — 75 h, 30, quai d'Anjou. — 76 h, 30, quai d'Anjou. — 77 h, 30, quai d'Anjou. — 78 h, 30, quai d'Anjou. — 79 h, 30, quai d'Anjou. — 80 h, 30, quai d'Anjou. — 81 h, 30, quai d'Anjou. — 82 h, 30, quai d'Anjou. — 83 h, 30, quai d'Anjou. — 84 h, 30, quai d'Anjou. — 85 h, 30, quai d'Anjou. — 86 h, 30, quai d'Anjou. — 87 h, 30, quai d'Anjou. — 88 h, 30, quai d'Anjou. — 89 h, 30, quai d'Anjou. — 90 h, 30, quai d'Anjou. — 91 h, 30, quai d'Anjou. — 92 h, 30, quai d'Anjou. — 93 h, 30, quai d'Anjou. — 94 h, 30, quai d'Anjou. — 95 h, 30, quai d'Anjou. — 96 h, 30, quai d'Anjou. — 97 h, 30, quai d'Anjou. — 98 h, 30, quai d'Anjou. — 99 h, 30, quai d'Anjou. — 100 h, 30, quai d'Anjou. — 101 h, 30, quai d'Anjou. — 102 h, 30, quai d'Anjou. — 103 h, 30, quai d'Anjou. — 104 h, 30, quai d'Anjou. — 105 h, 30, quai d'Anjou. — 106 h, 30, quai d'Anjou. — 107 h, 30, quai d'Anjou. — 108 h, 30, quai d'Anjou. — 109 h, 30, quai d'Anjou. — 110 h, 30, quai d'Anjou. — 111 h, 30, quai d'Anjou. — 112 h, 30, quai d'Anjou. — 113 h, 30, quai d'Anjou. — 114 h, 30, quai d'Anjou. — 115 h, 30, quai d'Anjou. — 116 h, 30, quai d'Anjou. — 117 h, 30, quai d'Anjou. — 118 h, 30, quai d'Anjou. — 119 h, 30, quai d'Anjou. — 120 h, 30, quai d'Anjou. — 121 h, 30, quai d'Anjou. — 122 h, 30, quai d'Anjou. — 123 h, 30, quai d'Anjou. — 124 h, 30, quai d'Anjou. — 125 h, 30, quai d'Anjou. — 126 h, 30, quai d'Anjou. — 127 h, 30, quai d'Anjou. — 128 h, 30, quai d'Anjou. — 129 h, 30, quai d'Anjou. — 130 h, 30, quai d'Anjou. — 131 h, 30, quai d'Anjou. — 132 h, 30, quai d'Anjou. — 133 h, 30, quai d'Anjou. — 134 h, 30, quai d'Anjou. — 135 h, 30, quai d'Anjou. — 136 h, 30, quai d'Anjou. — 137 h, 30, quai d'Anjou. — 138 h, 30, quai d'Anjou. — 139 h, 30, quai d'Anjou. — 140 h, 30, quai d'Anjou. — 141 h, 30, quai d'Anjou. — 142 h, 30, quai d'Anjou. — 143 h, 30, quai d'Anjou. — 144 h, 30, quai d'Anjou. — 145 h, 30, quai d'Anjou. — 146 h, 30, quai d'Anjou. — 147 h, 30, quai d'Anjou. — 148 h, 30, quai d'Anjou. — 149 h, 30, quai d'Anjou. — 150 h, 30, quai d'Anjou. — 151 h, 30, quai d'Anjou. — 152 h, 30, quai d'Anjou. — 153 h, 30, quai d'Anjou. — 154 h, 30, quai d'Anjou. — 155 h, 30, quai d'Anjou. — 156 h, 30, quai d'Anjou. — 157 h, 30, quai d'Anjou. — 158 h, 30, quai d'Anjou. — 159 h, 30, quai d'Anjou. — 160 h, 30, quai d'Anjou. — 161 h, 30, quai d'Anjou. — 162 h, 30, quai d'Anjou. — 163 h, 30, quai d'Anjou. — 164 h, 30, quai d'Anjou. — 165 h, 30, quai d'Anjou. — 166 h, 30, quai d'Anjou. — 167 h, 30, quai d'Anjou. — 168 h, 30, quai d'Anjou. — 169 h, 30, quai d'Anjou. — 170 h, 30, quai d'Anjou. — 171 h, 30, quai d'Anjou. — 172 h, 30, quai d'Anjou. — 173 h, 30, quai d'Anjou. — 174 h, 30, quai d'Anjou. — 175 h, 30, quai d'Anjou. — 176 h, 30, quai d'Anjou. — 177 h, 30, quai d'Anjou. — 178 h, 30, quai d'Anjou. — 179 h, 30, quai d'Anjou. — 180 h, 30, quai d'Anjou. — 181 h, 30, quai d'Anjou. — 182 h, 30, quai d'Anjou. — 183 h, 30, quai d'Anjou. — 184 h, 30, quai d'Anjou. — 185 h, 30, quai d'Anjou. — 186 h, 30, quai d'Anjou. — 187 h, 30, quai d'Anjou. — 188 h, 30, quai d'Anjou. — 189 h, 30, quai d'Anjou. — 190 h, 30, quai d'Anjou. — 191 h, 30, quai d'Anjou. — 192 h, 30, quai d'Anjou. — 193 h, 30, quai d'Anjou. — 194 h, 30, quai d'Anjou. — 195 h, 30, quai d'Anjou. — 196 h, 30, quai d'Anjou. — 197 h, 30, quai d'Anjou. — 198 h, 30, quai d'Anjou. — 199 h, 30, quai d'Anjou. — 200 h, 30, quai d'Anjou. — 201 h, 30, quai d'Anjou. — 202 h, 30, quai d'Anjou. — 203 h, 30, quai d'Anjou. — 204 h, 30, quai d'Anjou. — 205 h, 30, quai d'Anjou. — 206 h, 30, quai d'Anjou. — 207 h, 30, quai d'Anjou. — 208 h, 30, quai d'Anjou. — 209 h, 30, quai d'Anjou. — 210 h, 30, quai d'Anjou. — 211 h, 30, quai d'Anjou. — 212 h, 30, quai d'Anjou. — 213 h, 30, quai d'Anjou. — 214 h, 30, quai d'Anjou. — 215 h, 30, quai d'Anjou. — 216 h, 30, quai d'Anjou. — 217 h, 30, quai d'Anjou. — 218 h, 30, quai d'Anjou. — 219 h, 30, quai d'Anjou. — 220 h, 30, quai d'Anjou. — 221 h, 30, quai d'Anjou. — 222 h, 30, quai d'Anjou. — 223 h, 30, quai d'Anjou. — 224 h, 30, quai d'Anjou. — 225 h, 30, quai d'Anjou. — 226 h, 30, quai d'Anjou. — 227 h, 30, quai d'Anjou. — 228 h, 30, quai d'Anjou. — 229 h, 30, quai d'Anjou. — 230 h, 30, quai d'Anjou. — 231 h, 30, quai d'Anjou. — 232 h, 30, quai d'Anjou. — 233 h, 30, quai d'Anjou. — 234 h, 30, quai d'Anjou. — 235 h, 30, quai d'Anjou. — 236 h, 30, quai d'Anjou. — 237 h, 30, quai d'Anjou. — 238 h, 30, quai d'Anjou. — 239 h, 30, quai d'Anjou. — 240 h, 30, quai d'Anjou. — 241 h, 30, quai d'Anjou. — 242 h, 30, quai d'Anjou. — 243 h, 30, quai d'Anjou. — 244 h, 30, quai d'Anjou. — 245 h, 30, quai d'Anjou. — 246 h, 30, quai d'Anjou. — 247 h, 30, quai d'Anjou. — 248 h, 30, quai d'Anjou. — 249 h, 30, quai d'Anjou. — 250 h, 30, quai d'Anjou. — 251 h, 30, quai d'Anjou. — 252 h, 30, quai d'Anjou. — 253 h, 30, quai d'Anjou. — 254 h, 30, quai d'Anjou. — 255 h, 30, quai d'Anjou. — 256 h, 30, quai d'Anjou. — 257 h, 30, quai d'Anjou. — 258 h, 30, quai d'Anjou. — 259 h, 30, quai d'Anjou. — 260 h, 30, quai d'Anjou. — 261 h, 30, quai d'Anjou. — 262 h, 30, quai d'Anjou. — 263 h, 30, quai d'Anjou. — 264 h, 30, quai d'Anjou. — 265 h, 30, quai d'Anjou. — 266 h, 30, quai d'Anjou. — 267 h, 30, quai d'Anjou. — 268 h, 30, quai d'Anjou. — 269 h, 30, quai d'Anjou. — 270 h, 30, quai d'Anjou. — 271 h, 30, quai d'Anjou. — 272 h, 30, quai d'Anjou. — 273 h, 30, quai d'Anjou. — 274 h, 30, quai d'Anjou. — 275 h, 30, quai d'Anjou. — 276 h, 30, quai d'Anjou. — 277 h, 30, quai d'Anjou. — 278 h, 30, quai d'Anjou. — 279 h, 30, quai d'Anjou. — 280 h, 30, quai d'Anjou. — 281 h, 30, quai d'Anjou. — 282 h, 30, quai d'Anjou. — 283 h, 30, quai d'Anjou. — 284 h, 30, quai d'Anjou. — 285 h, 30, quai d'Anjou. — 286 h, 30, quai d'Anjou. — 287 h, 30, quai d'Anjou. — 288 h, 30, quai d'Anjou. — 289 h, 30, quai d'Anjou. — 290 h, 30, quai d'Anjou. — 291 h, 30, quai d'Anjou. — 292 h, 30, quai d'Anjou. — 293 h, 30, quai d'Anjou. — 294 h, 30, quai d'Anjou. — 295 h, 30, quai d'Anjou. — 296 h, 30, quai d'Anjou. — 297 h, 30, quai d'Anjou. — 298 h, 30, quai d'Anjou. — 299 h, 30, quai d'Anjou. — 300 h, 30, quai d'Anjou. — 301 h, 30, quai d'Anjou. — 302 h, 30, quai d'Anjou. — 303 h, 30, quai d'Anjou. — 304 h, 30, quai d'Anjou. — 305 h, 30, quai d'Anjou. — 306 h, 30, quai d'Anjou. — 307 h, 30, quai d'Anjou. — 308 h, 30, quai d'Anjou. — 309 h, 30, quai d'Anjou. — 310 h, 30, quai d'Anjou. — 311 h, 30, quai d'Anjou. — 312 h, 30, quai d'Anjou. — 313 h, 30, quai d'Anjou. — 314 h, 30, quai d'Anjou. — 315 h, 30, quai d'Anjou. — 316 h, 30, quai d'Anjou. — 317 h, 30, quai d'Anjou. — 318 h, 30, quai d'Anjou. — 319 h, 30, quai d'Anjou. — 320 h, 30, quai d'Anjou. — 321 h, 30, quai d'Anjou. — 322 h, 30, quai d'Anjou. — 323 h, 30, quai d'Anjou. — 324 h, 30, quai d'Anjou. — 325 h, 30, quai d'Anjou. — 326 h, 30, quai d'Anjou. — 327 h, 30, quai d'Anjou. — 328 h, 30, quai d'Anjou. — 329 h, 30, quai d'Anjou. — 330 h, 30, quai d'Anjou. — 331 h, 30, quai d'Anjou. — 332 h, 30, quai d'Anjou. — 333 h, 30, quai d'Anjou. — 334 h, 30, quai d'Anjou. — 335 h, 30, quai d'Anjou. — 336 h, 30, quai d'Anjou. — 337 h, 30, quai d'Anjou. — 338 h, 30, quai d'Anjou. — 339 h, 30, quai d'Anjou. — 340 h, 30, quai d'Anjou. — 341 h, 30, quai d'Anjou. — 342 h, 30, quai d'Anjou. — 343 h, 30, quai d'Anjou. — 344 h, 30, quai d'Anjou. — 345 h, 30, quai d'Anjou. — 346 h, 30, quai d'Anjou. — 347 h, 30, quai d'Anjou. — 348 h, 30, quai d'Anjou. — 349 h, 30, quai d'Anjou. — 350 h, 30, quai d'Anjou. — 351 h, 30, quai d'Anjou. — 352 h, 30, quai d'Anjou. — 353 h, 30, quai d'Anjou. — 354 h, 30, quai d'Anjou. — 355 h, 30, quai d'Anjou. — 356 h, 30, quai d'Anjou. — 357 h, 30, quai d'Anjou. — 358 h, 30, quai d'Anjou. — 359 h, 30, quai d'Anjou. — 360 h, 30, quai d'Anjou. — 361 h, 30, quai d'Anjou. — 362 h, 30, quai d'Anjou. — 363 h, 30, quai d'Anjou. — 364 h, 30, quai d'Anjou. — 365 h, 30, quai d'Anjou. — 366 h, 30, quai d'Anjou. — 367 h, 30, quai d'Anjou. — 368







UN JOUR  
DANS LE MONDE

## 2. IDÉES

— **ÉLITES** : Une métaphysique face à une métaphysique, par Christian Jean Guérin ; Injustice et inégalité, par François Richard.

## 3. FEUILLETON

— **Un voyage vers l'Asie**, par Jean-Claude Guillevard.

## 4. ÉTRANGER

— **ÉTATS-UNIS** : Les réserves indiennes obtiennent une partie importante des ressources énergétiques du pays. Washington a été surpris et satisfait par la modération de M. Sekou Touré.

— **ÉQUATEUR** : Le président Roldos succède à une junte militaire.

## 5. AFRIQUE

— **GUINÉE ÉQUATORIALE** : L'ancien président Macías démissionne et est remplacé par des dizaines d'experts étrangers.

## 6. ASIE

— **La crise indochinoise**. **POINT DE VUE**, par Lionel Jospin : Pour le Cambodge.

## 7. PROCHE-ORIENT

— **ISRAËL** : La publication du premier tome des Mémoires de M. Rabin provoque de graves discussions au sein de l'opposition travailliste.

## 8. EUROPE

— **ESPAGNE** : L'île majoritaire du parti socialiste ouvrier confirme son attachement au marxisme.

— **GRÈCE** : Plusieurs dizaines de blessés lors d'une manifestation contre la politique économique et sociale.

## 9. DIPLOMATIE

— **POLITIQUE** : La commission d'enquête parlementaire sur l'information présente ses conclusions en septembre.

## 10. SOCIÉTÉ

— **JUSTICE** : L'Université de la troisième âge de Paris, un nouveau modèle de dialogue.

— **RELIGION** : Jean-Paul II et les orthodoxes.

— **CATASTROPHES** : Dans le Var les incendies de forêt ont menacé deux terrains de camping ; l'activité de l'Etna est en régression.

— **SPORTS** : L'Admiral's Cup : fête à Coves en attendant le Fastnet.

## 11. LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

— **Pages 9 à 11** : Le camping dans toutes ses âmes.

— **Le camping sauvage** des Saintes-Maries-de-la-Mer. Notes indigestes dans les fermes de Volproux.

— **Stipendie** : Philatélie : Plaisirs de la table ; Jeux.

## 12. CULTURE

— **Cinéma** : « L'Humanoïde » ou l'anthologie express.

— **Festival** : magie à Brantôme.

## 13. PRESSE

— **Un délégué syndical** menacé de licenciement à « l'Aurore ».

## 14. ÉQUIPEMENT

— **Environnement** : La chasse aux baleines.

## 15. ÉCONOMIE

— **AFFAIRES** : L'O.P.A. de la Lyonnaise des eaux sur les Pompes funèbres.

— **SOCIAL** : trois cent treize licenciements à la société marseillaise Comex.

## 16. LIRE ÉGALEMENT

— **RADIO-TELEVISION** (13) : Annonce classée (18) ; Car-net (18) ; Aujourd'hui (18) ; Journal officiel (18) ; Météorologie (18) ; Météo classée (18) ; Loto (18) ; Bourse (18).

— **M. et Mme Giscard d'Estaing** sont arrivés le jeudi 9 août en fin d'après-midi au fort de Brégançon (Var) où ils resteront une douzaine de jours pendant lesquels le président de la République ne fera aucune déclaration et ne participera à aucune manifestation ayant un caractère public.

— **Le numéro du « Monde »** daté 10 août 1979 a été tiré à 505 712 exemplaires.

## A B C D E F G

## En Israël

## La publication du premier tome des Mémoires de M. Rabin provoque de graves discussions au sein de l'opposition travailliste

De notre correspondant

Jérusalem. — La majorité est désormais d'accord avec l'opposition : le gouvernement est incapable de dominer les rouages de l'économie ou même de freiner l'ascension de la spirale inflationniste. Les optimistes prévoient 100 % d'inflation pour l'année 1979. La politique attentiste du gouvernement en matière économique et sociale est liée au manque de coordination, à l'incertitude et à la bureaucratie toute-puissante, qui paralysent l'activité des ministères, mais aussi aux conflits de personnes qui se manifestent au sein de l'équipe dirigeante.

Tout cela alimente une atmosphère d'insécurité au sein d'une population déjà mise à rude épreuve par un terrorisme palestinien latent et l'impression, malgré la paix officielle avec l'Égypte, d'un isolement grandissant d'Israël sur la scène internationale, rendant plus qu'hypothétique la perspective d'une paix globale au Proche-Orient. Le ministre des Affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a fait scandale dans une interview accordée simultanément, mardi 7 août, aux deux journaux du soir, Yediot Aharonot et Maariv, en disant tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Critiquant vivement ses collègues détenteurs des portefeuilles économiques, il les a accusés de pratiquer une politique de l'autruche. M. Moshe Dayan a dénoncé également « ces insupportables querelles intestines de la coalition, qui rongent les institutions ».

« Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Juda », s'est exclamé récemment un commentateur de la radio israélienne à l'issue d'un débat particulièrement violent à la Knesset au cours duquel députés et ministres se sont laissés aller à s'invectiver en termes fort peu parlementaires.

## Un pavé dans la mare

L'opposition travailliste, à laquelle tous les sondages donnent de sérieuses chances de prendre la relève du Likoud lorsque l'occasion se présentera, n'est pas épargnée par cette dégradation des mœurs politiques. Dans le premier tome de ses Mémoires qui vient de paraître, l'ancien premier ministre, M. Itzhak Rabin, résume ses comptes avec le Likoud, le parti travailliste, qui est également candidat du front travailliste-Mapam à la présidence des élections. M. Rabin, le chef du parti travailliste, qui est également candidat du front travailliste-Mapam à la présidence des élections, a écrit dans son ouvrage de longue date que ne recule devant rien pour réaliser ses ambitions. Il use et abuse des mensonges et des demi-vérités. M. Pères, ancien président de la Knesset, a déclaré que M. Rabin n'a jamais porté l'uniforme, évoquant l'affaire d'Entebbe. M. Rabin affirme que, cinquante-trois heures après le décollage de l'airbus d'Alf France au mois de juillet 1976, M. Pères, à l'époque ministre de la Défense, n'avait pas encore demandé au chef d'état-major d'envisager une opération de sauvetage.

Ce pavé dans la mare que constituent les Mémoires de M. Rabin ne fait que diviser un peu plus les rangs du parti travailliste qui, de l'avis de l'ancien premier ministre, est rongé de l'intérieur par la lutte pour le pouvoir. Le secrétaire général du parti travailliste, l'ancien chef d'état-major Haim Barav, ainsi que plusieurs leaders du parti, se sont empressés de prendre fait et cause pour

## Au Zaïre

## PLUSIEURS CENTAINES DE PROSPECTEURS CLANDESTINS DE DIAMANTS SE NOIENT POUR ÉCHAPPER À LA POLICE.

Plusieurs centaines de personnes se sont noyées près de Mbuji-Mayi, dans le sud du Zaïre, alors qu'elles tentaient de fuir après avoir été surprises par la police en train de rechercher illégalement des diamants, a annoncé jeudi 9 août un porte-parole du gouvernement.

Les prospecteurs clandestins en fuite se sont jetés dans la rivière pour échapper aux policiers. Cette noyade collective a provoqué dans la région une certaine tension, qui ne s'est apaisée qu'après l'arrivée sur place du président Mobutu. — (A.F.P.)

— Trente touristes sont morts noyés en Inde ce vendredi 10 août dans un autobus tombé dans une rivière entre Goa et Bombay avec quarante passagers à bord, annonce la police de Bombay. — (A.F.P.)

## ÉCHEC DU LANCEMENT PAR L'INDE DE SA PREMIÈRE FUSÉE

La première fusée indienne porteuse de satellite a été lancée ce vendredi 10 août. L'Agence officielle Press Trust of India, qui a annoncé le lancement, n'a pas fourni de détails sur son exécution.

Mais, en fin de matinée, on apprendit que le tir est un échec. Le dernier étage de la fusée SLV-3 s'étant abîmé en mer. SLV-3 est une fusée assez similaire aux fusées américaines Scout. Haute de 25 mètres et pesant une vingtaine de tonnes, elle comporte quatre étages, qui utilisent tous des propergols solides. Le tir a eu lieu depuis la base de Sriharikota, une petite île du sud-est de l'Inde, à environ 100 kilomètres au nord de Madras. La fusée a été conçue il y a plus de cinq ans, et développée par l'Organisation indienne de recherche spatiale (ISRO) qui emploie plus de quatre mille cinq cents personnes dans son centre de Thumba, à l'extrémité sud de l'Inde.

Si le tir avait réussi, l'Inde aurait été le septième pays à mettre en orbite un satellite par ses propres moyens, après l'Union soviétique, les États-Unis, la France, le Japon, la Grande-Bretagne (avec participation australienne) et la Chine. Elle serait devenue le premier pays du tiers-monde à entrer dans le « club spatial », comme ce fut le cas en 1974 pour l'arme nucléaire.

L'Inde a déjà construit plusieurs satellites, lancés par des fusées américaines et russes. Un satellite indien de télécommunication, Apple, doit être mis en orbite l'an prochain lors d'un tir de qualification du lanceur européen Ariane.

## CHARTERS :

## LES MAUVAISES SURPRISES DE L'ÉTÉ

La grève-surprise illimitée de la compagnie américaine World Airways (Le Monde des 5 et 6 août) a mis en évidence certains « fabrications » douteuses, notamment Jet-Am, Nouvelles Frontières et Tourwest. La plupart des passagers à destination de l'Amérique du Nord ont été acheminés sur des vols de remplacement et il semble que leur retour soit assuré.

Jet-Am a déjà pu trouver des vols de remplacement vers l'Amérique du Nord pour 80 des passagers des vols des 3, 4, 8 et 10 août, préalablement annulés. Les autres clients ont été immédiatement transférés au Boston, dans sur des vols de la Panam et de la compagnie canadienne C.P. Air. Etant donnée la « non-fabilité connue de la World Airways », tout cela n'est que rarement appliqué à cette compagnie en période de pointes extrêmes.

M. Tordjmann, directeur du marketing de Tourwest, nous a expliqué aux difficultés actuelles. Selon lui, « la World Airways n'a pas honoré ses engagements et se trouve donc dans l'impossibilité d'honorer ses contrats durant certaines périodes ». D'où peut-être cette grève « providentielle ».

Pour M. Jacques Maillet, directeur général de Tourwest, on a une explication aux difficultés actuelles. Selon lui, « la World Airways n'a pas honoré ses engagements et se trouve donc dans l'impossibilité d'honorer ses contrats durant certaines périodes ». D'où peut-être cette grève « providentielle ».

Le retour des mille deux cent cinquante personnes parties avant la grève sur des vols de la World Airways sera assuré par d'autres compagnies charters ou par des compagnies régulières. M. Maillet s'élève contre l'« irresponsabilité des dirigeants de la World Airways qui n'ont cherché aucune solution de remplacement » et pense attaquer en justice la compagnie américaine.

## MORT DE M. CHARLES SPINASSE ANCIEN MINISTRE DU FRONT POPULAIRE

M. Charles Spinasse, ancien ministre socialiste du Front populaire, ancien député de la Corrèze, est mort le 9 août à Roziers-d'Egletons, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Né à Egletons le 22 octobre 1893, professeur au Conservatoire des arts et métiers, il est élu conseiller municipal de Roziers-d'Egletons, à l'âge de sa ville natale en 1919. Il en sera le maire de 1929 à la guerre et de 1964 à 1976.

Militant de la S.F.I.O., rédacteur en chef du Populaire du Centre, organe régional de son parti, il représente la Corrèze (2<sup>e</sup> Circonscription) à la chambre des députés, puis à l'Assemblée nationale. Le 4 juin 1936, Charles Spinasse est nommé ministre de l'économie nationale dans le gouvernement de Léon Blum, on le considère alors comme l'un des théoriciens marxistes de la S.F.I.O. et il prendra une part importante à l'élaboration de la législation sociale du Front populaire.

Dans le second cabinet Léon Blum (13 mars 1938), il occupe le poste de ministre du budget et participe à la préparation du projet de loi qui devait donner au gouvernement les pouvoirs nécessaires pour mettre la nation en état de faire face aux besoins et aux charges financières de sa défense. C'est le rejet de ce projet, repoussé par la Sénat le 8 avril 1938, qui provoquera la démission du cabinet Blum et contribuera à la dissolution du Front populaire.

Le 10 juillet 1940, à Vichy, Charles Spinasse vote les pouvoirs constituant au maréchal Pétain. Il crée ensuite à Paris, sous le nom de Front national hebdomadaire, le Rouge et le Bleu, qui cesse de paraître en 1942.

Exclu de la S.F.I.O. à la libération, Charles Spinasse se retire provisoirement de la politique. Il se présente en 1958 aux élections législatives, mais il n'obtient que 5 360 voix sur 36 958. Il sera plus heureux aux cantonales de 1961 et aux municipales qui suivent. Il est maire d'Egletons de 1964 à 1976. Il devient aussi l'un des « supporters » de M. Jacques Chirac en Corrèze.

Aux dernières élections municipales, Charles Spinasse mis en ballottage ne s'était pas représenté au second tour. Il est mort dans la propriété où il s'était retiré.

## POUR PROTESTER CONTRE LA RESTRUCTURATION DE LA SIDÉRURGIE

## Les syndicalistes C.F.D.T. de Longwy « empruntent » la coupe de France de football Une plainte a été déposée par la Fédération française

L'« emprunt », selon leurs propres termes, dans la nuit du 8 au 9 août, de la coupe de France de football — un objet d'art de 32 kg d'argent pur, monté sur un socle de marbre des Pyrénées de 15 kg, qui était exposé au siège du Football-club de Nantes, à la Chapelle-sur-Erdre (Loire-Atlantique) — est une nouvelle « opération coup de poing » revendiquée vendredi 10 août par les syndicalistes C.F.D.T. de Longwy (Meurthe-et-Moselle) pour protester contre les mesures de restructuration des usines sidérurgiques du Nord de la Lorraine.

Les militants de la C.F.D.T. entendent « rendre la coupe en main propre » à M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de football (F.F.F.), en lui demandant de faciliter l'organisation d'un match entre le Football-club de Nantes et le Racing-club de Strasbourg sur le stade de Longwy.

En l'absence de M. Fernand Sastre, actuellement en vacances, on répondit à la C.F.D.T. qu'aucun contact n'avait été établi, vendredi matin, avec les sidérurgistes. En conséquence, la plainte pour vol déposée la veille par la F.F.F. propriétaire de la coupe, et par le Football-club de Nantes, son actuel détenteur, n'avait pas été retirée.

La coupe présentée le 10 août

à la presse, convoquée à Longwy par des militants C.F.D.T. masqués, devait être transportée dans les magasins à grande surface de la ville dans la journée de vendredi. De Bastia, où il accompagne son équipe, M. André Bord, président du Racing-club de Strasbourg, aurait donné son accord pour l'organisation d'un tel match à condition de trouver une date propice. Les dirigeants du Football-club de Nantes devaient se réunir vendredi pour prendre une décision.

Après les expulsions d'immigrés du foyer Sonacotra des Pyrénées à Nanterre (Le Monde du 10 août), le bureau national du P.S. a lancé un appel jeudi 10 août à l'opinion publique pour qu'elle se mobilise « contre la politique répressive de Giscard-Barre, qui frappe l'ensemble de la population française et immigrée ».

D'autre part, la préfecture des Hauts-de-Seine nous prie de préciser que l'opération de Nanterre a été exécutée par des membres des compagnies départementales d'intervention et des gardiens de la paix et non des C.S., comme nous l'avions indiqué par erreur. Elle confirme que de telles expulsions « sont prévues » dans un second foyer de Nanterre, rue des Sorbiers.

## 22 % DE HAUSSE

## DEPUIS LA LIBÉRATION DU PRIX DU PAIN

## Merci M. Monory...

Il y a un an les boulangers retrouvaient la liberté de fixer leurs prix. C'est M. Monory qui leur a permis d'augmenter de 22 % le prix du pain. On dit qu'à l'époque M. Giscard d'Estaing et Barre en furent surpris, un peu mécontents et vaguement inquiets. Mais, le ministre de l'économie, le risque était minime comparé aux avantages qu'allait apporter sa décision. Malgré l'effort des Français, les consommateurs le temps des contrôles étatiques était terminé et qu'on était entré dans celui de l'initiative de la population individuelle, de la concurrence. Tel était le credo.

Les événements ont-ils donné raison à M. Monory ? Depuis juillet 1978, le prix du pain a augmenté en moyenne de 22 %, soit presque trois fois plus vite que les prix alimentaires et plus de deux fois plus rapidement que l'ensemble des prix de détail. L'ensemble des prix de détail a augmenté plus vite que la plupart des produits qui composent l'indice des prix, y compris l'essence.

Al. V.

## S'adressant au président de la République

## M. ANDRÉ BERGERON DEMANDE DE PROTÉGER L'EXPÉRIENCE SOCIALE DU PLAZA-ATHÉNÉE

M. André Bergeron, secrétaire général de la confédération Force ouvrière, vient d'écrire au président de la République, pour lui demander de préserver l'expérience économique et sociale particulièrement réussie qu'est le Plaza-Athénée, pour lui appartenant à la chaîne hôtelière britannique Trusthouse Forte.

« Quelques jours après avoir remercié publiquement le directeur du Plaza, M. Paul Bougenau, et son équipe, pour leur excellent travail et les bons résultats obtenus, Sir Charles Forte a exigé la démission du directeur, écrit M. Bergeron.

« Or, sous l'autorité de celui-ci, la situation économique de l'établissement, de déficitaire est devenue bénéficiaire, et dans le même temps, la situation salariale et sociale du personnel s'est considérablement améliorée.

« De plus, l'expérience de participation à l'entreprise aux responsabilités comme aux résultats de l'entreprise est une des plus réussies et citée en exemple par certains instituts économiques.

« De plus, les sections syndicales C.F.D.T. et F.O. du Plaza-Athénée répliquent dans un tract

à l'interview de Sir Charles Forte publié dans le Monde du 9 août : « Vous n'êtes pas le capitaliste bon et générateur dont vous essayez vainement de donner l'image à coups de millions, écrivent-elles. Vous êtes le patron de droit de la France, dans votre propre hôtel à Londres, renvoyant un délégué syndical en cinq minutes ; vous êtes le patron qui licencie immédiatement les cinq-cinq collègues qui avaient apporté leur soutien à ce délégué syndical ; vous êtes le patron qui, à la veille des élections législatives françaises, a mis les caisses du Plaza malgré les protestations du comité d'entreprise (...) Vous ne pouvez pas être un patron dur en Angleterre et être touché par la grâce de la participation en France. »

Enfin, M. Bougenau, qui se trouve en vacances en Corse, a publié un communiqué dans lequel il déclare avoir totalement respecté l'accord passé le 12 juillet avec Sir Charles Forte, au terme duquel il devait occuper les fonctions de directeur le 31 octobre. « Sir Charles Forte développe contre moi une campagne diffamatoire de dénigrement », conclut-il.



## ÉLIMINEZ LES MOUSTIQUES ET TOUS LES INSECTES

...même fenêtres ouvertes !

Efficacité totale. Silencieux. Économique. Inoffensif.

THIEBAUD

Spécialiste de la lutte contre les insectes

30, PLACE DE LA MADELINE - 75008 PARIS - Tél. 742-29-03

Documentaire gratuit sur demande

Pour votre DEMENAGEMENT 208 10-30 ODOUL 16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

Un voyage Delhi : un pied